

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ASSISTANCE ET PROTECTION

DE L'ENFANT DANS LA FAMILLE

THÈSE

POUR

Le Doctorat ès-Sciences Politiques et Economiques

Présentée et soutenue publiquement le 14 Juin 1902

PAR

PAUL ALAUX

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { MM. ESTOUBLON, } professeurs.
 { JAY, }

PARIS

A. PEDONE, Editeur

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, RUE SOUFFLOT, 13

1902

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ASSISTANCE ET PROTECTION

DE L'ENFANT DANS LA FAMILLE

THÈSE

POUR

Le Doctorat ès-Sciences Politiques et Economiques

Présentée et soutenue publiquement le 14 Juin 1902

PAR

PAUL ALAUX

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. BERTHÉLEMY, professeur.

*Suffragants : { MM. ESTOUBLON, } professeurs.
 JAY, }*

PARIS

A. PEDONE, Editeur

Libraire de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, RUE SOUFFLOT, 13

1902



ASSISTANCE ET PROTECTION

DE L'ENFANT DANS LA FAMILLE

THÈSE

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PAUL ALAUX

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. RICHET, professeur.

Suppléants : { M. ESTABLON, professeur.
M. LAFITTE, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Editeur.

Lithographie de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

18, rue Soufflot, 18

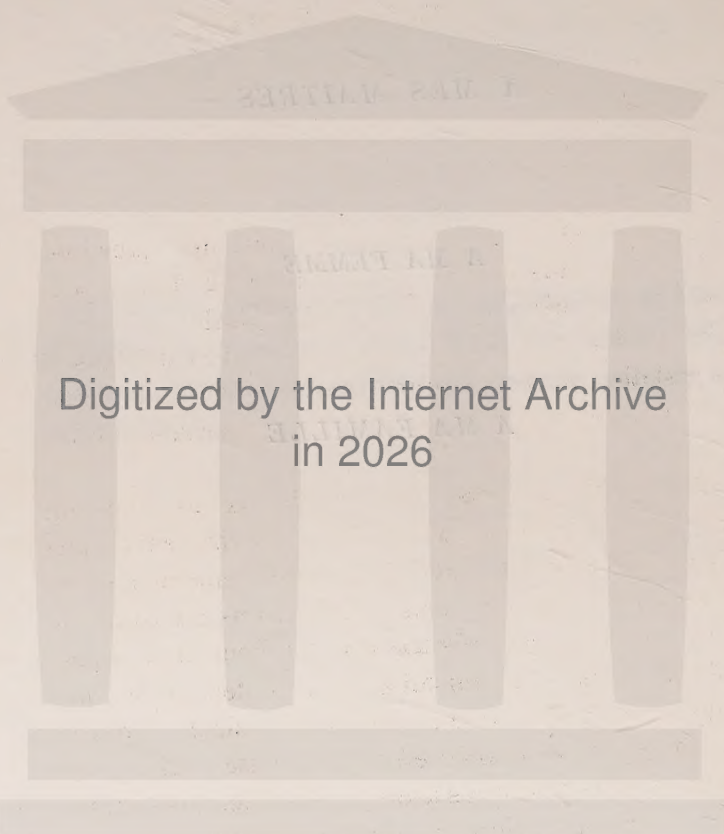
1907

INTRODUCTION

A MES MAITRES

A MA FEMME

A MA FAMILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La protection de l'enfance est une des questions qui ont le plus sollicité l'attention du législateur pendant les dernières années du XIX^e siècle.

Elle doit occuper une place prépondérante dans la législation de toute nation soucieuse de ses intérêts, et il est notable qu'elle a acquis une importance croissante.

Sans nous attarder aux nombreux ouvrages qui ont été écrits sur la matière, et en envisageant d'une façon très générale l'utilité, la nécessité même de l'intervention de la loi, nous poursuivrons au cours de cette étude un but très modeste : il consistera à passer en revue l'organisation de la protection de l'enfance dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à voir ce qui a été fait et conclure à ce qu'il reste à faire. Nous n'oublierons pas, après avoir parcouru les institutions, d'y ajouter la critique qu'elles comportent, et de jeter un coup d'œil sur l'assistance privée, qui est la collaboratrice la plus efficace de l'assistance officielle.

Il sera nécessaire, pour atteindre ce but, de pren-

dre l'enfant aux diverses époques de son existence, et d'examiner les lois qui le protègent à chacune de ces périodes. C'est là une étude assez complexe, que nous réduirons dans les limites de ces lois.

Un ensemble de lois et de règlements a organisé l'assistance officielle des enfants qui se trouvent privés de la protection naturelle de la famille, et qui — enfants trouvés, abandonnés ou orphelins, enfants maltraités ou moralement abandonnés (en partie du moins) — sont placés sous la tutelle des pouvoirs publics dans les services départementaux des Enfants Assistés. Quelque intérêt que puisse présenter cette question, si longuement traitée dans une série d'ouvrages généraux au spéciaux, nous ne nous en occuperons pas.

Les enfants auxquels nous voulons spécialement nous attacher sont ceux qui restent soumis à l'autorité familiale, et qui sont élevés au sein de la famille ou par ses soins. En ce qui les concerne, l'étude que nous nous proposons de faire peut se synthétiser dans cette double idée : à quels enfants la loi doit-elle protection ? quelles sont les formes de cette protection ?

La protection légale de l'enfance peut et doit se manifester sous divers aspects :

- 1° Protection indirecte de l'enfant par les secours accordés aux parents, dans les premières années de son existence ;
- 2° Protection des enfants du premier âge élevés hors du domicile de leurs parents ;

3° Protection des enfants dont les parents sont tenus à un travail journalier qui les éloigne de leur domicile ;

4° Protection des enfants employés dans les usines et manufactures, et dans les professions ambulantes ;

5° Protection des enfants contre les parents eux-mêmes ;

C'est sous ces divers points de vue que nous étudierons la protection de l'enfance, en ayant soin d'examiner, concurremment avec l'œuvre des pouvoirs publics, celle qui est dûe à l'initiative privée.

CHAPITRE PREMIER

Assistance à la mère, dans l'intérêt de l'enfant, avant la naissance et au moment de la naissance

L'assistance peut et doit être donnée à la mère, principalement dans l'intérêt de l'enfant, au moment de la naissance, et même avant la naissance. La mortalité qui sévit sur l'enfant est en effet partout très forte, et, par contre, en France particulièrement, la natalité est hors de proportions avec la mortalité. C'est un fait que toutes les statistiques relèvent journellement et c'est un péril que les efforts de la science et de l'assistance combinés cherchent à conjurer.

Les causes de la dépopulation, contre laquelle on lutte ouvertement de nos jours, sont multiples. Les plus tangibles me paraissent être : la misère, l'alcoolisme, le vice, et malheureusement aussi, l'infanticide. Un trop grand nombre de filles-mères et même de femmes mariées recourent à l'avortement, soit pour éviter le scandale d'une faute commise, soit par crainte des difficultés d'un accouchement misérable ou des charges qui en résultent. Sans nous préoccuper de

l'avortement, dont nous ne voulons pas parler ici, il faut reconnaître que la société a des devoirs auxquels elle ne peut se soustraire à l'égard de la femme, mariée ou non, dénuée des ressources suffisantes pour faire face aux frais que nécessite un accouchement.

Elle doit assurer à la mère, dès la naissance, soins médicaux, fourniture de tous les objets nécessaires à l'entretien de l'enfant, allaitement naturel ou artificiel au cas où la mère ne pourrait y pourvoir etc. Elle doit, en un mot, aider la mère dans les plus larges mesures possibles, pour assurer la naissance et la vie de l'enfant.

Qu'a-t-il été fait dans ce but? Sans doute Paris a organisé d'une manière assez complète l'assistance aux jeunes mères et aux nouveau-nés. Mais, en province, à part quelques grandes villes, ce mode d'assistance est très défectueux, ou manque presque complètement. Il importe que la mère, ou bien soit secourue à domicile, ou (ce qui est bien préférable) qu'elle soit admise dans une Maternité. Il serait même utile qu'elle le fût dans les derniers mois de la grossesse. Or, en province, les Maternités sont assez rares; les hôpitaux acceptent difficilement les femmes enceintes; on limite le nombre de lits, on ne reçoit que les femmes habitant la commune. Si les femmes viennent d'ailleurs, on fait de grandes difficultés; l'admission n'est en général prononcée, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'extrême urgence, qu'après enquête, ou tout au moins après établissement de l'identité. Aussi beaucoup de femmes reculent-elles devant les forma-

lités exigées, et devant le manque de discrétion qu'elles entraînent. Enfin, ce qui fait principalement défaut, comme presque toujours en matière d'assistance, ce sont les ressources pécuniaires.

M. le docteur Drouineau, qui a soulevé cette importante question à la séance du 30 juillet 1889 du Congrès d'Assistance et d'Hygiène publiques tenu à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle, faisait remarquer que *sept départements* seulement (la Seine excepté) accordaient une subvention aux services d'accouchement. C'étaient les départements suivants :

Aveyron.	4.983 fr.
Charente.	2.400
Cher	1.000
Ille-et-Vilaine.	3.779
Seine-et-Marne	1.914
Tarn-et-Garonne.	1.263
Vienne.	10.727
TOTAL	<u>25.766</u>

Ce total de 25.766 fr. pour la France tout entière, inscrit aux budgets départementaux de 1888, était absolument dérisoire. Un bien plus grand nombre de départements accordent aujourd'hui des crédits, mais ces crédits sont encore trop faibles. Par contre, certaines communes ont des services d'accouchement parfaitement organisés ; mais cela n'est vrai que pour les grandes villes, et quelques villes de moindre importance ; de vastes régions rurales en sont presque dépourvues.

Ce manque de secours au moment de l'accouchement est une cause de mort pour beaucoup d'enfants. Je n'insiste pas sur cette idée, qui n'est presque que l'expression d'une évidence ; et il est facile de concevoir quelle influence déplorable ce défaut d'organisation de l'assistance a sur la mortalité.

Il y a donc nécessité absolue d'améliorer considérablement ces services. Pour cela, il faut augmenter les subventions, créer des Maternités nombreuses, se montrer plus discret, ne pas exiger tant de formalités. « C'est à l'accouchement clandestin et fait dans des conditions déplorables, c'est à l'absence de conseils médicaux et hygiéniques, à la pénurie des ressources, à la nécessité d'un travail hâtif, qu'il faut attribuer une partie de ces accidents » disait M. Drouineau au Congrès de 1889, en parlant de la mort des jeunes mères par septicémie ; et la mort de la mère n'entraîne-t-elle pas bien souvent, en un pareil moment, la mort de l'enfant ?

M. Drouineau proposait de *créer* un service (car, à son avis, il n'en existait pour ainsi dire pas) en faisant une double part : l'une pour la légitimité par l'assistance hospitalière ou à domicile, l'autre pour l'illégitimité. Pour celle-ci, il préconisait la création d'asiles spéciaux pour femmes enceintes sous la direction de médecins qui prononceraient les admissions, et seraient seuls dépositaires des secrets des femmes assistées. L'asile comporterait en outre une crèche, et même un orphelinat.

Mais le personnel administratif des établissements

hospitaliers ne saurait être, sans injustice, accusé d'indiscrétion ; et d'ailleurs cherche-t-on autant que M. Drouineau le pensait à garder le secret ? En dehors de ce point — auquel il ne semble pas, du reste, qu'il faille attacher une grande importance, — l'idée est bonne et la création de pareils asiles rendrait de grands services. Cependant le docteur Lagneau avait conçu une idée plus heureuse en ne faisant aucune distinction entre la légitimité et l'illégitimité. C'est là une idée d'humanité à laquelle nous nous empressons de souscrire.

Le docteur Lagneau proposait la fondation de maternités-ouvriers, où les femmes pourraient être admises au bout de sept mois de grossesse, où on les garderait, après l'accouchement, tout le temps nécessaire à leur complet rétablissement, où elles seraient, en un mot, à l'abri de la misère. Il a été constaté maintes fois que c'était la misère qui était la principale cause de la fréquence de la mortinatalité, et que les enfants légitimes des femmes accouchées dans les hôpitaux de Paris mouraient autant que les enfants illégitimes.

Pendant leur séjour à la Maternité, les femmes travailleraient tant que cela leur serait possible ; ce travail pourrait servir, soit à créer des ressources à la Maternité même, à qui elles sont si nécessaires, soit, au cas de dénuement absolu de la femme hospitalisée, à lui constituer un petit pécule pour le moment de la sortie. Approuvant complètement les vues de M. Lagneau, la section du congrès émit le vœu que « les

femmes ou filles indigentes qui ne sont actuellement admises pour faire leurs couches que dans le neuvième mois de la grossesse, y fussent reçues à partir du septième ou huitième mois, si elles en faisaient la demande » (vœu formulé par M. Lavergne).

Malgré les progrès réalisés depuis 1889, la situation n'est pas encore satisfaisante en province, hormis quelques grands centres ; et, notamment les asiles destinés à recevoir avant l'époque de la délivrance les femmes dont la grossesse est difficile, et qui se trouvent dans la misère par suite de leur impossibilité à travailler, sont encore extrêmement rares.

La situation est meilleure à Paris, où les femmes en couches sont secourues dans une très large mesure, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers. Les bureaux de bienfaisance des vingt arrondissements sont chargés de l'assistance à domicile ; toutes les sages-femmes munies du diplôme de sage-femme de première classe sont autorisées à se faire inscrire parmi les sages-femmes du bureau. La liste de ces sages-femmes est dressée, et mise à la disposition du public dans chaque bureau. La sage-femme est accordée, après une très rapide enquête, à toute femme indigente qui en fait la demande, et à qui est laissé le choix même de la sage-femme.

L'hospitalisation des femmes en couches est faite, soit dans des établissements spéciaux, la Maternité et Clinique d'accouchements, la Clinique Baudelocque et la Clinique Tarnier ou hôpital clinique de la rue d'Assas ; soit dans les Maternités que comportent la

plupart des hôpitaux généraux ; soit enfin chez des sages-femmes agréées qui reçoivent les femmes pour le compte de l'Assistance publique dans des chambres particulières, les accouchent et les soignent pendant dix jours.

Il est curieux de jeter un coup d'œil sur la statistique de l'hospitalisation à Paris.

C'est ainsi que la Maternité, qui comprend 88 lits d'accouchement, a reçu en 1893, et le chiffre est à peu près uniforme pour les années qui précèdent et pour celles qui suivent, 5.248 femmes (1). La clinique Baudelocque, qui est, elle aussi, une dépendance de l'assistance publique et comprend 103 lits, a reçu en 1893 4.014 femmes et ce chiffre n'a pas ou n'a que peu varié depuis cette époque (2). La clinique Tarnier a reçu en 1893, 3.089 femmes (2); et je me garde d'énumérer le nombre des consultations gratuites données dans ces hôpitaux et cliniques, et qui équivalent le nombre des accouchements.

Quant aux sages femmes agréées auprès des hôpitaux et dont le nombre s'est accru dans des conditions notables puisqu'il atteint aujourd'hui le nombre de 585, alors qu'il n'était en 1896 que de 95, le nombre des accouchements qu'elles pratiquent équivaut au tiers à peu près des accouchements qui se font par les soins de l'assistance publique (2).

Il résulte d'un discours de M. Strauss à la société

(1) Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1896, publié en 1896 par le docteur Bertillon.

(2) Paris charitable et prévoyant, p. 29 et suivantes.

d'allaitement maternel, dans la séance du 20 mars 1893, qu'il y a eu, à Paris, en 1892 plus de 60.000 naissances. M. Strauss, constatant ce chiffre, ajoutait : « Sur ce nombre, voulez-vous savoir combien ont été « faits aux frais de la ville, soit que ces accouche-
« ments aient été effectués dans les hôpitaux ou les
« maternités, soit qu'ils aient été faits chez les sages-
« femmes ou dans les bureaux de bienfaisance? Il y
« en a eu 27.000 soit une proportion de 45 pour
« cent » (1).

Ces indications sont topiques, et elles n'indiquent pas encore le chiffre de l'assistance, puisque nous n'envisageons ici que l'assistance officielle. Nous verrons plus loin ce qu'a fait l'assistance privée.

Quoiqu'il en soit, dans tous ces cas, l'hospitalisation est accordée très facilement, et sans enquête préalable ; il suffit que la femme se présente à la Maternité, et déclare avoir son domicile à Paris, pour qu'elle soit admise. La justification du domicile avant l'admission est à peu près impossible en pratique ; du reste l'humanité commande de recevoir sans hésitation la femme qui se présente lorsque les premières douleurs de l'enfantement ont déjà commencé ; et c'est la grande majorité des cas. L'enquête est faite postérieurement à l'admission, et l'Administration s'efforce de recouvrer les frais d'hospitalisation sur la commune d'origine, lorsqu'il a été établi que la femme admise n'a pas son domicile de secours à Paris.

L'Assistance pour le moment même de l'accouche-

(1) Discours à la Société de l'allaitement maternel, 20 mars 1893.

ment est ainsi procurée aux femmes indigentes d'une manière très satisfaisante. Une somme totale de 486.000 fr. est inscrite au budget de 1901 pour le service des accouchements chez les sages-femmes et dans les hôpitaux. Mais ce qui peut paraître à bon droit encore insuffisant, à Paris comme partout, c'est l'organisation de l'assistance dans les derniers mois de la grossesse, lorsque la femme est malade et incapable de tout travail ; — et, après la grossesse, lorsque le rétablissement est lent.

Les Bureaux de bienfaisance accordent des secours de grossesse, pris sur la subvention municipale de 100.000 fr. A la Maternité, les femmes peuvent être admises dès le huitième mois de la grossesse, et travaillent à l'ouvroir, suivant le principe posé par le docteur Lagneau ; enfin quelques asiles spéciaux pour femmes enceintes, tels que l'Asile de la rue de Tolbiac, ont été fondés par la ville de Paris. Mais tout cela ne répond pas aux exigences d'une population aussi considérable que celle de Paris, et la situation précaire de beaucoup de femmes enceintes incapables de gagner leur vie impose la création d'importantes maternités ouvriers, où les femmes pourraient être admises en grand nombre dès le septième, ou même le sixième mois, si cela était nécessaire.

La situation de beaucoup de femmes que l'on est obligé, à cause de l'encombrement, de faire sortir des maternités dix jours ou douze jours au plus après l'accouchement est souvent encore plus pénible. La guérison est parfois tout à fait incomplète, et le retour

dans une maison pauvre où les soins feront presque toujours défaut présente de graves dangers pour la mère et pour l'enfant. Quelques asiles de convalescence pour femmes accouchées ont été fondés (1); mais ces asiles sont insuffisants, et en nombre, et comme dimensions, et il serait nécessaire d'en fonder de nouveaux et de plus vastes.

En cette matière comme en bien d'autres, la charité privée n'est pas restée inactive. Les *Sociétés de Charité maternelle* ont été créées pour venir en aide aux femmes en couches. Ces sociétés ont un but essentiellement moralisateur, et leur organisation a reçu la sanction du Conseil d'Etat. Elles sont en général basées sur les principes suivants : allaitement maternel obligatoire, à moins d'empêchement absolu, et maintien de l'enfant auprès de sa mère. Elles viennent en aide aux femmes indigentes au moment de l'accouchement, et leur continuent cette assistance pendant les premiers mois de la vie de l'enfant. Elles secourent les femmes sans distinction de nationalité ni de religion ; il en existe environ *quatre-vingt cinq* en France, et il serait désirable que cette œuvre fût plus répandue, car elle est éminemment utile. La Société de Charité maternelle de Paris secourt chaque année plus de 40.000 femmes enceintes.

Malheureusement, la pénurie des ressources pécu-

(1) Je citerai particulièrement l'Asile Ledru-Rollin, à Fontenay-aux-Roses, aménagé dans de fort bonnes conditions, et situé sur une colline bien aérée.

niaires, malgré la générosité des membres fondateurs et souscripteurs, en retarde le développement. Ces sociétés reçoivent cependant des subventions, qui s'élevaient en 1888 aux chiffres suivants :

Subvention de l'Etat	79.800 »
— des départements	46.281 80
— des villes	31.771 »

soit un total de 157.952 fr. 80 (1). La même année, l'Etat a subventionné 79 sociétés de charité maternelle, réparties entre 48 départements, et 28 départements leur ont à leur tour accordé des subventions, ainsi qu'un certain nombre de villes.

Je citerai encore l'*Association des mères de famille*, dont la fondation remonte à 1835, et qui alloue des secours en nature aux femmes enceintes légitimement mariées, et déjà mères, qui ne se trouvent pas dans les conditions rigoureusement exigées par la Société de Charité maternelle de Paris.

L'utilité de ces diverses sociétés apparaît surtout dans l'Assistance pendant la grossesse, et immédiatement postérieure à l'accouchement. Nous avons vu que ce genre d'assistance était organisé d'une manière très insuffisante dans les établissements publics, principalement en province. Aussi est-ce surtout dans ce sens que ce sont tournés les efforts des sociétés particulières, et ont-elles sauvé, dans ces jours si pénibles pour la femme indigente qui précèdent et sui-

(1) Monod — *Statistique des dépenses d'assistance*.

vent l'accouchement, beaucoup de mères et beaucoup d'enfants.

Voilà, dans ses grandes lignes, ce qui a été fait au point de vue de l'assistance de la mère. Officiellement, il faut en convenir, le résultat des efforts combinés de l'assistance publique et de l'assistance privée constitue un appoint considérable pour remédier aux maux que nous signalions dès le début. On ne saurait cependant trop y insister : il reste une marge très large où la charité peut encore s'exercer utilement. Faut-il s'arrêter là et n'aurait-on pas le droit de se montrer plus exigeant ? C'est là une question grosse de difficultés, et dont la solution nous paraît être plutôt l'œuvre du temps et de l'initiative privée.

CHAPITRE II

Assistance à la première enfance.

Les Secours aux nouveau-nés indigents.

La période qui suit immédiatement l'accouchement et qui embrasse les premiers mois de la vie de l'enfant est toujours pleine de difficultés pour la mère dénuée de ressources et d'appui. Elle sort souvent trop tôt de la Maternité, n'est pas suffisamment guérie, ne peut encore se livrer au travail pour gagner sa vie.

L'enfant est là, cependant, qu'il faut élever, et qui réclame pour vivre les soins d'une mère saine et forte. Pour permettre à celle-ci de procurer ces soins à l'enfant, des secours lui sont accordés à la sortie même de la Maternité. C'est ainsi qu'à Paris un article spécial du budget de l'Assistance publique est consacré aux secours aux accouchées (1). Des secours sont alloués, d'autre part, sur la fondation Bettina de Rothschild à toute femme indigente sortant d'une

(1) Budget de 1901 : crédit de 8000 francs.

maternité, et habitant Paris ou la banlieue. Les secours de cette fondation s'élèvent, pour l'année 1901, à 36.600 fr. Enfin les Bureaux de Bienfaisance accordent également des secours aux femmes accouchées par leurs sages-femmes ; pour 1901, les crédits affectés à cet objet se montent à 345.000 francs.

Ce sont là des secours immédiats, très utiles évidemment au moment où ils sont donnés, mais insuffisants pour assurer à la mère la possibilité d'élever son enfant. Or, dès longtemps déjà, les efforts du législateur ont tendu à ce que l'enfant restât autant que possible dans la famille, à ce qu'il ne devint pas un enfant assisté. De là découlent les secours pour prévenir les abandons, dont l'existence en fait est assez ancienne, mais qui n'ont été consacrés législativement que dans le dernier tiers du siècle. La loi du 28 juin 1793 et le décret du 27 pluviôse an II accordaient des secours aux mères de famille indigentes pour élever leurs enfants ; la période révolutionnaire passée, ces secours tombèrent quelque peu en désuétude, puis reparurent assez fréquemment dans la pratique, et furent définitivement établis par la loi du 5 Mai 1869, qui, dans son article 3, a inscrit comme dépense extérieure du service des enfants-assistés les secours pour prévenir ou faire cesser les abandons. Cette dépense fait en effet partie de celles des Enfants-Assistés, mais l'étude de ces secours rentre complètement dans notre sujet, puisqu'ils ont précisément pour but de faire rester l'enfant dans la famille.

On a souvent critiqué ces secours ; et on leur re-

prochait surtout d'être une prime à l'immoralité, car ils ne s'appliquaient qu'aux filles-mères. Il est certain qu'en fait ils étaient presque toujours accordés seulement aux filles-mères, et portaient même dans la pratique le nom de secours aux filles-mères. Mais il est superflu de démontrer que cette dénomination était détestable.

Que cherche-t-on, en effet ? A cette question, M. de Gasparin répondait déjà en 1837, en s'exprimant ainsi : « La misère est aussi l'une des causes les plus fréquentes des abandons. Si la mère pouvait nourrir son enfant, si, au moment de sa naissance elle n'était pas souvent dépourvue du plus strict nécessaire, elle se déterminerait difficilement à l'abandonner. Si la femme véritablement indigente avait l'espoir d'obtenir un secours alimentaire qui lui permettrait d'élever son enfant pendant les premiers temps, elle le garderait et ne s'en séparerait plus ». Et, dans une circulaire du 27 Mai 1856, le Ministre de l'Intérieur disait : « L'abandon est pour l'enfant le mal le plus funeste. Il importe donc de le prévenir, et la société n'hésite pas à faire, dans ce but, un sacrifice qu'elle sait ne pouvoir être stérile. . . . Puisqu'en réalité le secours est attribué à l'enfant, qu'il n'appartient et ne profite qu'à lui seul, l'expression actuelle est impropre, et il convient d'y substituer celle de *Secours aux enfants nouveau-nés* ».

Cette expression n'a point prévalu, puisque la loi a consacré celle de *secours pour prévenir ou faire cesser les abandons* ; et cependant elle était parfaite-

ment juste. Le législateur a voulu que l'enfant, autant que possible, restât auprès de sa mère, qu'il ne fût pas abandonné ; et, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'aider la mère à vivre avec la nouvelle charge qui vient de lui survenir. Qu'importe qu'elle soit mariée ou non ! Il ne faut ici considérer que le fait ; et c'est la misère seule qui doit déterminer l'allocation des secours, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la situation civile de celle à qui ils sont accordés.

Sans doute, la situation des filles-mères est presque toujours beaucoup plus difficile que celle des femmes mariées, surtout en province, surtout dans les petites villes et dans les campagnes. Aussi, dans presque tous les départements, ces secours sont-ils donnés aux filles-mères seulement.

Mais les femmes mariées sont souvent aussi très intéressantes. Chargées de famille, elles peuvent se trouver dans l'impossibilité de nourrir et d'élever leurs enfants, surtout lorsque le mari est malade ou ne travaille pas. Enfin, entre la catégorie des filles-mères et celle des femmes mariées, il y a des intermédiaires ; ce sont les femmes qui ont perdu leur mari pendant la grossesse, ou celles qui ont été abandonnées par lui, ou qui sont séparées ou divorcées : toutes doivent être secourues au même titre, lorsque cela est nécessaire. Aussi peu-à-peu, dans ces dernières années, en est-on venu à une conception plus large et plus humaine de la question ; et, à Paris notamment, toutes les mères indigentes qui ont des en-

fants en bas-âge peuvent être secourues, qu'elles soient mariées ou non. Ce secours est accordé par des moyens différents, ou plutôt par un mécanisme différent pour les unes et pour les autres ; mais il existe dans tous les cas.

On a vivement aussi attaqué ces secours au point de vue de leur utilité, et en n'envisageant toujours que la situation de la fille-mère. M. Lallemand, notamment (1), leur a reproché de ne pas diminuer la mortalité infantile, de ne pas moraliser les mères, et non seulement de ne pas assurer l'avenir de l'enfant, mais encore même de la compromettre gravement.

Il est certain que, dans bien des cas, chez certaines femmes livrées à la débauche, ou tout au moins de mœurs douteuses, l'enfant sera mal soigné, ce qui pourra entraîner une grande mortalité ; qu'il recevra des exemples déplorables, sera exposé à devenir un enfant vicieux et un vagabond, et que sa présence auprès de sa mère n'aura aucune influence moralisatrice sur cette dernière. Dans ce cas, n'eût-il pas été préférable qu'elle abandonnât son enfant ? Aux Enfants-Assistés, il aurait reçu tous les soins matériels et moraux nécessaires, et il aurait pu devenir un excellent sujet dans l'avenir. Rien ne peut, cependant, égaler pour l'enfant le foyer maternel et les soins d'une mère. « Cette mesure, disait la circulaire de 1856 en parlant de l'allocation des secours, est une source de bien-être pour l'enfant, à qui elle assure une affection et des soins *que rien ne saurait rem-*

(1) Histoire des Enfants abandonnés, page 689 et seq.

placer. » De même, M. G. Delessert donnait aux sages-femmes les conseils suivants : « La confiance que vous inspirez nécessairement aux femmes en couches que vous avez assistées, l'influence que doivent exercer sur ces femmes votre position, vos conseils désintéressés, et souvent même la reconnaissance due à vos soins sont de puissants auxiliaires que vous pouvez employer avec succès pour réveiller les sentiments de la nature et du devoir chez les mères qui seraient disposées à abandonner leurs enfants, et pour changer une résolution dont le plus grand nombre d'entre elles n'ont pas calculé les suites funestes. Aussi... unissez vos efforts à ceux de l'administration pour les déterminer à remplir leurs devoirs de mère. Faites-leur sentir quel tort elles font à leurs enfants, et de quelles jouissances elles se privent elles-mêmes en les abandonnant à la charité publique ».

Cela est profondément vrai ; et il est de l'intérêt de l'enfant de rester dans sa famille, lorsqu'il en a une. Bien des filles-mères ne sont pas des débauchées. On n'a pas assez fait attention à ce fait que la plupart de celles qui, n'étant pas mariées, ont un enfant, appartiennent à la classe des ouvrières ou des domestiques. Il y aura pour elles mille difficultés à vaincre, si on ne leur vient en aide dans les premiers temps qui suivent l'accouchement, et où elles sont incapables de tout travail. Mais, ces difficultés vaincues, auprès de celles-là l'enfant trouvera l'affection et les soins nécessaires, et sera très souvent — quoi qu'on en

ait dit — une cause de retenue pour la mère. Si celle-ci ne peut le garder auprès d'elle dans sa première enfance, elle le confiera à une nourrice peu éloignée, pourra le voir souvent et le reprendre dès que les soins exigés par le premier âge ne lui seront plus nécessaires.

En ce qui concerne la mortalité infantile, le ministre disait encore, dans une circulaire du 11 août 1888 : « Obtenir d'une fille-mère qu'elle se charge d'allaiter son enfant, si elle le peut, c'est en général accroître sensiblement les chances de survie du nourrisson ; c'est combattre par un moyen éprouvé le fléau de la mortalité infantile ». Ce point est peut-être plus discutable ; et je crois que l'affirmation de la circulaire de 1856 que la mortalité qui frappe les Enfants-assistés est de 15 0/0 plus élevée que celle qui frappe les autres enfants est, ainsi que l'a démontré M. Lallemand, basée sur des statistiques forcément inexactes ; cette proportion ne peut d'ailleurs s'appliquer à la comparaison entre les enfants assistés et les enfants secourus, car ceux-ci vivent presque toujours dans un milieu misérable et tous les soins que peut leur accorder la meilleure mère ne saurait empêcher que la mortalité n'y soit assez forte. Cette mortalité a au contraire diminué sensiblement dans ces dernières années chez les enfants-assistés, dans l'intérêt desquels les inspecteurs départementaux s'attachent de plus en plus à faire observer les lois de l'hygiène, trop facilement négligées par les mères des enfants secourus, qui échappent presque à toute surveillance.

Je crois pourtant que la place naturelle de l'enfant est dans sa famille, est auprès de sa mère ; je crois qu'il faut, en cette matière comme en toute autre, obéir à la nature, qui a dévolu à la mère le plus beau rôle, celui d'élever de toute sa tendresse, comme de son propre lait, de sa propre chair, le petit être qu'elle a procréé ; et que c'est dans ces conditions seulement que cet être peut grandir et s'épanouir normalement.

Tous les départements accordent des secours aux filles-mères pour prévenir les abandons, et le nombre des enfants secourus a considérablement augmenté depuis 1860 jusqu'à nos jours. Le mode de répartition et les tarifs varient suivant les départements ; c'est ainsi qu'ils sont mensuellement de 7 à 13 fr. dans le Pas-de-Calais, de 12 fr. dans la Seine-et-Oise, de 20 fr. dans l'Ain. Il faut remarquer que les secours sont devenus peu-à-peu de plus en plus forts, et que certains départements ont une tendance manifeste à faire bénéficier les enfants légitimes de ces allocations.

Il y avait en effet une différence de traitement considérable entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes. Ceux-ci étaient beaucoup plus favorisés dans la distribution des secours, dont ils bénéficiaient presque uniquement, en raison de ce fait qu'ils étaient plus exposés à être abandonnés, ou soumis à toutes sortes de dangers si leur mère les conservait auprès d'elle. Avant 1869, nous avons vu que ces secours étaient même couramment dénommés. « Secours aux filles-mères » ; la loi du 5 Mai 1869, en les qualifiant

de « secours pour prévenir ou faire cesser les abandons » a permis en principe de les accorder aux mères légitimement mariées comme aux autres, et a supprimé à ce point de vue toute distinction. Mais, dans la pratique, ce n'est que très récemment que certains conseils généraux se sont enfin décidés à accorder des secours aux enfants légitimes, lorsque la mère est veuve, abandonnée ou divorcée ; et c'est seulement dans le département de la Seine que toute différence de traitement tend vraiment à disparaître.

Dans ce département il est alloué quatre sortes de secours : 1° des secours de nourrice, qui ne sont accordés qu'à titre exceptionnel, lorsque la mère est par exemple dans l'impossibilité absolue de nourrir ou d'élever elle-même son enfant — 2° des secours périodiques, ou secours d'allaitement, qui sont beaucoup plus nombreux, et qui sont distribués mensuellement — 3° des secours une fois donnés, qu'on accorde à la mère une fois pour toutes, quelques jours après l'accouchement, soit pour l'aider à vivre en attendant qu'elle puisse recommencer à travailler dans une place qui lui est assurée, soit comme secours de rapatriement, etc. — 4° enfin des secours aux orphelins pauvres, alloués aux proches parents d'un orphelin, qui veulent bien se charger de lui et l'élever.

Une circulaire du 3 Août 1869 a recommandé tout spécialement de donner des secours à la mère aussitôt après l'accouchement ; on délivre en outre une layette à l'enfant. La durée des secours est de douze à quinze mois ; les enfants, bien que restant dans leur

famille, sont placés sous la surveillance constante de l'Administration, qui supprime tout secours si l'enfant est mal soigné. Le crédit annuel est de 1.200.000 francs ; en 1897, il a été accordé 77 secours de nourrice, 5049 secours d'allaitement, et 7473 secours une fois donnés (1).

Des secours peuvent être accordés soit aux femmes vivant seules, soit aux ménages. Ainsi toute distinction entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes a presque complètement disparu en fait à Paris, puisque sont secourus d'une part les ménages, qu'ils soient réguliers ou irréguliers, et d'autre part les femmes seules, qu'elles soient filles-mères ou femmes veuves, divorcées, ou abandonnées par leur mari.

Les femmes vivant seules sont secourues à l'Administration centrale de l'Assistance publique, où elles reçoivent des allocations, le premier mois de 20 fr. puis de 18 fr. puis de 15 fr. ; les secours sont payés sur le crédit départemental. Si la femme ne vit pas seule, si elle est en ménage, elle est secourue par le Bureau de bienfaisance de son arrondissement. Tout ménage, régulier ou irrégulier, peut participer à ces secours. Le mode de répartition n'est pas le même pour tous les arrondissements ; je citerai à titre d'exemple le 17^e arrondissement, où il est accordé un secours à toute mère ayant au moins trois enfants dont l'aîné a moins de 14 ans, et dont le troisième est en bas-âge. Le secours est de 10 francs par mois, et sa durée est

(1) Rapport d'Inspection de 1897.

de six mois ; il est qualifié de *secours aux mères nourrices*, et pris sur un crédit municipal. Après les six premiers mois, s'il y a nécessité absolue, il peut encore être alloué un secours d'allaitement de 10 fr. par mois, pendant six nouveaux mois, secours imputé sur le crédit départemental.

Il n'est accordé de secours aux ménages qui n'ont pas trois enfants vivants qu'à titre exceptionnel, et dans le cas d'extrême indigence. La subvention départementale pour secours d'allaitement est de 217.600 fr., et la contribution municipale aux secours pour prévenir les abandons est de 670.140 fr. (budget de 1901.)

Cette question des secours aux nouveau-nés a été l'objet d'une discussion intéressante au Congrès d'assistance de 1889. Presque tous les orateurs en ont reconnu les bienfaits, surtout en ce qui concerne les abandons d'enfants, qui ont beaucoup diminué, et sont même devenus très rares dans certains départements (tels que le Pas-de-Calais) depuis qu'il est recommandé à chaque fille-mère sortant d'une Maternité d'emporter avec elle son enfant en lui assurant des secours pour l'aider à l'élever. M. Javal, inspecteur de la Creuse, fit observer que les secours étaient trop rares, et qu'il y avait lieu d'opérer des distributions plus fréquentes ; en beaucoup d'endroits, en effet, les distributions n'ont lieu que tous les trois mois. Il serait désirable que les secours fussent donnés tous les mois, et aussi plus rapidement. M. Javal fit adopter le triple vœu que ces secours fussent :

1° plus rapides, 2° plus fréquents dans leur périodicité, (ce qui ne signifie pas plus considérables), 3° qu'ils fussent individuels.

Le Congrès d'Assistance publique et de bienfaisance privée tenu à Paris en 1900 a consacré le principe que nous défendons de l'abolition de toute différence entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes. La première section émit le vœu que « tous les enfants légitimes ou illégitimes des familles indigentes eussent un droit égal aux secours publics », et M. Mourier formula le vœu complémentaire adopté à l'unanimité, que « les œuvres d'initiative privée s'inspirassent de ce principe pour attribuer également des secours aux enfants légitimes et aux enfants illégitimes ».

Je crois que ces secours, alloués aux mères pour leur permettre de conserver leur enfant auprès d'elle et de l'élever, sont un des meilleurs agents de la protection de l'enfance. J'ai déjà dit que la place naturelle de l'enfant est auprès de sa mère, et que nulle part ailleurs que là il ne trouve d'aussi bons soins, une surveillance aussi attentive et aussi pleine de tendresse ; et je suis assuré que les mauvaises mères sont, heureusement, l'exception. Mais je conçois ces secours d'une manière très large, comme devant être accordés sans distinction aucune à toute mère indigente, et en ayant vraiment besoin pour vivre et pour faire vivre son enfant. Une enquête sérieuse, mais rapidement menée, faite au moment même de l'accouchement ou dès avant l'accouchement, permettrait

de déterminer les mères nécessiteuses à qui le secours serait vraiment indispensable.

Il faut souhaiter que les départements allouent des crédits importants pour les secours pris sur le budget départemental et que les villes n'hésitent pas à accorder des subventions pour secours d'assistance, qui seraient dans ce cas secours d'assistance communale. On pourrait appliquer partout le système suivi à Paris, et qui consisterait à donner des secours aux femmes seules sur le budget départemental, et des secours d'assistance communale aux ménages. Ainsi des secours seraient accordés à tout enfant pour qui il y aurait vraiment *nécessité*; et, abandonnant délibérément toute appellation de secours aux filles-mères, ou même de secours pour prévenir ou faire cesser les abandons, ces secours porteraient tous, d'une manière générale, la dénomination de *secours aux nouveau-nés indigents*.

La répartition et la distribution de ces secours pourraient donner lieu à l'introduction de plusieurs réformes utiles (1). Une des grandes qualités de ce secours, et qui devrait même en être une des caractéristiques, est la rapidité, la délivrance immédiate. C'est au moment où, quelques jours après l'accouchement, elle sort de la Maternité, où elle commence à

(1) Le projet de loi de 1892 innovait notamment à ce sujet sur plusieurs points; c'est ainsi qu'il disposait que le secours serait accordé même à l'enfant non reconnu; — qu'il pourrait se cumuler avec la prime accordée par certains départements lors du mariage de la mère dans le but de favoriser la légitimation, etc

se lever et à se retrouver aux prises avec les nécessités de l'existence, que la mère dénuée de tout a besoin d'être aidée. C'est à cet instant, si elle est dépourvue de ressources, que cette mère pourra abandonner son enfant à l'hospice dépositaire, si elle ne cherche pas à s'en défaire autrement.

Que de malheurs, que de crimes évités, en accordant à ce moment critique et difficile entre tous qui suit l'accouchement un secours immédiat, qui permettra à la mère de faire face aux premières nécessités, et de vivre en attendant de pouvoir travailler !

Le secours doit donc être immédiat et suffisant, pour être vraiment utile. Le premier secours doit être le plus fort ; car, au moment où il est délivré la mère est encore incapable de tout travail, et de pouvoir même en trouver. La quotité allouée peut aller ensuite en décroissant progressivement ; mais ce qu'il faut surtout rechercher, c'est une périodicité très régulière, et fréquente. Presque tous les départements ne donnent le secours que tous les trois mois ; c'est là une pratique détestable, car un grand nombre de mères se laissent entraîner à dépenser très vite l'argent reçu, puis à s'endetter lorsqu'il est épuisé.

Il ne faut pas d'ailleurs oublier que ce secours ne doit être logiquement qu'une aide, un *subsidium*, destiné à augmenter dans la seule mesure de l'indispensable les ressources insuffisantes de la mère. Or, si l'on accorde à celle-ci une somme assez importante d'un seul coup, elle aura fatalement tendance à vivre complètement sur le secours, à ne point cher-

cher d'autre ressource, à se laisser gagner par la paresse. Il importe donc que le secours soit donné par petites fractions régulières et fréquentes, au moins tous les mois. Il est certain que la quotité du secours est très difficile à déterminer ; car, si l'on donne trop peu, le secours est inutile, et, si l'on donne trop, il pourra faire contracter de mauvaises habitudes à la mère, il pourra être nuisible. Aussi est-ce en se plaçant à ce point de vue du *taux* du secours, qu'il me semble qu'il serait nécessaire d'introduire une pratique encore à peu près inusitée, et qui consisterait à proportionner le secours aux besoins de la mère.

Jusqu'ici, sauf exceptions, le *taux* du secours est partout le même pour toutes. Après enquête, ou le secours est accordé, ou il est refusé : pas de milieu. Or, c'est trop faire fi des innombrables circonstances qui peuvent se présenter, de la très grande diversité des cas. Telle femme qui, dénuée de ressources au moment où elle devient mère, et qui par suite méritera le secours, peut se rétablir rapidement et trouver du travail : un secours peu important, destiné à subvenir seulement aux besoins extrêmes des premiers jours, lui suffira. Telle autre, au contraire, sera trop faible pour pouvoir travailler pendant longtemps, ou ne trouvera pas de travail ; certaines ont des parents, ou le père de l'enfant qui leur viennent en aide ; celles-ci possédaient quelques économies ; celles-là auront bien quelques moyens d'existence, mais insuffisants, et un secours minime venant se superposer à ces res-

sources assurera complètement leur existence et celle de leur enfant.

Il y a au contraire certains cas d'extrême misère, où les plus tristes circonstances viennent s'accumuler : dénuement absolu, maladie ou infirmité de la mère ou de l'enfant, souffrances physiques et souvent souffrances morales. Ne faudra-t-il pas alors un secours assez fort pour faire œuvre utile, et sauver de l'abandon ou de la mort le petit être si frêle, et déjà si menacé, qui vient de naître à la douleur en même temps qu'à la vie ?

Je sais bien que c'est là un point extrêmement délicat que cette proportionnalité du secours au besoin ; et qu'il faut, pour savoir l'établir, une bien grande connaissance des misères humaines, et un large esprit d'équité. Mais ne peut-on donc compter sur l'esprit et sur le cœur des inspecteurs départementaux, ou des enquêteurs qui seraient chargés de ce soin dans les villes ? Certes, on peut faire fonds sur eux ; et peut-être obtiendrait-on encore un meilleur résultat, si des dames opéraient les enquêtes, ou étaient adjointes aux inspecteurs. Assurément, l'on ne saurait parvenir à établir une mesure parfaite, mais on introduirait tout au moins dans la répartition des secours plus de justice, plus d'équité, et par suite on donnerait à l'enfant une assistance plus logique et plus véritablement utile.

Immédiats, fréquents, proportionnés au besoin, tels devraient être ces secours. Accordés au nouveau-né

lorsqu'ils lui sont vraiment nécessaires, ils évitent les abandons, empêchent souvent les pires misères, quelquefois le crime, et font que l'enfant peut être élevé dans la famille. Pour nous résumer, il faut donc conclure qu'ils constituent une excellente mesure d'assistance et de protection à l'égard de l'enfant.

CHAPITRE III

Assistance à la première enfance.

Les sociétés maternelles. — Les crèches

Faire que l'enfant vienne au monde dans de bonnes conditions, faire que la mère ne se voie pas forcée de l'abandonner, au moyen de secours intelligemment accordés, cela est bien ; mais encore faut-il que la mère soit assurée de trouver aide et protection dans la première éducation de l'enfant.

Obligée de le garder auprès d'elle et dans ses bras même, à cet âge si tendre, elle ne pourra travailler, et s'en ira mendier par les rues avec son enfant.

Il fallait se préoccuper tout d'abord de donner aux mères toutes facilités pour empêcher leur enfant de tomber malade, ou pour le soigner s'il l'est déjà. Dans ce but, on a organisé depuis quelques années, à Paris notamment, des consultations spéciales dans lesquelles sont donnés aux mères des enfants secourus des conseils médicaux relatifs à l'élevage des enfants. Elles sont actuellement au nombre de neuf à Paris ;

ces services doivent être prochainement étendus, et l'on a commencé à en créer dans la banlieue. Il serait à désirer qu'il y eût en beaucoup d'endroits de ces consultations spéciales aux nourrissons, où l'on apprendrait aux mères les règles les plus essentielles de l'hygiène, où on leur donnerait de précieuses indications pour éviter les maladies de l'enfance, et où on leur délivrerait aussi les médicaments dont elles peuvent avoir besoin.

Une œuvre également très utile s'est beaucoup propagée dans ces dernières années ; c'est la vaccination gratuite, que l'on pratique aujourd'hui dans toute la France sur les enfants du premier âge.

Le maintien de l'enfant auprès de sa mère, but excellent auquel on parvient dans bien des cas par les mesures que j'ai indiquées précédemment, entraîne comme corollaire naturel l'obligation pour celle-ci d'allaiter elle-même son enfant dans la mesure du possible. Il a été démontré par toutes les statistiques médicales que la mortalité infantile est bien moins forte chez les enfants nourris au sein que chez les autres. En se conformant à la nature, en allaitant elle-même son enfant, la mère remplit un devoir qui sauvegarde souvent la vie même de l'enfant, et qui crée entre elle et lui des liens étroits qui sont une excellente garantie pour l'avenir. Aussi a-t-on cherché à propager et à encourager le plus possible l'allaitement maternel. Là encore, l'initiative privée a fondé des sociétés consacrées à cette œuvre. La *Société protectrice de l'enfance* créée en 1865 et recon-

nue d'utilité publique en 1869, est l'une de celles qui a eu le plus d'influence sur le développement de la protection de l'enfance. Elle s'intitulait une société créée « dans le but de venir au secours des mères « nécessiteuses, sans distinction de culte ni d'opinion « et de les aider à allaiter leurs enfants ».

Elle se chargeait, et se charge encore au surplus, de l'inspection des enfants placés en nourrice par ses soins, dans les cas d'impossibilité pour la mère d'allaiter elle-même son enfant. Chaque mois, les médecins inspecteurs envoient des rapports sur la santé des enfants et ces renseignements sont communiqués gratuitement aux parents.

Son évolution serait des plus intéressantes à suivre, mais cette étude n'entre pas dans le cadre restreint de nos explications. Il est cependant deux faits à relever qui sont tout à l'honneur du docteur Mayer, qui en prit l'initiative. Le premier consiste dans le développement de l'idée de l'allaitement maternel, dont elle s'est fait la propagatrice la plus zélée, idée qui depuis a pris une extension notable. Le second se révèle dans l'activité déployée par ses membres pour éviter la mortalité de ses assistés, et par la surveillance qu'elle exerce sur les nourrissons placés par ses soins.

En 1868, la Société protectrice de l'enfance ouvrait une enquête sur la mortalité infantile dans les départements qui recevaient des nourrissons Parisiens. Cette enquête devait aboutir au rapport de M. de Forcade la Roquette, rapport adressé à l'Empereur le

16 Mars 1869. Il établissait la statistique suivante : le chiffre de la mortalité ne dépassait pas 20 0/0 parmi les enfants du 1^{er} âge élevés dans leur famille, tandis qu'elle atteignait 52 0/0 parmi les enfants élevés à la campagne par des nourrices mercenaires.

Ce rapport fut une révélation ! Le ministre proposa une loi que les événements de 1870 empêchèrent d'aboutir. Mais l'idée était lancée et elle devait être reprise ultérieurement et prendre corps dans l'article 1^{er} de la loi du 23 Décembre 1874, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

Nous avons donc raison d'indiquer la part prépondérante qu'elle a eu dans l'œuvre de la protection de l'enfance, et, s'il n'est pas permis de dire qu'elle a été l'initiatrice de la loi de 1874, on peut en toute justice reconnaître que, par son action propre, son zèle, son œuvre d'enquêtes, elle y a participé dans une large mesure. C'eût donc été une lacune que de n'y pas consacrer une mention spéciale.

Ajoutons que son rôle efficace se perpétue parallèlement à celui de l'Assistance publique. Ajoutons encore que l'influence qu'elle exerçait directement sur les esprits devait être bientôt secondée et étendue par une série de Sociétés qui se constituèrent sur plusieurs points de la France, en lui empruntant ses principes et même son nom. C'est à son imitation que se sont fondées successivement les Sociétés protectrices de l'enfance, à Lyon en 1866, au Havre, en 1869, à Tours, en 1870, à Rouen et à Marseille, en 1873, puis à Pontoise, Bordeaux, Nice, Essonne, Alger etc.

Ajoutons enfin qu'on est en droit de lui attribuer le parti adopté le 1^{er} janvier 1869 par l'administration municipale de Paris, de faire constater la naissance à domicile.

Son œuvre va grandissant, son champ d'action s'étend de plus en plus. Secondée par une série d'associations de dames et de demoiselles qui confectionnent des layettes pour la Société (1), elle a reçu jusqu'en 1897 pour plus de 100.000 francs d'objets des mains de ces sociétés. De plus, les secours en argent prodigués par les soins des dames patronnesses de la Société, qui avaient fondé un « fonds de réserve » pour favoriser l'allaitement maternel dans les classes pauvres, se sont élevés progressivement.

En 1876, le montant des secours distribués par ses soins s'élevait à 12.922 fr., pour atteindre en 1895, 23.000 fr. Le nombre des mères secourues était de 900 en 1876 et de 1.588 en 1895.

Ces chiffres excluent tout commentaire. En résumé et sans insister sur son action de propagande (concours pour favoriser le développement de l'hygiène du premier âge, primes aux médecins-inspecteurs, etc.), on peut dire qu'elle a été la société-type de toutes les sociétés qui se sont fondées par la suite, et qu'elle a mérité les récompenses qui lui ont été décernées à toutes les expositions où elle a figuré.

(1) Parmi celles-ci on peut citer le Bethléem-Club, la Jeune Ruche, les Frelons, la Layette, la Violette, la Société amicale de Bienfaisance.

A côté d'elle s'est fondée en 1876, dans un but similaire, la *Société pour la propagation de l'allaitement maternel*. Elle est due à l'initiative de M^{me} Léon Béquet de Vienne et administrée par un comité de 20 dames et de 20 hommes. La reconnaissance d'utilité publique a eu lieu en 1880. C'est à elle qu'il faut attribuer également la création du Refuge-ouvroir de l'allaitement maternel, en suite du vœu émis par M. Strauss, au conseil municipal de Paris, le 7 mai 1890, à qui M^{me} de Vienne fit part de son intention de créer une œuvre de ce genre. Elle la réalisa en 1892.

Cette Société n'accorde que des secours en nature aux femmes mariées et non mariées qui allaitent elles-mêmes leurs enfants. Elle procède donc d'une manière analogue à celle de la *Société de charité maternelle*, dont j'ai parlé à propos de l'assistance aux femmes en couches; mais, avec beaucoup de raison à mon sens, et à la différence de cette dernière, la Société pour la propagation de l'allaitement maternel ne fait pas de distinction entre les mères suivant qu'elles sont mariées ou non, et n'exige pas en outre le mariage religieux. Les secours sont donnés en nature; ce sont par exemple des objets de literie, des layettes, des effets d'habillement, des bons de pain, de viande, de médicaments, de combustible, etc.

Cette Société est inscrite au budget départemental de la Seine pour une subvention de 2.000 francs; elle reçoit également des subventions du Ministère de l'Intérieur et de la Ville de Paris. Cette œuvre présente un caractère essentiellement libéral puisqu'elle

ne se préoccupe pas des idées religieuses des femmes, ni même de leur vie privée — tant du moins qu'elles ne se livrent pas à la débauche — puisqu'elle n'envisage qu'une chose : la mère à secourir pour protéger l'enfant, et que, d'autre part, cette protection s'étend pour lui jusqu'à l'âge de un an, jusqu'à quinze mois même s'il est malade, c'est-à-dire plus longtemps que chez toute autre société.

Il résulte de la statistique officielle que, depuis ses débuts jusqu'en 1896, elle a assisté 34.372 enfants. La moyenne des enfants secourus pendant les trois premières années de sa fondation, c'est-à-dire de 1877 à 1880, s'élevait à 588 enfants par an; de 1889 à 1892, ce chiffre atteignait 2.303 enfants; et, pendant les années 1893 à 1896, il était porté à 2.736. La moyenne annuelle s'élève actuellement à 3.000.

Une série d'autres œuvres se sont élevées à côté de ces dernières. L'*Œuvre* confessionnelle des « *femmes en couches* » assiste, pendant et après leurs couches, les femmes israélites, indigentes, mariées et habitant Paris depuis deux ans au moins. Son aide se manifeste par des soins médicaux et de sages-femmes attachées à l'œuvre, par des secours en nature, layette, berceau, vin, etc.; par des secours en argent distribués aux mères-nourrices pendant les six premiers mois de l'accouchement si elles nourrissent leur enfant. Ce secours en argent varie entre 10 et 20 francs, et il atteint 25 francs pour les mères qui sont dans l'impossibilité de nourrir leur enfant.

Cette société, fondée en 1862, ne vit que des libéra-

lités ou des dons exceptionnels qui lui sont faits. Elle secourait en 1891 276 familles; en 1896 elle venait en aide à 326 mères de famille, et ce chiffre n'a guère varié depuis cette époque. La moyenne de ses dépenses en secours est de 37.000 francs, chiffre correspondant à peu près au montant de ses recettes, déduction faite des frais généraux de l'œuvre. C'est peut-être des sociétés celle dont les secours subissent le moins de fluctuations : ses dépenses sont à peu près invariables. C'est un fait à noter au passage.

Auprès de cette œuvre peut se placer la *Fondation Bettina de Rothschild*, dont les revenus, qui s'élèvent à 36.600 fr. sont le produit d'une donation faite à l'administration de l'Assistance publique par le baron M. A. J. de Rothschild en mémoire de sa fille Bettina de Rothschild. Elle distribue des secours aux « femmes « accouchées, nécessiteuses, sortant des hôpitaux de « Paris, quels que soient leur religion, leur état-civil, « et leur situation sociale ». Le secours distribué varie de 10 à 50 francs. Je tenais à citer cette fondation à cause de la largesse d'esprit qui l'a guidé : l'assistance s'étend à toute femme de toute condition. L'idée de venir en aide à l'enfant ne pouvait se traduire sous une forme plus heureuse.

Dans une autre catégorie confessionnelle, les protestants ont fondé une maison de *Convalescence protestante* qui a son siège rue de Longchamps et qui, bien que modeste (elle ne comporte que 4 lits avec berceaux) vient en aide aux mères qui sont mariées

et nourrissent leur enfant. Elles y sont reçues pendant une durée d'un mois après leurs couches.

Pour éviter tout contact avec les filles-mères, la colonie protestante a réservé à ces dernières l'entrée au Refuge de la rue du Sergent Bauchat, où les mêmes soins leur sont prodigués.

Mues par des idées religieuses différentes, d'autres sociétés, d'autres œuvres se sont fondées à l'instigation de catholiques et sont généralement dirigées par les Sœurs de Saint-Vincent de Paul. Parmi elles, l'*Œuvre de la crèche à domicile* de la rue de Rocroi, qui remonte à 1869, assiste, après enquête, les mères indigentes mariées, domiciliées dans la paroisse, pour leur permettre d'élever elles-mêmes leur enfant.

Elle prête des berceaux garnis, fournit la layette et distribue des secours en nature à la mère jusqu'au moment où l'enfant a atteint l'âge de 18 mois. Ce n'est qu'exceptionnellement que des secours en argent sont distribués, et encore ne le sont-ils que pour aider la mère à payer les mois de nourrice dans le cas où « elle ne pourrait elle-même, pour des motifs de santé, « donner une bonne nourriture, pourvu que cet enfant soit placé à la campagne et dans des conditions « favorables à son heureux développement ».

Ce sont les termes mêmes des conditions d'assistance et il n'y a rien d'étonnant que le cercle d'action de cette œuvre soit plus limité que celui de beaucoup d'œuvres similaires, en raison des nombreuses conditions à remplir pour avoir droit au secours.

Nous en dirons autant de l'*Œuvre de la crèche à*

domicile de la rue de la Parcheminerie qui exige des conditions restrictives d'assistance : domicile de deux années sur la paroisse, domicile ailleurs qu'en garni, union légitime, etc. De même l'œuvre de Notre-Dame de l'Assistance fondée en 1860 et qui exerce ses bienfaits dans un milieu plus large que les deux précédentes, mais qui n'embrasse que quelques arrondissements de Paris (1) fait soigner les femmes indigentes en couches par les « Sœurs de Notre-Dame » qui leur donnent des secours en nature.

Ce qu'il y a de particulier à cette œuvre, c'est que ces gardes-malades soignent moyennant rétribution les dames mères et utilisent le prix de leurs soins à secourir les mères indigentes : c'est là ce qui constitue son budget!

Toutes les mères pourtant ne peuvent pas allaiter elles-mêmes leur enfant; soit pour des raisons de santé, soit pour toute autre cause. Dans ce cas, il faut recourir aux soins d'une nourrice mercenaire, ou bien (ce qui est d'un usage plus courant) à l'alimentation par le lait. A cet effet, le lait stérilisé est tout spécialement recommandé par des hommes tels que MM. Budin, Dufour, Drapier, etc. Dans les consultations de nourrissons, qui existent à Paris et dans quelques autres villes, il est fait des distributions de ce lait stérilisé.

Les divers congrès d'assistance, et notamment le congrès de l'Exposition de 1900, en ont reconnu tous les bienfaits, et ont émis des vœux pour que l'usage

(1) Les 5^e, 6^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements.

du lait stérilisé fût répandu le plus possible, et qu'il en fût délivré une quantité suffisante à toute femme indigente incapable de nourrir elle-même son enfant (1).

Au cours de ce même congrès, sur la proposition de M^e Charpentier et du docteur Raymondi, a été émis le vœu qu'il fut créé des maisons d'élevage et des *pouponnières* où seraient admis les enfants indigents que les mères, pour différentes raisons, ne peuvent nourrir elles-mêmes, ou qui se trouveraient auprès de leur mère, comme cela arrive malheureusement trop souvent, dans des conditions très nuisibles à leur croissance, funestes à leur existence même. Dans ces établissements, l'enfant est élevé soit au sein, soit au biberon, suivant des procédés et dans les conditions les plus conformes à l'hygiène, et les plus aptes à favoriser son développement. Il existe très peu de ces maisons d'élevage, qui présentent cependant une utilité manifeste pour les enfants délicats et difficiles à élever, qui sont en si grand nombre parmi les enfants indigents. Il y a surtout fort peu de temps qu'il en existe ; la pouponnière de Porchefontaine, près de Versailles, située dans une contrée très saine, admettait une centaine d'enfants de un jour à deux ans, et accordait largement des demi-bourses ou des bourses aux enfants indigents ; elle recevait quelques subventions de la ville et du département. Cette société maternelle parisienne, qui avait été reconnue d'utilité publique en 1896, et avait reçu des donations impor-

(1) Congrès de l'Exposition de 1900. Vœux de M. F. Blache.

tantes de bienfaiteurs généreux, parmi lesquels figurent M.M. David Hadamard, Zola, Goldschmid et M^{me} Sarah Bernhardt, accomplissait son œuvre grâce à ces dons et aux subventions qui lui étaient fournies. Elle venait en aide à l'enfant pauvre moyennant le prix de la pension payée par les parents aisés des enfants confiés à ses soins. Elle réunissait en somme toutes les garanties de soins et d'hygiène nécessaires (1).

Il existe à Levallois-Perret un « patronage des enfants en bas âge, à la crèche et à domicile » fondé par M. et M^{me} Richard-Béranger, qui a pour but, tout en venant en aide aux enfants admis à la crèche de Levallois-Perret « de visiter les familles nécessiteuses, « fournir les layettes, le lait et tout ce qui peut donner du bien-être à un enfant nouveau-né ».

Cette œuvre est toute locale et ne secourt que des mères et des enfants d'origine française, domiciliés à Levallois-Perret. Elle se compose de dames patronnesses dont le nombre atteint 300 environ, et ce qui frappe, dans la distribution de ses largesses, c'est celle du lait ; elle a distribué en 1895, 5.152 litres de lait (2).

*
* *

« La crèche est un établissement destiné à soigner, pendant les jours et heures de travail, certains en-

(1) Cet établissement vient de disparaître. Il est déplorable qu'on ait laissé périr sans lui porter secours une œuvre aussi excellente. Le vœu du Congrès de 1900 (comme tant d'autres en matière d'assistance) n'a rencontré que des sourds.

(2) *Paris charitable*, p. 53.

fants. C'est un établissement qui se contente d'une rétribution inférieure à ses dépenses pour garder et soigner les enfants tous les jours non fériés, depuis l'heure où le travail commence jusqu'au moment où il finit, afin de laisser à la mère sa journée complète ». Ainsi s'exprimait F. Marbeau, qui fonda la première crèche en 1844 à Chaillot, rue des Jardins.

Cette œuvre si utile a beaucoup prospéré et s'est beaucoup développée depuis cette époque.

Dès 1801 (1), M^{me} la marquise de Pastoret avait fondé rue de Miromesnil un petit établissement qu'elle avait appelé « Ecole de filles » et qui fut ensuite transféré rue Verte, où les mères d'enfants nourris au sein venaient les déposer pour se rendre à leur travail, et les nourrir pendant les intervalles de ce travail, pour les reprendre à la fin de la journée. C'est cette charitable personne qui eût donc la première conception des crèches ; mais c'est F. Marbeau qui en fut le véritable fondateur.

Nous avons déjà dit combien il nous semblait nécessaire que l'enfant restât auprès de sa mère. Mais, pour que celle-ci puisse conserver son enfant avec elle, il faut qu'elle ait de quoi vivre elle-même, c'est-à-dire qu'il faut le plus souvent qu'elle travaille, surtout si elle n'a personne qui pourvoie à son existence. Conserver son enfant avec elle, et, pour pouvoir précisément le conserver, être forcée de travailler, c'est-à-dire de s'occuper d'autre chose que de lui, tel était

(1) Annuaire de la Société philanthropique de 1819.

pour la mère le difficile problème qu'a heureusement résolu l'institution des crèches.

Sans doute il serait préférable que l'enfant demeurât complètement auprès de la mère; que, dans le ménage, la femme se consacrat entièrement à son rôle de mère et de femme; — et, dans une société bien organisée, le chef seul de la famille, le père, devrait travailler au dehors et gagner assez pour subvenir aux besoins de tous les siens. Mais il n'en est pas ainsi, et la femme, même mariée, même dont le mari travaille, est souvent obligée d'aller en journée, à l'atelier ou à la fabrique. Si le mari est mort, si le mari chôme, s'il n'y a pas de mari, n'y sera-t-elle pas presque toujours forcée? C'est alors, si elle a un ou plusieurs enfants en bas âge, qu'elle les mettra à la crèche.

Les crèches reçoivent l'enfant dès quelques jours après sa naissance et jusqu'à ce qu'il soit sorti de la première enfance, jusqu'à ce qu'il puisse être admis à l'école maternelle ou qu'il ait accompli sa troisième année. Les enfants y sont en général admis moyennant une légère rétribution, qui a été portée dans certaines villes jusqu'à 0 fr. 40 et même 0 fr. 50 par jour et par enfant, mais qui n'est le plus souvent que de 0 fr. 15 à 0 fr. 10. Les crèches ont été tout d'abord des créations de la charité privée; elles ont pour la plupart conservé ce caractère. Néanmoins, sur les 350 crèches environ qui existent actuellement en France, un certain nombre sont des crèches municipales, et la plupart reçoivent des subventions assez

importantes. Ces subventions s'élevaient en 1888 aux chiffres suivants :

de l'Etat	66.200 »
des départements	18.774 »
des villes	72.408 75

soit un total de 157.382 fr. 75 (1).

Avant 1897, les crèches étaient toujours régies par le décret du 26 février 1862 et le règlement du 30 juin de la même année. Elles étaient seulement obligées de se soumettre à certaines prescriptions de ce règlement, mais elles pouvaient rester entièrement privées, avoir leur règlement et leur fonctionnement propres, à la seule condition d'adresser une copie de leurs statuts au maire de la commune. Ces crèches ne sont pas *approuvées* ; il suffit simplement que le préfet du département en autorise l'ouverture. Certaines autres crèches au contraire ont préféré se faire approuver, et plusieurs même ont été reconnues d'utilité publique. Mais il est assez remarquable que c'est une des institutions où la bienfaisance privée a le plus tenu à rester telle, car la plupart sont demeurées entièrement libres de toute attache administrative.

La crèche permet à la mère de gagner sa vie par ses propres efforts, et de garder son enfant auprès d'elle au lieu de l'envoyer au loin en nourrice. Certains auteurs ont affirmé que depuis la loi protectrice du 23 Décembre 1874 les crèches avaient beaucoup perdu de leur utilité. Evidemment, l'envoi en nourrice

(1) Monod. *Statistique des dépenses d'assistance*.

n'est plus, grâce à cette loi, un grave danger de mortalité comme il l'était trop souvent auparavant, et les mères courent moins de risques en usant de ce moyen. Mais, comme nous le verrons plus loin, la loi de 1874 est bien insuffisamment appliquée, et ne présente pas encore les garanties nécessaires. A supposer même que l'enfant soit placé chez une bonne nourrice, je crois qu'il vaut mieux encore, si cela est possible, qu'il reste auprès de sa mère. « Aussi peut-on..... constater les lacunes déplorables que présente l'exécution de la loi Roussel, et je suis arrivé, pour ma part, à la conviction que, malgré les louables efforts de l'Administration supérieure et de ses agents, le sort de l'enfant envoyé en nourrice est, dans la grande généralité des cas, infiniment moins bon que celui de l'enfant élevé par sa mère à l'aide de la crèche. L'enfant de la crèche a plus de chances de vivre, plus de chances d'échapper aux maladies et aux infirmités ; il réserve à sa mère plus de joies et moins de tourments ; il est pour elle une meilleure sauve-garde de sa moralité ». (1)

Or l'enfant mis à la crèche n'est séparé de sa mère que pour quelques heures ; toute la nuit, il est auprès d'elle, il est soigné par elle et nourri de son lait. Partisan convaincu de l'allaitement maternel, j'estime que la crèche présente précisément cet avantage que l'enfant y peut être nourri la nuit par sa mère, que celle-ci peut l'allaiter le matin avant de le porter à la crèche, l'allaiter encore dans le milieu de

(1) M^r M. Marbeau. Congrès d'Assistance de 1889.

la journée et le soir lorsqu'elle le reprend. Le lait qu'il peut être nécessaire de donner au biberon à l'enfant pendant les heures de travail de la mère n'est donc qu'un supplément à la nourriture naturelle, souvent assez insignifiant, et très sain, maintenant que l'on donne dans la plupart des crèches du lait stérilisé.

La crèche n'a donc en rien perdu de son utilité. Elle contribue, dans une certaine mesure, à éviter les infanticides et les abandons d'enfant ; elle empêche que certains terribles accidents, comme il en arrive trop souvent, se produisent lorsque la mère est partie à son travail en laissant des enfants seuls au logis. La crèche est moralisatrice pour la mère, car elle est une des formes de l'assistance par le travail, le grand agent moralisateur ; elle l'est aussi pour l'enfant, qui y reçoit les premiers principes de l'éducation et de la sociabilité.

Aussi a-t-on reconnu ce rôle bienfaisant des crèches, et aujourd'hui sont-elles répandues en France en assez grand nombre. On peut évaluer à 1.500.000 le nombre des journées de présence produites par les enfants qui fréquentent les crèches, et à plus de un million le chiffre des dépenses effectuées par ces œuvres. A Paris seulement, il existe une soixantaine de crèches, qui sont gérées dans chaque arrondissement par des administrateurs et par des comités de patronage composés en grande partie de dames. Là, la bienfaisance administrative et la charité privée s'allient heureusement pour le bien de l'enfant,

dont les intérêts sont défendus par la grande Société des crèches dirigée par M^r Marbeau.

Mais ce rôle vraiment utilitaire et bienfaisant des crèches ne peut être rempli que si la crèche est, pourrait-on dire, une bonne crèche. Or toutes les crèches sont-elles de bonnes crèches ? Il s'en faut de beaucoup. Chez-nous la crèche, presque toujours institution privée, devait seulement, il y a quelques années encore, se conformer aux brèves prescriptions du titre premier du décret du 30 Juin 1862 : les salles devaient contenir au moins 8 mètres cube d'air par enfant, être éclairées par des fenêtres correspondantes à châssis mobiles, ou offrir des renouvellements d'air artificiels ; — être pourvues d'un promenoir ou d'une terrasse (Article 2). Les directrices devaient être âgées de vingt-et-un ans au moins et pourvues d'un certificat d'aptitude, et les gardiennes être munies d'un certificat de moralité (Art. 3). — La crèche devait être visitée tous les jours par un médecin (art. 5) ; enfin elle ne pouvait être ouverte que par arrêté rendu par le préfet, lorsque les conditions de salubrité exigées avaient été remplies (art. 2). C'était tout. N'était-ce pas bien insuffisant ?

Je crois que, sous une pareille réglementation, des personnes animées du meilleur esprit de bienfaisance pouvaient, dans un zèle trop peu réfléchi, ouvrir une crèche qui se conformât scrupuleusement à ces prescriptions, et qui fut une crèche déplorable. Il restait en effet bien des points où il pût y avoir de graves défauts. Aussi en 1895 le Ministre de l'Intérieur avait-

il chargé le Conseil supérieur de l'Assistance publique de revoir et de compléter la réglementation de 1862, et ce conseil a-t-il élaboré, après une discussion très intéressante, le projet duquel est né le décret du 2 mai 1897, complété par l'arrêté ministériel du 20 décembre de la même année.

Toute distinction entre les crèches approuvées et les crèches simplement autorisées est tombée en désuétude. Pour qu'une crèche puisse être ouverte, il faut toujours que l'ouverture en soit autorisée par le préfet (art. 2 du décret du 2 mai 1897). Celui-ci possède le droit de n'autoriser la crèche que s'il la juge installée dans des conditions de salubrité suffisantes (art. 2); il conserve aussi le droit d'inspection (art. 5) et le droit de fermeture, qui découlent du premier. Ce droit de fermeture s'exerce dans le cas d'installation défectueuse ou dans celui d'épidémie (art. 7). Du reste, ainsi que le fait observer M. M. Marbeau (1) « la surveillance exercée par l'Etat sur des établissements où des êtres incapables de se défendre eux-mêmes sont livrés aux soins d'étrangers est l'exercice d'un droit de police qui ne peut lui être contesté, l'accomplissement d'un devoir social élémentaire : la protection du faible ».

Même pour ceux qui restent partisans, en ce qui concerne les crèches, du système d'établissements privés, il semble qu'il était absolument nécessaire d'édicter certaines prescriptions plus sévères que celles de 1862 et indispensables à l'ouverture de la

(1) Rapport présenté au Congrès national d'assistance de 1897.

crèche. La grande difficulté qui se présente pour l'établissement d'une crèche est le choix d'un local. Il faut que ce local remplisse de multiples conditions, que le cube d'air alloué à chaque enfant soit largement suffisant, que l'aération soit facile sans qu'il y ait cependant de dangers de courants d'air, de froid, etc. Aussi importait-il de déterminer d'une manière précise les conditions de disposition et d'installation nécessaires pour que la crèche présentât toutes garanties au point de vue de l'hygiène et de la salubrité.

Des prescriptions ont été édictées dans ce sens, non par le décret du 2 mai 1897, qui est très bref, mais par l'arrêté complémentaire du 20 décembre 1897. Le cube d'air a été porté de 8 mètres à 9 mètres, et la superficie à 3 mètres par enfant. Les salles doivent être largement éclairées et aérées; le mobilier doit être simple, facile à laver et à désinfecter (art. 4). Quant à l'alimentation, l'arrêté se borne à proscrire l'emploi du biberon à tube. Est-ce suffisant, et ne faudrait-il pas exiger l'emploi du lait stérilisé, et ne tolérer d'autre nourriture pour les enfants admis que le lait puisé au sein de leur mère, ou ce lait stérilisé soigneusement enfermé dans des bouteilles cachetées? Ne faudrait-il pas condamner définitivement ces déplorables habitudes, trop fréquentes dans de certaines crèches, qui consistent à donner aux enfants un lait quelconque, acheté chez un laitier du voisinage, et qu'on laisse parfois des heures entières dans des vases découverts. Du reste, le Ministre de l'Intérieur, dans sa circulaire au préfet, du 6 novembre 1898, s'exprimait

ainsi : « Il n'a pas semblé possible de prescrire d'ores et déjà la stérilisation du lait ; *mais je vous prie de la recommander très instamment aux comités des crèches* ».

Ce desideratum que nous formulons a d'autant plus d'importance qu'il se manifeste aujourd'hui un courant d'opinions dans le sens que nous indiquons. La falsification du lait, sous toutes ses formes, n'a-t-elle pas amené la formation de la « Ligue de défense de la vie humaine » ? Elle est définitivement constituée et a pour but de poursuivre toutes falsifications généralement quelconques, toutes altérations, toutes tromperies sur la qualité d'une substance alimentaire, en visant plus spécialement la falsification du lait.

Notre observation sur ce point a donc une haute portée.

La visite du médecin devrait être strictement quotidienne. Il ne faut pas, comme cela se produit trop souvent, que les visites médicales n'aient pas lieu régulièrement, et que les enfants puissent se trouver souffrants ou indisposés pendant la journée entière sans d'autres secours que ceux d'une personne qui ne possède pas de connaissances médicales spéciales. A ce dernier point de vue, il semble que l'on pourrait exiger des personnes qui dirigent les crèches des connaissances plus étendues qu'elles n'en ont en général. Les crèches sont toujours tenues par des femmes, ce qui est fort naturel ; mais le simple certificat d'aptitude que le décret de 1862 exigeait d'elles n'est-il pas bien insuffisant ? et le décret ou l'arrêté de

1897 ont-ils comblé cette lacune ? Nullement ! Il suffit aujourd'hui encore que la personne préposée à la direction de la crèche soit âgée de 21 ans et agréée par le préfet. Or, au Congrès d'assistance de 1889, M^{me} de Kergomard avait déjà proposé qu'on fit subir un léger examen aux personnes chargées de diriger les crèches avant leur entrée en fonctions, et le vœu qu'elle avait émis fût-il adopté à l'unanimité. Peut-être serait-il préférable de ne pas exiger d'elles un diplôme obtenu à la suite d'un examen, dans la crainte qu'elles se figurassent, ce diplôme en main, posséder des capacités qu'elles n'auraient pas en réalité (1), et que, trop pleines de confiance en elles-mêmes, elles ne tardassent à appeler le médecin dans des circonstances où sa présence serait indispensable. Mais il faudrait tout au moins qu'elles fissent un stage de plusieurs mois dans une crèche avant de pouvoir être nommées directrices ; elles apprendraient ainsi par la pratique leurs devoirs hygiéniques et moraux à l'égard de l'enfant, et seraient reconnues vraiment aptes à remplir leur rôle au bout d'un temps plus ou moins long, suivant leurs capacités.

Une innovation excellente a été introduite dans le décret du 2 mai 1897 ; c'est l'obligation pour toute personne ou toute société qui possède une crèche de désigner au préfet un représentant, à qui l'autorité administrative s'adressera pour toutes les notifications qu'elle peut avoir à faire, et qui devra trans-

(1) Cette remarque très judicieuse est due à M. M. Marbeau.

mettre chaque année au préfet un compte moral et un rapport médical. Par le moyen de ce représentant, et grâce aux comptes qu'il est tenu de rendre à l'administration, la surveillance pourra être exercée d'une manière beaucoup plus efficace, et les registres que les directrices de crèches doivent tenir (art. 14 de l'arrêté) contribuent également à faciliter cette surveillance.

La plupart des crèches, sauf dans certaines villes, demandent une rémunération des enfants qu'elles reçoivent. Il est juste sans doute que la mère qui peut payer donne une légère somme en échange du service qu'on lui rend ; et cela, dans bien des cas, ne peut que l'encourager au travail. Mais encore faut-il que la mère véritablement indigente, et qui gagne bien juste par son travail de quoi subsister elle-même, puisse mettre son enfant à la crèche, elle aussi ; et n'enlève-t-on pas une grande partie de leur utilité à ces établissements s'ils sont payants ? La crèche est faite pour les indigents, c'est une œuvre de bienfaisance ; la rémunération ne lui ôte pas ce caractère, car elle est bien inférieure à la dépense ; mais, si on la maintient dans tous les cas où il est *reconnu* que la mère peut sans grande difficulté la donner, il ne faut pas hésiter à la supprimer si la mère est indigente au point d'être forcée de se priver pour verser les quelques sous nécessaires. Une petite enquête suffirait à établir les ressources des parents : et je conçois la crèche payante pour ceux qui peuvent le faire — avec rétribution très faible — et largement ouverte

sans aucune rétribution à tous ceux qui ne le peuvent pas.

Presque toutes les crèches sont des œuvres privées ; quelques unes sont mixtes, ou municipales ; et il est assez singulier que l'Etat, qui accorde sa sollicitude à l'enfant au moment de sa naissance, et sa protection s'il est placé en nourrice hors du domicile des parents, dédaigne presque de s'intéresser à lui si la mère veut le garder auprès d'elle et a recours à la crèche pour que cet enfant ne soit pas un obstacle au travail nécessaire à son existence. L'Etat se borne à prescrire certaines règles très générales — trop générales — et à recommander par des circulaires au préfet, telles que celles du 3 Mars 1883 de favoriser la création de crèches dans les centres industriels et ouvriers où elles n'existent pas encore. Mais une circulaire ne suffit pas. Aussi, si les crèches sont assez nombreuses dans certaines grandes villes, telles que Paris, Lyon etc manquent-elles précisément presque complètement dans des régions éminemment industrielles où la plupart des mères de famille travaillent au dehors.

L'Etat a des écoles maternelles, il a des écoles primaires, et il n'a pas de crèches ! Le tout petit enfant mérite-t-il donc moins sa sollicitude que l'enfant de trois à six ans, ou l'enfant de six à treize ? ou bien tout au contraire ne la mérite-t-il pas davantage, parce qu'il est plus faible ? L'Etat devrait pourvoir à l'existence hygiénique et morale de l'enfant pauvre dès l'âge le plus tendre, comme il y pourvoit

plus tard. Et je voudrais voir la crèche, l'école maternelle et l'école primaire réunies ensemble et formant un seul tout, dans des corps de bâtiments distincts et spécialement aménagés pour leur objet, mais contigus, et présentant à l'esprit de tous l'image de la société donnant la part qui leur est due de santé, de bien être et d'éducation aux faibles par excellence ; les enfants pauvres de tout âge (1).

(1) On donne également le nom de crèche, dans les hôpitaux, à des salles où sont reçues les mères malades qui ont des enfants en bas âge allaités au sein. Un berceau placé auprès du lit de la malade permet à celle-ci de garder son enfant avec elle, et de le nourrir si la maladie n'y met pas obstacle. C'est là une pratique excellente, et destinée à favoriser la conservation de l'enfant dans la famille.

Il est profondément regrettable cependant que, dans une ville comme Paris, une mère qui présente un cas chirurgical, et qui élève au sein un enfant exempt lui-même de toute maladie, ne puisse entrer dans aucun hôpital en conservant son enfant avec elle. S'il existe en effet plusieurs hôpitaux où il y a des crèches-médecine, il n'en existe pas un seul où se trouve une crèche-chirurgie pour mère malade avec enfant sain ; c'est là une lacune qu'il me semble urgent de combler.

CHAPITRE IV

Protection des enfants du premier âge La loi du 23 Décembre 1874

S'il est très désirable que la mère garde son enfant auprès d'elle, elle ne le peut cependant pas toujours. En outre du grand nombre de jeunes femmes non mariées que les convenances sociales obligent à placer leur enfant en nourrice et à l'éloigner d'elles, beaucoup de ménages s'y voient également forcés. La mère n'a pas de lait, et préfère l'allaiter au sein ; ou bien ses occupations l'absorbent trop, elle ne peut prendre un soin suffisant de son enfant ; pour d'autres, qui habitent les villes, le séjour à la campagne est expressément recommandé par le médecin pour l'enfant trop débile. Pour tous ceux à qui leurs ressources ne permettent pas de prendre une nourrice sur lieu, le placement chez une nourrice, une sevrreuse ou une gardeuse s'impose.

Dans ce cas, l'enfant ne reste pas dans la famille, auprès de sa mère ; mais celle-ci ne continue pas moins à s'en occuper, à veiller sur lui, à l'entretenir ;

les liens qui la rattachent à son enfant ne sont nullement rompus, et la séparation n'est que momentanée et provisoire. Voilà pourquoi j'ai cru devoir placer dans cette étude l'examen de la loi du 23 Décembre 1874 ; car si, dans les cas visés par cette loi, l'enfant se trouve momentanément hors du domicile de ses parents, il n'en reste pas moins un membre faisant partie intégrante de la famille, et par suite dans la famille.

Néanmoins les parents ne peuvent veiller sur lui que de loin ; et la surveillance qu'il importe d'exercer sur les soins mercenaires et souvent indifférents d'une nourrice, et qui incombe depuis cette loi aux pouvoirs publics, devra trouver son application non seulement pour les enfants indigents, mais encore pour tous les enfants, quels qu'ils soient, qui se trouvent éloignés de leurs parents et confiés à des étrangers. Aussi ne s'agit-il plus ici d'une mesure d'assistance, mais d'une mesure de protection.

La mortalité était effrayante chez les enfants du premier âge placés chez des personnes qui ignoraient jusqu'aux lois les plus élémentaires de l'hygiène, et qui n'étaient trop souvent attirées que par l'appât du lucre. Au surplus, le défaut de surveillance n'était pas pour la mère une garantie de bons soins donnés à l'enfant. Dans son rapport préliminaire à la loi de 1874, M. Th. Roussel s'exprimait ainsi : « Le premier âge de la vie donne partout une proportion considérable de décès..... En France, dans des conditions générales qui semblent constituer un milieu favora-

ble à la vie, un calcul de M. Bertillon donne pour l'âge de 0 à 1 an une moyenne de décès de 21,7 pour cent, c'est-à-dire que plus d'un cinquième des enfants qui naissent est mort au bout de la première année. A Paris, sur 54,000 enfants environ qui naissent chaque année, plus de la moitié a péri avant quatre ans ; et, en comptant à part les enfants envoyés en nourrice, on trouve que la moitié au moins, 51,6 pour cent, a péri avant un an révolu ».

Dans un pays comme la France, où la natalité est très faible, il fallait du moins combattre par tous les moyens possibles cette mortalité infantile qui avait pris de pareilles proportions, qui faisait tant de ravages, et à qui pourtant il est le plus facile de remédier. Les docteurs Monod et Brochard avaient poussé le cri d'alarme, et c'est à la suite de leurs études et des beaux travaux de M. Th. Roussel, qui s'était tout entier donné à cette œuvre, que fut votée la loi du 23 décembre 1874.

Cette loi organise la surveillance par l'autorité publique de tout enfant âgé de moins de deux ans et placé, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents. Par ce seul fait, l'enfant devient l'objet de la protection des pouvoirs publics, remplaçant ici celle des parents éloignés ou empêchés. L'Etat exerce un droit et remplit en même temps un devoir en intervenant utilement dans la réglementation de la surveillance des enfants placés en nourrice. Cette loi de 1874, répond à une nécessité sociale rendue évidente par les faits.

La loi, complétée par le décret du 27 février 1877, comprend trois sortes de mesures : 1° les mesures relatives aux conditions préalables nécessaires pour exercer l'industrie de nourrice, de sevreuse, de gardeuse ou d'intermédiaire; 2° celles qui ont pour but de faire en sorte que l'autorité soit toujours avisée du placement des enfants, qu'elle puisse exercer sa surveillance sur tous, et tenir une sorte de comptabilité de tout ce qui les concerne; 3° enfin les mesures qui organisent la surveillance elle-même. En un mot : des formalités préalables, — des mesures nécessaires à la bonne exécution de la loi, — et le mécanisme même de la protection.

I. — *Conditions et formalités préalables.* — Toute femme qui veut prendre chez elle un enfant en nourrice doit se munir au préalable d'un double certificat : certificat du maire et certificat du médecin. Le certificat du maire a pour but d'établir l'état-civil de la nourrice et de son mari, leur moralité, la propreté et la salubrité de leur logement. C'est une constatation par l'autorité municipale des garanties qu'ils peuvent présenter, une affirmation de leur capacité à prendre chez eux un enfant et à l'élever. L'instruction ministérielle du 15 juin 1877 précise les devoirs du maire à cet égard, en lui recommandant d'user de tous les moyens d'investigation en son pouvoir pour s'assurer des garanties qu'offrira le placement. Le certificat du maire ne sera délivré qu'après consentement du mari.

Le certificat médical est une constatation de l'aptitude physique de la nourrice à allaiter un enfant,

une attestation qu'elle n'a ni infirmité, ni maladie contagieuse, et qu'elle est vaccinée, c'est-à-dire qu'elle ne présente pour l'enfant aucun danger de contamination. La loi exige de même un certificat médical de la nourrice qui vient se placer sur lieu, ainsi qu'un certificat du maire. Dans ce cas, le maire devra constater que l'enfant de la nourrice est âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas encore cet âge, qu'il est allaité ou nourri par une autre personne. C'est là une mesure de protection à l'égard de l'enfant de la nourrice, destinée à empêcher qu'il soit abandonné sans soins par celle-ci. Si ces conditions ne sont pas remplies, le maire devra refuser le certificat.

L'article 29 du décret dit que le certificat médical peut être délivré, à défaut du médecin inspecteur, par un docteur en médecine ou un officier de santé, et même dans la commune où la nourrice vient prendre l'enfant. Au cours du congrès d'assistance de 1900, M. Camus Sainte-Foy a émis le vœu que le certificat fut toujours délivré par le médecin inspecteur de la circonscription, ou, à son défaut, par un médecin inspecteur de l'administration. Il est certain que tous les médecins ne présentent pas les garanties suffisantes, ni surtout les officiers de santé, et qu'on ne doit accorder toute confiance qu'au médecin choisi par l'administration. M. Gallois, de son côté, proposait que le certificat du médecin précédât celui du maire ; il paraît évident en effet que la constatation de l'aptitude physique de la nourrice doit précéder toute autre attestation, car elle est une condition *sine qua non*.

L'aptitude morale de la nourrice étant affirmée par le maire, et son aptitude physique par le médecin, il lui est délivré gratuitement un carnet (art. 30) qui sera renouvelé pour chaque nourrisson. Ce carnet porte mention des certificats délivrés par le maire et par le médecin, des indications concernant l'enfant et ses parents, etc., et des pages disposées pour recevoir les dates des visites des médecins inspecteurs et leur signature, ainsi que la mention des visites et les observations des membres de la commission locale. Munie de ces deux certificats et de son carnet, la nourrice, la sevrreuse ou la gardeuse aura rempli les conditions préalables nécessaires pour prendre un nourrisson chez elle. Il est évident que pour les sevrresses ou gardeuses, il n'y a pas lieu de constater l'aptitude à l'allaitement naturel (art. 31).

Les intermédiaires qui se chargent du placement des enfants sont également tenus à certaines formalités préalables, ainsi que les personnes qui veulent ouvrir un bureau de nourrices. Ces intermédiaires de toutes sortes étaient l'objet des critiques les plus vives et les plus justifiées, car, échappant à toute surveillance, ils pouvaient se livrer sans scrupule à des fraudes qui devenaient fatales pour les enfants. Cette fraude se manifestait sous divers aspects. Il en est une qui était classique dans le monde des intermédiaires placeurs et qui consistait à présenter aux parents une nourrice d'aspect robuste et sain qui emmenait l'enfant pour le confier à d'autres mains. Ces femmes, substituées à la nourrice, élevaient l'enfant au biberon,

le laissent manquer de soins et se rendaient parfois coupables de ce que M. Lallemand, dans son *Histoire des enfants abandonnés*, stigmatise de cette belle expression « l'infanticide par inanition ». Il était donc urgent d'exercer une surveillance attentive sur cette catégorie de personnes; et les formalités qui sont exigées d'elles depuis la loi de 1874 et le décret de 1877 consistent principalement dans la nécessité d'une autorisation. Article 11 de la loi « Nul ne peut ouvrir ou diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, et le louage des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du Préfet de police du département de la Seine ou du préfet dans les autres départements ».

Le décret du 27 février 1877 précise les conditions dans lesquelles l'autorisation peut être obtenue. Le législateur a surtout voulu s'assurer de la moralité des demandeurs, afin de mettre un terme aux terribles abus qui se commettaient, et des garanties d'hygiène et de salubrité que présentent les locaux qu'ils ont l'intention d'affecter aux bureaux de nourrices ainsi que les voitures qui doivent servir au transport des nourrices et de leurs nourrissons (art. 35 du décret). L'autorisation une fois accordée par le préfet, le demandeur pourra se livrer à son industrie, à la condition de n'engager que des nourrices munies des pièces prescrites par la loi et de tenir un registre contenant diverses indications relatives à ces nourrices (art. 37). Il faut ajouter que les établissements

fondés dans le but de recevoir des enfants dans les mêmes conditions que les nourrices, les sevrées ou les gardeuses sont soumis aux mêmes formalités d'autorisation.

II. — *Formalités nécessaires à la bonne exécution de la loi.* — Pour que la surveillance puisse s'exercer d'une manière efficace sur tous les enfants qui se trouvent dans les cas prévus par la loi, il importe que l'administration soit informée d'une manière certaine du fait même du placement et des conditions de ce placement, puis qu'elle puisse tenir une sorte de comptabilité de tout ce qui concerne l'enfant protégé jusqu'à son retrait de chez la nourrice, jusqu'à son décès ou jusqu'à l'âge de deux ans. Cette double mission est remplie par les *déclarations* que la loi impose, et par les *registres* qu'elle prescrit de tenir.

Les déclarations doivent être faites d'une part par les parents du nourrisson et d'autre part par la nourrice. De cette manière, si l'une des deux parties néglige de faire la déclaration exigée, on aura toujours la déclaration de l'autre. Les personnes qui placent un enfant en nourrice sont tenues d'en faire la déclaration soit à la mairie de la commune où a été déclarée la naissance de l'enfant, soit à la mairie de la résidence actuelle du déclarant ; elles doivent également remettre à la nourrice un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant (art. 7 de la loi). Les personnes qui placent l'enfant ne sont tenues qu'à cette seule déclaration du placement.

Quant à la personne qui reçoit l'enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, la loi lui impose l'obligation d'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant. Si elle change de résidence, elle en devra faire la déclaration ; déclarer également le retrait de l'enfant, et, s'il vient à mourir, son décès dans les 24 heures (art. 9).

Toutes ces déclarations sont obligatoires sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal.

Le décret du 27 février 1877 a prescrit à l'officier de l'état-civil qui reçoit une déclaration de naissance de rappeler au déclarant les dispositions de l'article 7 de la loi de 1874. Cet officier de l'état-civil doit lui-même transmettre dans le délai de trois jours la déclaration des parents au maire de la commune où l'enfant est envoyé en nourrice ; de son côté, le maire de cette dernière commune est tenu de transmettre au maire de la commune où a été faite la déclaration de placement toutes les notifications qui peuvent lui être adressées au sujet de l'enfant. De cette manière, et au moyen de ces déclarations et de ces avertissements, l'administration doit toujours se trouver au courant du placement de tous les enfants, du lieu où le placement est effectué, de leur arrivée, de leur départ ou de leur mort ; en un mot, du moment où sa protection commence et de celui où elle finit.

En ce qui concerne ce qu'on pourrait appeler les *grands livres* des enfants protégés ils constituent un contrôle permanent et durable des déclarations et des

notifications faites au sujet de ces enfants. Ce sont des registres tenus dans les mairies et destinés à recevoir d'une part les déclarations d'envoi en nourrice ou de placement en sevrage ou en garde, — d'autre part, les déclarations de réceptions d'enfants, de changements de résidence, de restitutions d'enfants aux parents ou à toute autre personne, de décès, etc. Ces registres sont cotés, parafés et vérifiés tous les ans par le juge de paix (art. 10 de la loi) qui fait lui-même un rapport au procureur de la République sur cette vérification. Ils sont tenus par les secrétaires de mairies, qui reçoivent à ce sujet des émoluments spéciaux, soit fixes, soit par tête d'enfant. Les commissions locales et les médecins inspecteurs tiennent également des registres, dont nous aurons lieu de parler plus loin au sujet de la surveillance elle-même.

L'administration attache une grande importance à la tenue de ces registres des Mairies. Cette comptabilité infantile est en effet le seul moyen d'atteindre le but qu'on se propose : protéger tous les enfants visés par la loi, sans qu'aucun, si cela est possible, puisse échapper à cette protection. Il ne s'agit pas ici de simples formalités, mais d'une véritable nécessité, puisque la vie de tant d'enfants est en jeu. Nous verrons bientôt que ce but est loin d'être atteint ; mais il est bon de dire que, grâce aux efforts des préfets, des inspecteurs et des maires pour faire respecter ces formalités, dans certains départements la loi a pu être appliquée d'une manière très satisfaisante et a donné d'excellents résultats.

La statistique détaillée de la mortalité des enfants du premier âge qui, d'après l'article 4, doit être publiée chaque année par les soins du Ministre de l'Intérieur, est encore un des moyens destinés à assurer la bonne exécution de la loi. Malheureusement, cette statistique n'est produite que d'une manière très irrégulière et incomplète et l'on ne peut guère juger d'après elle des résultats obtenus par la loi.

III. — *Organisation de la protection même.* — La surveillance instituée par la loi est organisée par département. Ce sont les préfets qui sont chargés de ce soin, et dans le département de la Seine le Préfet de police. Le Préfet est assisté dans sa tâche par un *comité départemental* et par des *inspecteurs départementaux*. Le comité départemental est composé de deux membres du conseil général ; à Paris, du Directeur de l'Assistance publique et, dans les autres départements, de l'inspecteur du service des enfants assistés ; enfin de six autres membres nommés par le Préfet (art. 2 de la loi). L'inspecteur des enfants assistés est donc, d'après la loi, un simple membre du comité départemental au même titre que les autres ; mais le décret du 27 Février 1877 (art. 16) lui consacre une section spéciale et déclare qu'il est chargé de centraliser tous les documents relatifs à la surveillance instituée par la loi, et de présenter chaque année un rapport sur l'exécution du service dans le département. Ce décret confie donc à ce fonctionnaire un rôle important et, dans la pratique, un grand nombre de préfets se reposent presque entièrement sur lui de

toute la charge du service ; pour ces motifs, je crois qu'il importe de lui faire une place à part parmi les membres du comité départemental.

Le comité départemental se réunit une fois par mois, dans le but d'étudier et de proposer les mesures à prendre. Cette étude et ces propositions sont fondées sur les rapports communiqués au comité par le préfet, et provenant soit des inspecteurs départementaux, soit des commissions locales, soit des médecins inspecteurs.

Le rouage inférieur de la surveillance instituée par la loi, celui qui se trouve le plus près des enfants protégés et le mieux en contact avec eux est, suivant les cas, la *commission locale* ou le *maire*. Les commissions locales en effet n'existent pas partout, mais seulement dans les parties de départements où les préfets, après avis du comité départemental, ont jugé utile d'en établir (art. 2 de la loi). Là où il n'a pas été institué de commission locale, le maire exerce les pouvoirs confiés à cette commission (art. 7 du décret).

Les commissions locales comprennent nécessairement deux mères de famille, et, d'après l'article 2 du décret, le *maire*, qui en est le président, le *curé*, et un délégué du conseil presbytéral et du consistoire israélite, si ces corps siègent dans la commune. Des visiteurs peuvent être adjoints à la commission à Paris et dans quelques grandes villes. La commission se réunit une fois par mois. Sa principale fonction consiste à surveiller directement tous les enfants protégés de sa circonscription ; à cet effet, elle tient un re-

gistre contenant les noms et adresses de toutes les nourrices, sevreuses ou gardeuses, et de tous les enfants placés chez elles. D'après ce registre, le président de la commission confie à chacun des membres le soin de visiter un certain nombre d'enfants à domicile. Le résultat de ces visites est rapporté par les membres à la commission, qui le consigne sur son registre et délibère, d'après ces observations et les bulletins médicaux des médecins inspecteurs, s'il y a lieu de prendre certaines mesures pour sauvegarder la vie ou la santé de l'enfant.

La commission peut prendre certaines décisions, par exemple celle de retirer l'enfant de chez une nourrice pour le placer chez une autre, mais seulement après avoir mis en demeure les parents et pris l'avis du médecin inspecteur. Mais ces décisions, qui ne sont prises qu'au cas de péril imminent, sont seulement provisoires; la commission doit en rendre compte dans les vingt quatre heures au préfet, qui statue.

La loi, de même que le décret, emploie toujours l'expression de commission *locale*. Il est donc difficile de déterminer quelle doit être la circonscription de cette commission. Est-ce la commune? est-ce le canton ou une circonscription intermédiaire? Le législateur a voulu assurément laisser toute latitude au préfet pour instituer la commission locale, suivant les besoins, dans la commune ou dans un groupe de communes. Cependant l'article 7 du décret, en disposant que « dans les *communes* où il n'y a pas de

commission locale le maire exerce les pouvoirs conférés à ces commissions » semble indiquer que la commission locale doit être *communale*.

Il semble qu'un des organes les plus importants, si ce n'est même le plus essentiel du service de la protection, devrait être le médecin. Qu'est-ce en effet que la surveillance qu'il est nécessaire d'exercer sur un enfant en bas âge, si ce n'est une surveillance comprenant exclusivement tout ce qui a trait à sa santé, à la nourriture qu'il reçoit, aux soins matériels qui lui sont donnés, c'est-à-dire une surveillance médicale ? Cependant la loi du 23 décembre 1874 se borne à déclarer (art. 5) que les préfets doivent nommer un ou plusieurs médecins chargés de cette inspection « dans les départements seulement où l'utilité en a été reconnue par le ministre de l'Intérieur ». Il n'existe donc pas partout de médecins inspecteurs.

Le médecin inspecteur doit aller visiter l'enfant dans la huitaine du jour où il a été prévenu de son arrivée par le maire. Il doit renouveler sa visite tous les mois, viser le carnet de la nourrice et transmettre le résultat de ses observations à la commission locale au moyen d'un bulletin. Il rend compte plus spécialement à la commission des faits graves qu'il aurait pu remarquer au cours de ses visites, donne son avis pour toute mesure qu'il s'agit de prendre à l'égard des enfants, et adresse chaque année un rapport circonstancié sur l'état sanitaire des enfants de sa circonscription. Enfin le médecin inspecteur lui-même doit tenir un registre sur lequel sont portés les

noms de toutes les nourrices, sevreuses ou gardeuses, ainsi que de tous les enfants placés chez ces personnes, et mentionnées toutes les observations relatives à ces enfants.

Ainsi la surveillance générale des enfants est exercée par les membres de la commission locale (ou par le maire s'il n'en existe pas) et la surveillance médicale par des médecins inspecteurs. Les résultats de cette double surveillance sont communiqués d'abord à la commission locale elle-même, qui peut prendre certaines mesures provisoires, puis, au moyen de rapports annuels, au comité départemental. Le comité départemental est ainsi tenu au courant de tout ce qui concerne les enfants placés sous sa protection. D'autre part, il est directement documenté par l'inspecteur départemental, qui fait des tournées dans toute l'étendue du département, et peut s'assurer *de visu* de la situation; grâce à cette double source de renseignements, le comité départemental peut statuer d'une manière avisée et définitive.

Enfin un Comité supérieur, institué auprès du Ministre de l'intérieur, a la haute main sur ce service de la protection du premier âge pour toute la France. Il centralise et coordonne tous les documents, rédige un rapport annuel, établit ce qui a été fait et examine ce qu'il serait nécessaire de faire en vue de répandre partout et d'améliorer, s'il y a lieu, les principes de la loi.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de la protection des enfants de premier âge instituée

par la loi de 1874. Le but que se proposait le législateur était que tout enfant placé en nourrice hors du domicile de ses parents fût l'objet de la sollicitude et de la protection des pouvoirs publics, représentant la société. Ce but a été atteint en partie, et le serait complètement si, d'une part, la loi était strictement appliquée, et si, d'autre part, elle contenait certaines dispositions qu'il serait utile d'y introduire et que nous examinerons plus loin.

La loi du 23 Décembre 1874 a mis un certain temps à pénétrer dans nos mœurs. Pendant quelques années, jusque vers 1877 ou 1878, elle n'a reçu aucune application, ce dont se plaignait amèrement M. Th. Roussel dans son rapport du 18 Avril 1880. Puis, dans les années suivantes, elle s'est implantée d'une manière assez vivace dans quelques départements, notamment dans le Vaucluse, tandis qu'elle restait presque lettre morte dans d'autres. Il a fallu atteindre les dernières années du siècle pour qu'elle fût vraiment appliquée d'une manière à peu près générale.

Peut-être faut-il accuser de cette lenteur les nombreuses formalités édictées par la loi. Cependant ne sont-elles pas nécessaires? Les déclarations imposées aux parents et aux nourrices sont indispensables pour que les maires et les commissions locales aient connaissance des placements faits dans leurs communes, et par conséquent pour que la protection puisse s'exercer. Malheureusement, dans un trop grand nombre de cas encore, ces déclarations ne

sont pas faites, et les autorités ignorent complètement l'existence de certains nourrissons.

Il est assuré que dans quelques départements le nombre de ces enfants est bien supérieur à celui que portent les statistiques. Etant donnée cette constatation, ne serait-il pas urgent de sévir ? Les peines portées par l'article 346 du Code Pénal (emprisonnement et amende) sont édictées par la loi contre les auteurs de négligences dans les déclarations ; je ne crois pas qu'on ait jamais cherché à poursuivre les parents d'un enfant envoyé en nourrice, et qui n'auraient pas fait les déclarations imposées. Ces parents, du reste, pourraient arguer avec raison qu'ils auraient dû être avertis et qu'ils ne l'ont pas été. Tous les officiers d'état-civil préviennent-ils les parents qu'ils sont tenus à certaines déclarations ? Loin de là.

L'article 20 du décret édicte bien que « tout officier de l'état-civil qui reçoit la déclaration de naissance doit rappeler au déclarant les dispositions de l'article 7 de la loi ». Mais cette prescription est dépourvue de sanction.

Les maires qui ne tiennent pas ou qui tiennent irrégulièrement les registres spéciaux destinés aux déclarations imposées par la loi de 1874 sont passibles de la peine édictée par l'article 50 du code civil (amende qui ne peut excéder 100 fr), il me semble que les maires qui se rendent coupables d'une grave négligence en n'interpellant pas les parents dans les cas où le décret leur prescrit de le faire devraient être soumis à une pénalité analogue. Il

importerait d'insérer dans la loi elle-même cette obligation imposée aux officiers de l'état-civil, ainsi que la peine qu'ils encourraient en s'y soustrayant. De cette manière, les déclarations seraient presque toujours faites régulièrement, et très peu d'enfants échapperaient à la protection. Peut-être pourrait-on aussi, ainsi que l'a proposé M. Le Poittevin dans son *Etude sur la loi de 1874* (1), faire figurer dans la rédaction même des actes de naissance la mention de l'envoi de l'enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, ou la mention que l'enfant sera élevé au domicile de ses parents.

Il n'existe pas de département, d'arrondissement ni même de canton où il n'y ait pas d'enfants placés en nourrice dans les conditions visées par la loi. Pour que la protection de la première enfance puisse véritablement porter ce nom, il faut qu'elle existe partout, jusque dans la plus petite commune même, si dans cette infime unité il existe un nourrisson, fût-il le seul. Ce seul nourrisson a droit à la protection, a droit à autant d'attention, à plus d'attention peut-être que les autres, parce que, situé dans une région écartée, il échappera plus facilement à toute investigation. Or, dans l'état actuel de la législation, cette protection existe-t-elle partout ? Il est difficile de répondre par l'affirmative.

Nous avons vu que des commissions locales ne sont instituées que dans les parties de départements où l'utilité en est reconnue. Il peut donc y avoir, il y a

(1) *La France judiciaire* 1892 tome 9, 1^{re} partie, p. 11.

donc des régions entières où il n'en existe pas. Dans ces régions, c'est le maire qui, à lui seul, est chargé de tout le service administratif de la protection dans sa commune. Je sais bien qu'il s'agit d'une commune où il doit y avoir un nombre insignifiant de nourrissons ; car, sans cela, le préfet n'aurait pas manqué d'instituer une commission locale. Néanmoins le maire doit déjà remplir les attributions que lui confère la loi du 5 Avril 1884, exercer ses fonctions de maire ; d'autre part, il a ses occupations personnelles, et tout cela joint à ce fait que l'insouciance est trop souvent le fond du caractère des personnes habituées à vivre dans les campagnes retirées fait que des négligences peuvent se glisser dans le service des enfants mis en nourrice. Est-ce l'inspecteur des enfants assistés, qui doit effectuer des tournées dans un département entier, est-ce le comité départemental, si éloigné des enfants, qui pourront leur assurer une protection efficace ?

Aussi me semble-t-il indispensable de créer des commissions locales partout. Qu'elles soient instituées par commune, que leur circonscription embrasse un certain nombre de communes, ou que ce soit le canton, si le nombre des nourrissons est très faible ; mais que toute commune soit comprise dans le ressort d'une commission locale. Dans tous les cas où la commune ne comporterait pas de commission locale communale, il serait possible de diviser le canton en un certain nombre de circonscriptions, car le canton présente une trop grande étendue et imposerait de trop grands dérangements aux membres de la commission ; mais

en tout cas la commission locale seule, spécialement organisée pour remplir le rôle protecteur qui lui est dévolu, peut exercer sa surveillance d'une manière vraiment efficace.

D'autre part, les mères de famille devraient avoir dans ces commissions une place beaucoup plus large que celle qui leur est accordée par l'article 2 du décret. En général, elles disposent de plus de temps que les hommes, elles restent chez elles pour élever leur propre famille, et n'ont point habituellement d'occupation au dehors. Puis ce sont vraiment elles, et elles seules, qui peuvent comprendre de quels soins les enfants doivent être entourés et apprécier si ces soins, parfois minutieux, leur sont réellement prodigués.

Je crois donc qu'il serait préférable que les commissions locales fussent composées, sous la direction du maire de la commune, presque entièrement de mères de famille ; et qu'il serait bien plus facile d'en constituer dans ces conditions, car la femme n'est en général absorbée par aucune occupation extérieure, s'intéresse beaucoup plus que l'homme à l'enfant en bas âge ; et serait toujours prête à offrir le concours de son dévouement (1). Des commissions locales obligatoires partout, et composées en grande majorité de mères de famille, voilà une réforme qui me semble de la première utilité.

(1) « Au milieu des grandes inégalités qui existent encore dans le fonctionnement des commissions, on doit relever ce fait que presque partout des femmes se sont signalées par un dévouement que nous sommes heureux de constater » (Th. Roussel).

Un des organes indispensables dans le mécanisme de la protection du premier âge, à côté de la femme et particulièrement de la mère de famille, est le médecin. En effet, malgré les efforts accomplis pour développer dans le peuple quelques notions d'hygiène et de médecine élémentaires, les nourrices ne possèdent à peu près aucune connaissance en ces matières. Par conséquent la visite régulière du médecin s'impose ; il s'assurera périodiquement de l'état de l'enfant, de sa bonne santé, et, s'il le voit dépérir, prescrira sans retard les mesures nécessaires à son rétablissement.

A ce point de vue, la disposition du décret du 27 février 1877, article 10, qui veut que l'enfant soit visité au moins une fois par mois par le médecin inspecteur est excellente, encore qu'on pourrait souhaiter que la visite fût un peu plus fréquente. Mais ce qui semble profondément regrettable, c'est que la loi de 1874 (art. 5) n'a institué d'inspection médicale que dans les départements où l'utilité en est reconnue par le ministre de l'intérieur. — Cette inspection médicale n'est donc pas obligatoire ; ce rouage indispensable peut manquer. Sans doute la nourrice appellera un médecin si l'enfant tombe malade ; mais il sera souvent trop tard, et l'enfant périt qui aurait été sauvé dans la plupart des cas si des visites médicales avaient été régulièrement faites et avaient permis de surveiller de près l'état de sa santé. Je conclus donc que, de même que la commission locale, bien plus même que celle-ci, l'inspection mé-

dicale est nécessaire et doit être instituée partout.

Sans doute il y a des communes où n'existent que quelques nourrissons, il y en a d'autres où ils ne s'en rencontre pas, et l'administration ne peut dans ces conditions avoir un médecin inspecteur dans chaque commune. Mais, de même que les commissions locales obligatoires devraient être constituées, d'après le nombre des enfants protégés, soit par commune, soit par circonscription comprenant un ensemble de communes contiguës, soit même par canton, de même il devrait être nommé des médecins inspecteurs dans ces diverses divisions territoriales de manière à ce que chaque commission locale eût au moins un médecin inspecteur.

Il importe que le médecin soit avisé très promptement de l'arrivée de l'enfant en nourrice, afin qu'il le puisse visiter immédiatement. Dans l'état actuel de la législation, le maire, averti par une déclaration d'un placement dans sa commune, doit transmettre une copie de la déclaration au médecin inspecteur dans les trois jours, et celui-ci doit se rendre chez la nourrice dans la huitaine du jour où il a été prévenu par le maire. Il peut donc arriver que l'enfant ne soit visité qu'au bout de dix et même de onze jours. Le voyage peut l'avoir fatigué, il peut avoir besoin de soins immédiats que la nourrice n'est pas en mesure de lui donner et dont elle n'a même pas su prévoir l'utilité. Cette absence de premiers soins peut être fatale à l'enfant. Aussi me semble-t-il nécessaire que le médecin soit prévenu sans retard de l'arrivée de l'enfant

en nourrice, par une déclaration que celle-ci serait tenue de faire aussitôt après réception de l'enfant. Le docteur F. Ledé avait émis un vœu dans ce sens au Congrès de 1900, et ce vœu fût voté à l'unanimité par la section (1).

D'autre part, il est un point également important à relever. Il a trait à la régularité des visites médicales dont on est en droit de réclamer la scrupuleuse observation. Ces visites doivent être faites au moins une fois par mois, et cela ne paraîtra certes pas trop fréquent. Cependant il arrive trop souvent que le médecin, voyant un enfant bien portant et bien soigné, ne croit pas utile de le visiter pendant trois et quatre mois de suite, puis vient faire une rapide apparition chez la nourrice pour viser le carnet et y apposer toutes les signatures en retard. Il est à désirer que les médecins abandonnent complètement cette déplorable pratique, car ils ignorent moins que personne que l'enfant le mieux portant peut dépérir brusquement pour des causes très diverses, et ne peut se passer d'une surveillance attentive.

Il est vrai que l'on demande beaucoup aux médecins inspecteurs, et qu'ils sont très faiblement rémunérés. Dans son rapport du 18 avril 1880, M. Th. Roussel faisait déjà observer que leurs émoluments n'atteignaient en moyenne que un franc par visite, chiffre beaucoup trop faible. Si ce chiffre a quelque peu augmenté dans certains départements, il est en-

(1) Revue philanthropique du 10 août 1900.

core resté trop bas. Peut-être pourrait-on découvrir les moyens de les rémunérer plus complètement ; mais la loi de 1874 entraîne déjà des dépenses considérables, et je suis persuadé pour ma part qu'on trouvera toujours en France des hommes prêts à offrir sans marchander leur dévouement pour une œuvre de bienfaisance sociale aussi éminemment utile que celle de la protection de l'enfance (1).

La loi du 23 décembre 1874, qui a organisé la surveillance des enfants protégés par les médecins inspecteurs, n'a pas prévu les soins à donner aux nourrissons malades, c'est-à-dire l'*assistance médicale* de ces enfants. La première visite du médecin inspecteur, de même que ses visites mensuelles, ont seulement pour but de constater l'état de santé général de l'enfant, de s'assurer des soins hygiéniques qui lui sont donnés ; leur mission est donc toute de surveillance et

(1) La négligence de certains médecins inspecteurs a récemment assez vivement ému l'opinion publique, et a donné lieu à une nouvelle circulaire adressée à ceux-ci par le Préfet de police dans les premiers jours du mois de septembre 1901. Dans cette circulaire, M. Lépine recommande aux médecins de toujours faire leur première visite au nourrisson dans la huitaine de la réception de l'avis de placement, et leur rappelle que, dans la suite, une visite par mois est un minimum auquel ils ne doivent pas se tenir, surtout si l'enfant leur paraît mal soigné. Puis il les *prie* de se rendre désormais *toutes les semaines* dans leur circonscription, et d'envoyer leurs bulletins de visite aux mairies dans le délai de vingt-quatre heures. Il prescrit enfin aux dames visiteuses la tenue d'un registre analogue à celui des médecins inspecteurs.

Cette excellente circulaire vient à son heure pour réveiller le zèle quelque peu endormi des médecins inspecteurs de la Seine ; il est à souhaiter que les préfets des départements ne tardent pas à suivre l'exemple du Préfet de police.

de prophylaxie, et n'entraîne nullement pour eux l'obligation de soigner les enfants qu'ils visitent.

Cette situation crée souvent des malentendus. Les parents se figurent que les médecins inspecteurs sont tenus de soigner leurs enfants malades, et que les frais médicaux incombent au service de la protection du premier âge. Or, il n'en est nullement ainsi; et si le médecin inspecteur vient par humanité visiter à plusieurs reprises un enfant protégé malade, et lui prodiguer des soins assidus, il ne peut réclamer de ce chef le paiement d'aucuns honoraires à l'administration, et s'adressera vainement aux parents dans la plupart des cas. C'est donc lui la première victime de cet état de choses, ou, ce qui est plus grave, c'est l'enfant lui-même. En effet, la nourrice hésitera souvent à appeler le médecin, ou l'appellera trop tard, dans la crainte de déplaire aux parents, ou de se trouver lésée, si elle règle elle-même au médecin des honoraires qu'elle court le risque de ne pas se voir rembourser.

La question ne se pose pas pour les enfants indigents, car ceux-là doivent être inscrits parmi les enfants secourus et bénéficier des dispositions de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite. Mais les autres ? Mais tous ceux, qui sont le plus grand nombre, et qui ne sont pas indigents ? La loi n'a rien prévu pour eux. Diverses propositions ont été émises notamment au cours du Congrès d'assistance de 1897 (docteur Toussaint, d'Argenteuil) qui visaient toutes l'organisation d'une Caisse d'assis-

tance médicale, à laquelle les parents des nourrissons seraient tenus de verser des cotisations, et qui prendrait à sa charge tous les frais médicaux et pharmaceutiques.

Il semble que le législateur aurait du faire une place, dans la loi de 1874, à l'assistance médicale des enfants dont ils instituait la protection par les pouvoirs publics. Il n'existe pour ainsi dire pas d'enfant en bas âge qui ne soit atteint de quelque maladie habituelle de l'enfance, telle que la rougeole, la coqueluche, l'entérite etc; ces enfants ont donc toujours besoin, à un moment quelconque, de visites régulières et fréquentes du médecin, et il ne faut pas qu'ils en puissent être privés de par l'ignorance, l'incurie, la crainte ou l'avarice des nourrices. Les soins médicaux font véritablement partie intégrante de la protection accordée à l'enfant; et il me paraît indispensable que la loi organise d'une manière quelconque une assistance médicale des enfants protégés.

Si elle ne l'a pas fait, c'est assurément parce que les soins médicaux qu'il peut être nécessaire de donner aux enfants non indigents doivent être à la charge des parents. Ceux-ci doivent payer les visites du médecin, les médicaments etc. Mais, dans la pratique, les médecins inspecteurs seraient les premiers qualifiés pour donner ces soins aux enfants protégés; ils les donnent souvent en fait, et je crois qu'au moyen de certaines combinaisons financières, que nous étudierons plus loin, le service de la protection du premier âge pourrait être complété par un service d'as-

sistance médicale, sans porter atteinte à ce principe que les parents sont tenus de fournir à leurs enfants des soins, et par conséquent de les payer.

Dans un grand nombre de départements, le préfet se repose presque entièrement du service de la protection des enfants du premier âge sur l'inspecteur des enfants assistés. Ce fonctionnaire est parfaitement qualifié pour une semblable tâche, puisque sa vie est entièrement consacrée à l'enfance, dont il connaît généralement tous les besoins. Mais il faut songer que, le plus souvent, il est déjà bien accablé de travail du fait même du service des enfants assistés, qui est sa fonction propre, pour qu'on se décharge encore sur lui de celui des enfants protégés. D'après les termes mêmes de la loi, il doit simplement centraliser tous les documents relatifs à la surveillance, et rendre compte de ses tournées. Au lieu de cela, c'est lui, dans bien des cas, qui étudie et propose les réformes possibles, que le préfet se borne à approuver; et le comité départemental, dont ce seraient là précisément les attributions, ne joue qu'un rôle très effacé.

Il devrait cependant émettre des vœux sur les questions importantes du service, donner des avis après discussion avec le préfet et l'inspecteur; mais il se contente trop souvent de ratifier le travail tout fait qui lui est présenté, et manque complètement d'initiative. Dans l'intérêt même des enfants, qui seraient protégés d'une manière plus attentive, les préfets devraient encourager les comités départementaux à jouer un rôle plus efficace.

On a souvent observé que la loi de 1874 avait quelque peu sacrifié l'enfant même de la nourrice au nourrisson. Elle exige, en effet, dans son article 8, que l'enfant de la nourrice soit âgé de sept mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il soit allaité par une autre femme, pour que la mère puisse se placer comme nourrice ; et ce sont les seules dispositions de la loi qui concernent l'enfant de la nourrice. Mais cette prescription n'est en fait pas appliquée, et ne peut guère l'être. Le plus souvent, les femmes qui cherchent à allaiter l'enfant d'autrui sont des mères de famille pauvres, ou des femmes non mariées qui ont des ressources très restreintes. Les mois de nourrice qu'elles reçoivent leur permettraient de donner un plus grand bien être à leur enfant, les empêcheront même parfois d'être forcées de l'abandonner ; aussi les médecins n'hésitent-ils pas, fréquemment, à accorder le certificat à la mère bien avant que son enfant ait sept mois, lorsqu'ils ont acquis la certitude que cet enfant n'en souffrira pas.

Quant au nourrisson lui-même, ne sera-t-il pas mieux allaité lorsque la personne à qui on le confie ne sera pas une femme qui nourrit depuis sept mois déjà ? Si, assurément ; et les personnes qui veulent prendre une nourrice recherchent de préférence les mères qui nourrissent depuis trois à quatre mois au plus. La règle de l'article 8 de la loi Roussel n'est donc pas très pratique ; et, d'autre part, elle est insuffisante, car, en dehors des prescriptions de cet article, il n'a été pris aucune disposition en faveur de l'enfant de la

nourrice. Celui-ci pourra se trouver placé dans des conditions déplorables pour sa santé et pour sa vie même, soit que sa mère s'éloigne de lui pour aller se placer sur lieu, soit qu'elle prenne à demeure un nourrisson à qui elle sera obligée de donner des soins constants. Aussi a-t-on proposé que la protection de l'article 1^{er} de la loi de 1874 fût étendue à l'enfant de la nourrice elle-même, qui se verrait l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics à l'égal du nourrisson ; et je crois que cette mesure obtiendrait les meilleurs résultats, et serait d'une grande efficacité dans de nombreuses circonstances.

La loi de 1874 ne s'applique, d'après les termes mêmes de son article 1^{er}, qu'aux enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde « hors du domicile de leurs parents ». C'est bien dire expressément que les enfants qui sont élevés chez leurs parents échappent à toute protection et à toute surveillance des pouvoirs publics, au point de vue de l'alimentation qu'ils peuvent recevoir et des soins qui leur sont donnés. Cela tient à ce qu'on se heurte dès l'abord à la vieille autorité familiale, aux droits des parents sur leurs enfants, à cette ancienne conception de la puissance paternelle encore trop largement admise aujourd'hui et qui ne saurait tolérer l'ingérence dans la famille d'aucune autorité étrangère, fût-ce même pour le bien.

Cependant les faits sont là, qui prouvent que dans nombre de familles pauvres la mortalité infantile est énorme, parce que chaque nouvelle naissance aug-

mente la misère du ménage, et y rend les conditions d'hygiène de plus en plus déplorables. Lorsque les enfants meurent dans de pareilles proportions, faut-il donc les laisser périr, se refuser à exercer sur eux aucune surveillance, sous prétexte de ne pas porter atteinte aux droits des parents en pénétrant dans la famille pour y exercer un contrôle ? Assurément non. D'ailleurs, sous l'influence des nécessités sociales, les idées se sont modifiées sur ce point d'une manière très sensible, et presque tous aujourd'hui reconnaissent la légitimité de ce contrôle, et même son caractère indispensable.

Il ne s'agit point sans doute, dans la matière qui nous occupe, d'étendre les dispositions de la loi Roussel et les mesures de surveillance qu'elle comporte à tous les enfants élevés dans leur famille. Cela serait impossible, et d'ailleurs inutile. L'enfant qui naît dans une famille aisée est entouré des soins les plus intelligents et de plus en plus éclairés ; rien, ou presque rien ne lui manque, et, dans ce milieu, la mortalité est faible, ou tout au moins normale. Mais il y a partout des familles qui ont besoin d'une aide pour pouvoir élever leurs enfants, et qui sollicitent elles-mêmes cette assistance. Dans ces familles indigentes, les enfants sont secourus, ainsi que nous l'avons vu, soit par la commune, soit par le département, soit par des sociétés de charité maternelle ou de protection de l'enfance. La mère reconnaît elle-même qu'elle ne peut point, avec ses seules ressources, subvenir aux besoins de l'enfant ; elle accorde

elle-même le droit aux pouvoirs publics de s'ingérer dans son ménage, et réclame même cette ingérence. Voilà la question de droit aplanie. Du moment que l'enfant est secouru, ne peut-il être également protégé ? et, du moment qu'il le peut, ne doit-il pas l'être ?

La mère ou le ménage sont misérables : on leur donne assistance, dans l'intérêt de l'enfant. Le lait employé est mauvais, la mère ignore jusqu'aux soins les plus élémentaires qu'elle devrait donner à l'enfant ; l'enfant, bien que secouru, est en danger de mort parce qu'il n'est ni surveillé, ni protégé : on doit lui accorder cette protection. Je voudrais donc voir le bénéfice des dispositions de la loi de 1874 accordé à tous les enfants élevés dans leur famille et qui sont secourus d'une manière quelconque, soit par l'état, le département ou la commune, soit par les sociétés privées.

En pratique, du reste, cette protection, qui est le complément naturel de l'assistance, serait facile à organiser. Déjà les bureaux de bienfaisance n'accordent des secours que sous certaines conditions ; en application de la nouvelle disposition de la loi, les médecins inspecteurs n'auraient qu'à signaler les parents dont les enfants ne reçoivent pas des soins suffisants, et ces parents seraient menacés de se voir retirer tout secours. Nul doute qu'à la prochaine visite le médecin ne trouve un grand changement dans la situation de l'enfant. Cette extension de la loi Roussel permettrait donc de s'assurer en même temps si les secours accordés profitent vraiment bien à l'enfant. La protection des enfants élevés dans les fa-

milles indigentes apporterait un remède à la mortalité qui sévit sur eux ; et il semble que, en bonne justice, ces enfants devraient bénéficier de cette protection, puisque, s'ils ne sont pas, comme les autres, éloignés de leurs soutiens naturels, de leurs parents, ils sont nés de parents incapables de remplir leur rôle par eux-mêmes sans recourir aux institutions d'assistance.

La loi du 23 décembre 1874 occasionne des dépenses assez considérables. La tenue des registres, la délivrance des certificats et des carnets d'une part ; puis les émoluments accordés aux secrétaires de mairies, les déplacements des juges de paix, les missions spéciales des inspecteurs et les visites des employés chargés de ce soin, lorsqu'il en existe ; enfin la rémunération des médecins inspecteurs, tout cela entraîne des frais d'une certaine importance. Si, comme nous le désirons, l'inspection médicale était obligatoire partout, et s'étendait non seulement aux nourrissons élevés hors du domicile de leurs parents, mais encore aux enfants des nourrices elles-mêmes et aux enfants secourus élevés dans leur famille ; — si enfin les médecins inspecteurs étaient en outre chargés du traitement médical des nourrissons non indigents, qui ne bénéficient pas des dispositions de la loi du 15 juillet 1893, ces frais seraient augmentés dans de fortes proportions.

D'après l'article 15 de la loi de 1874, les dépenses sont mises moitié à la charge de l'Etat et moitié à celle des départements. La partie à la charge des dé-

partements est supportée par les départements d'origine des enfants et par les départements où le placement est effectué, suivant une répartition établie par le Ministre de l'intérieur. Les deux départements payaient tout d'abord par moitié ; puis, depuis une circulaire du 14 juin 1880, la proportion est de 25 0/0 pour le département du placement, et de 75 0/0 pour celui d'origine. Il semble bien qu'en bonne équité la dépense devrait être supportée toute entière par le département d'origine, c'est-à-dire par celui où est né l'enfant. Il peut exister, en effet, et il existe des départements où un très grand nombre d'enfants sont envoyés en nourrice, parce que le climat y est sain, les femmes robustes et propres, et surtout parce que, en raison même de ces conditions avantageuses, l'industrie nourricière s'y est beaucoup développée. Ces départements auront donc des charges considérables à supporter pour des enfants qui leur sont étrangers, qui quitteront prochainement la région, et dont les parents paient leurs contributions ailleurs. C'est là une situation injuste, et le département où sont domiciliés les parents de l'enfant, celui où ils acquittent leurs impôts, devrait supporter entièrement la part afférente aux départements dans les dépenses de la loi de 1874.

On peut même se demander pourquoi les parents eux-mêmes des enfants placés ne contribuent pas à ces dépenses. Il y aurait là une réforme importante de la loi de 1874 que nous voudrions voir réaliser. Sans doute, ainsi que nous l'avons vu précédemment, la protection de l'enfant qui se trouve momentanée-

ment séparé des parents incombe à la société, représentée ici par l'Etat et les départements. L'Etat doit se préoccuper de cette protection, l'organiser et la mettre en pratique ; lui seul peut et doit se charger de ce soin ; mais est-il juste qu'il en supporte à lui seul tous les frais ?

La loi de 1874 a organisé non des mesures d'assistance, mais des mesures de protection. Les parents peuvent-ils donc envoyer leurs enfants au loin, et se débarrasser de tout souci de surveillance à leur égard, en se reposant entièrement de ce soin sur les pouvoirs publics ? Remarquons bien qu'il ne s'agit pas ici des *indigents*. Il est évident que la protection, complément naturel et nécessaire de l'assistance, fait même en quelque sorte partie de l'assistance donnée aux indigents, et que, par suite, il ne saurait être question de rien leur réclamer de ce chef.

Mais l'Etat assure sa protection à la première enfance, et prend à sa charge une partie des dépenses de ce service public, ce qui est juste. Ne semble-t-il pas également juste que les parents des enfants protégés contribuent aux charges de la surveillance instituée uniquement dans leur intérêt ? L'article 203 du Code civil proclame, comme une obligation des époux, le soin de nourrir, entretenir et *élever* leurs enfants. La loi a reconnu nécessaire l'organisation d'une surveillance de la première enfance ; si cette surveillance est un des facteurs nécessaires de l'éducation, ou plutôt de l'élevage des jeunes enfants, ne fait-elle point partie de ces soins que le Code civil oblige les parents

à leur donner ? Je vois donc, d'une part, l'Etat remplissant son devoir social en organisant la protection de la première enfance comme un service public, et, de l'autre, les parents remplissant leur devoir naturel et familial en participant à cette protection, c'est-à-dire, dans la pratique, en contribuant aux dépenses qu'elle entraîne.

L'établissement du service de la protection a été retardé dans certains départements, et est encore entravé, dans quelques-uns, par ce fait que les dépenses mises à la charge du département ne sont pas obligatoires pour lui. Aussi plusieurs conseils généraux ont-ils refusé pendant longtemps le vote des crédits nécessaires. N'est-il pas regrettable de voir une institution de première nécessité sociale, comme la protection de l'enfance, arrêtée dans son essor par une simple question d'argent ? Il faut pourtant compter avec les nécessités budgétaires, et, si les conseils généraux ne votaient pas de crédits, c'est presque toujours parce qu'ils ne le pouvaient pas. Cette impossibilité disparaîtrait d'elle-même si les parents de tous les enfants protégés, *non indigents*, contribuaient aux dépenses mises à la charge des départements par la loi de 1874 ; et ces dépenses pourraient alors, comme cela devrait exister, être rendues obligatoires pour le département. D'autre part, ainsi que nous l'avons vu, et comme beaucoup de bons esprits l'ont demandé, l'organisation d'une *assistance médicale* des enfants protégés serait une réforme très désirable. Mais, comme on l'a observé, ces soins médicaux

doivent être à la charge des parents, dont c'est le premier devoir naturel et légal d'assurer la santé de leurs enfants ; l'assistance médicale, instituée comme complément obligatoire des mesures de protection, retomberait naturellement à la charge des parents, si ceux-ci étaient tenus d'acquitter une taxe suffisante, comme contribution aux dépenses du service de protection hygiénique et médicale.

Aussi tout enfant, assisté ou indigent, mis en nourrice par les administrations ou par les sociétés privées, ainsi que tout enfant élevé à la charge des parents, mais aidé au moyen de secours et admis à l'assistance médicale organisée par la loi du 15 Juillet 1893, bénéficierait gratuitement des dispositions de la loi sur la protection de la première enfance. Quant à tous les enfants non indigents, les parents qui les placeraient à leurs frais en nourrice, en sevrage ou en garde, seraient obligés de payer une certaine contribution au département du lieu de naissance de l'enfant. Les carnets dont sont munies les nourrices doivent mentionner les dates des paiements des salaires ; ces carnets pourraient indiquer également le montant du salaire mensuel, et le maire de la commune du placement, en notifiant ce placement, ainsi qu'il le doit, au maire de la commune où a été faite la déclaration d'envoi en nourrice, lui donnerait connaissance du chiffre de ce salaire.

La taxe serait établie proportionnellement à ce chiffre, au bénéfice du département d'origine, et pourrait être recouvrée par le percepteur soit en une

seule fois, soit plutôt chaque mois, jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de deux ans. L'Etat continuerait à supporter la moitié des dépenses du service de la protection ; quant à l'autre moitié, la contribution des parents pourrait être assez forte, tout en restant assez modérée pour ne point les gêner, pour l'acquitter presque complètement. Quels parents, donnant par exemple des mois de nourrice de 30 fr. hésiteraient à payer une petite taxe du quinzième de cette somme environ, soit 2 fr. par mois, dont on pourrait leur rendre le versement très facile de bien des manières, pour assurer à leur enfant une protection plus certaine et plus efficace ?

Cette taxe permettrait à bien des départements peu fortunés d'instituer partout un service de protection de la première enfance parfaitement organisé. Ce service comporterait une inspection médicale dans toutes les communes, un service complémentaire de traitement médical, et s'étendrait à tous les enfants placés en nourrice comme aux enfants des nourrices elles-mêmes ; pour la surveillance, il s'appliquerait également aux enfants pauvres et secourus, élevés par leur mère au foyer familial. Ainsi pourrait être complétée et menée à son plein développement l'œuvre de haute bienfaisance sociale due à l'initiative de M. Th. Roussel.

CHAPITRE V

Assistance et protection matérielles, intellectuelles et morales de la seconde enfance

Lorsqu'il a dépassé les deux ou trois premières années de son existence, l'enfant est beaucoup moins exposé aux maladies qui emportent tant d'enfants en bas âge. Néanmoins, il a encore besoin de soins; et, par conséquent, s'il est indigent, d'assistance. Mais il commence surtout à avoir besoin, et de plus en plus à mesure qu'il grandit, de soins moraux et intellectuels. L'enfant qui reste élevé au foyer familial, celui dont je m'occupe ici, est généralement entouré par sa mère de tous les soins ordinaires et désirables. Il ne peut se passer cependant de l'assistance et de la protection de la société, lorsque ses parents sont pauvres, et parviennent à grand'peine à subvenir à leurs besoins par un travail qui les tient éloignés de leur demeure; lorsque la mère, comme le père, est nécessairement absente du foyer, ou, présente, est impuissante, avec ses propres ressources, à assurer la santé de son enfant et à l'élever.

L'enfant indigent malade, malingre ou débile, bénéficie d'une large assistance médicale qui lui est donnée de deux manières, soit à domicile, soit dans divers établissements, tels que les hôpitaux, les hospices, les sanatoria, etc. En province, la loi du 15 juillet 1893 a organisé l'assistance médicale gratuite sur des bases telles que, désormais, tout indigent malade doit être secouru à domicile lorsque son état le nécessite. Cette loi n'est pas applicable à Paris, mais le titre II du décret du 15 novembre 1895 est consacré à l'assistance médicale, qui assure aux malades soit la visite et le traitement à domicile, soit la consultation et le traitement au dispensaire. Chaque arrondissement de Paris possède un ou plusieurs dispensaires, dans lesquels un personnel médical donne des consultations, et où sont délivrés gratuitement des médicaments.

Le premier dispensaire pour enfants malades fut créé au Havre en 1875 par le Dr Gibert. « Le but des dispensaires est de venir gratuitement en aide aux enfants malades non alités, quels que soient leur âge, les maladies dont ils sont atteints, leur domicile, leur nationalité, par des pansements, des applications d'appareils, et par l'administration de médicaments et d'aliments au local même du dispensaire; de leur assurer de la sorte un traitement régulier et efficace, en dépensant le moins d'argent possible, et en leur conservant les avantages de la vie de famille ». Tel est, en effet, le rôle excellent du dispensaire, qui permet de ne pas écarter l'enfant malade, même momen-

tanément, de son foyer, et qui lui conserve les soins les plus tendres qu'il puisse trouver, ceux de sa mère, tout en n'exigeant aucune de ces dépenses qu'il est impossible à un ménage pauvre de faire.

Répartis dans tous les arrondissements de Paris, ils sont au centre même de la grande cité, et n'obligent presque à aucun dérangement pour y conduire l'enfant aussi souvent que cela est nécessaire pour sa santé. Les sommes consacrées chaque année à Paris à l'assistance médicale à domicile des enfants s'élèvent à environ 300.000 fr. (1).

Lorsque le médecin juge l'hospitalisation nécessaire, l'enfant est traité dans des hôpitaux spéciaux, ou dans des quartiers d'hôpitaux affectés à l'usage des enfants. Pour bien des raisons, en effet, il importe que l'enfant ne soit pas admis à l'hôpital dans les mêmes salles que l'adulte. La plupart des maladies qui atteignent l'enfance sont contagieuses, lui sont propres, exigent des soins spéciaux, et, chez le personnel médical ou chirurgical, des études spécialement dirigées vers le traitement de l'enfant. Les convenances et la morale s'accordent également pour vouloir que l'enfant ne se trouve pas en contact avec l'adulte dans une salle d'hôpital; aussi a-t-on de plus en plus tendance, avec raison, à placer les enfants malades dans des hôpitaux ou des parties d'hôpitaux à eux consacrés.

Cela n'est pas possible partout; à Paris, où l'assistance est si bien organisée dans la plupart de ses

(1) Revue « *l'Enfant* ».

branches, les enfants ne sont jamais admis dans les hôpitaux généraux. L'hôpital des Enfants-Malades et l'hôpital Trousseau, puis les nouveaux hôpitaux Bretonneau, Hérold, et de la rue Michel-Bizot qui remplace Trousseau, sont spécialement destinés aux enfants âgés de moins de quinze ans. Les enfants convalescents sont envoyés à la campagne dans les établissements de la Roche-Guyon et de Forges-les-Bains; les enfants scrofuleux sont soignés à l'hôpital maritime de Berck-sur-Mer, et les enfants anémiques ou tuberculeux au sanatorium de Hendaye, dans les Basses-Pyrénées.

Cette assistance, si largement donnée aux enfants dans des établissements différents suivant qu'ils sont malades ou convalescents, scrofuleux ou anémiques, n'a pas paru encore suffisante à de généreux esprits. C'est ainsi qu'au Congrès d'Assistance de 1900, M. Savouré-Bonville a fait émettre par la première section le vœu que des asiles ou des établissements d'éducation spéciaux fussent créés pour les enfants dégénérés de tous ordres. Il a demandé également qu'une commission fut instituée dans le but d'étudier les moyens de fonder un nombre suffisant d'établissements spéciaux, pour que les enfants pauvres, anémiques ou lymphatiques fussent soumis à un régime reconstituant, et mis en mesure d'être rendus en quelques années forts et bien portants à leurs familles.

A côté des efforts faits par les pouvoirs publics pour sauvegarder la vie et la santé de nos enfants

indigents malades, il est juste de louer les tentatives faites et les grands progrès accomplis par la charité privée dans le même but. Il est très remarquable que c'est surtout depuis une vingtaine d'années au plus, que, des deux côtés, les préoccupations des esprits se soient portées d'une manière continue vers cette assistance de l'enfance, qui devient de plus en plus avec les conditions actuelles de la vie, une nécessité sociale. On a beaucoup fait pour combattre et enrayer les maux qui frappent l'enfance. Peut-être a-t-on un peu trop oublié l'adage que « prévenir, c'est guérir » et pourrait-on souhaiter qu'il fût pris davantage de mesures pour empêcher l'enfant, non point de mourir s'il est malade, mais de tomber malade, de dépérir ou de devenir infirme. Les moyens propres à faciliter ces prévisions, à prendre en quelque sorte l'offensive contre le mal avant même qu'il eût commencé d'engager l'action, pourraient être étudiés par des commissions de législateurs et d'hygiénistes compétents, et l'on obtiendrait — j'en suis certain — de très appréciables résultats.

La santé morale et le développement intellectuel de l'enfant n'ont pas moins d'importance que sa santé physique. Est-ce dans sa famille que l'enfant pauvre, ou simplement l'enfant peu aisé, sera mis en possession de ces biens? Evidemment non. Lors même que les parents sont de braves et honnêtes gens, lors même qu'ils ne sont pas dépourvus de certaines connaissances élémentaires, pourront-ils élever leur enfant, et lui inculquer des principes de morale? Le

père est toute la journée à son travail extérieur, la mère, même si elle reste à la maison, est accablée de la besogne journalière et des soins matériels du ménage : tous deux sont du reste incapables de remplir le rôle d'éducateurs. En somme, l'enfant pauvre, l'enfant d'ouvriers est presque complètement privé de toute direction morale et intellectuelle, presque abandonné à ce point de vue, si la société ne se charge pas de cette fonction.

Dans beaucoup de familles pauvres, l'enfant ne peut pas être gardé à la maison durant toute la journée : il y a impossibilité matérielle ; dans toutes, s'il y reste, ce sera à son grand détriment : il y a grave inconvénient moral. La société prend donc l'enfant élevé dans la famille pendant les heures de travail, des parents, le garde, le surveille et l'instruit, puis le rend à son foyer à midi et le soir, c'est-à-dire aux heures des repas en famille.

Nous avons vu que, presque dès sa naissance, l'enfant était admis à la crèche. Au sortir de la crèche, il trouve l'école maternelle. Point d'interruption : ne faut-il pas que la mère puisse vaquer à son travail, tout en étant certaine que son enfant est bien surveillé, et ne court aucun danger ? Ne faut-il pas que l'enfant lui-même commence à recevoir les premiers principes de l'éducation, de l'instruction même, puisqu'il peut rester à l'école maternelle jusqu'à six ans ? Mais, tandis que l'Etat n'a pas jugé nécessaire de s'occuper du petit enfant élevé dans sa famille, tandis qu'il a laissé à l'initiative privée le soin de fonder

et d'organiser des crèches, c'est lui qui a institué l'école maternelle, comme établissement de *première éducation*, destiné à préparer l'enfant aux bienfaits de l'instruction.

Il serait superflu de vouloir démontrer aujourd'hui l'utilité de l'instruction, qui est depuis longtemps prouvée. Pour nous en tenir aux faits, il suffit de voir qu'en 1875, sur 7.900 garçons coupables, 4.421 ne savaient ni lire, ni écrire, soit une proportion d'illettrés de près de 56 %; et, pour les filles, 1.314 sur 2.006, c'est-à-dire plus de 65 %, étaient complètement illettrées. M. d'Haussoville, qui cite ces chiffres dans son bel ouvrage de *l'Enfance à Paris*, affirme qu'ils ont seulement une valeur démonstrative en ce sens que les enfants qui vagabondent au lieu de fréquenter l'école finiront par devenir les hôtes de la prison. Il établit donc seulement entre l'ignorance et la criminalité un simple rapport de concomitance. Je crois qu'en bien des cas on peut sans hésiter établir entre ces deux termes un rapport de cause à effet. Sans doute les mauvais instincts, la perversité de la nature sont les causes primordiales de la corruption, de la débauche ou du crime, mais la nature peut être redressée, l'enfant peut être amendé. La culture intellectuelle, et la culture morale qui doit nécessairement l'accompagner, obtiendront de salutaires résultats sur l'esprit et sur le cœur de l'enfant.

La fréquentation de l'école a d'abord cet effet purement matériel de retenir l'enfant dans un lieu où il ne reçoit que de bons exemples, et de l'empêcher de

vagabonder par les rues ; puis les enseignements qu'il y reçoit devront lui apprendre le chemin du devoir et la pratique du bien. Aussi peut-on considérer, à ces deux points de vue, la loi qui a rendu chez nous l'instruction primaire obligatoire comme une véritable loi protectrice de l'enfance, et des meilleures.

Il y a seulement dix-neuf ans que cette réforme si importante a été introduite dans notre législation. La loi du 28 mars 1882, dans son article 4, déclare en effet que l'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes, âgés de six ans révolus à treize ans révolus. Cette loi institue d'une manière générale l'enseignement primaire, dont l'organisation a été définitivement établie et complétée par la loi du 30 octobre 1886 et le décret du 18 Janvier 1887. Nous avons vu que l'enfant pouvait être admis dès l'âge de deux ans à l'école maternelle, qui a ainsi remplacé l'ancienne salle d'asile. Entre l'école maternelle et l'école primaire se trouve, comme degré intermédiaire, la classe enfantine, où les enfants sont reçus dès l'âge de quatre ans, et peuvent être conservés jusqu'à l'âge de sept ans ; enfin, depuis l'âge de six ou sept ans jusqu'à celui de treize ans, l'école primaire est chargée du soin d'instruire et d'élever les jeunes enfants. Ceux-ci sont tenus d'en suivre les cours, à moins qu'ils ne reçoivent de leurs parents une instruction suffisante.

Ainsi, depuis la première enfance jusqu'au commencement de l'adolescence, l'enfant est admis, il est même tenu de se faire admettre dans ces établissements où,

mis en contact avec un grand nombre d'enfants du même âge, les premiers instinct de la sociabilité et les premières notions de la mutualité pourront se développer facilement en lui, où il reçoit à la fois une instruction élémentaire simple et pratique; et un enseignement moralisateur. Toute cela ne lui coûte rien : l'école est gratuite et cette loi, bienfaisante au premier chef, n'a pas tardé à donner les meilleurs résultats.

Certains enfants, malheureusement, continuent encore à ne pas fréquenter l'école, surtout dans les petits villages des campagnes éloignées. Les pénalités édictées par les articles 13 et 14 de la loi du 28 Mars 1882 ne sont presque jamais appliquées. Elles sont du reste trop faibles, et l'affichage à la porte de la mairie du nom des parents coupables de n'avoir pas envoyé leur enfant à l'école doit les laisser assez indifférents. L'amende de simple police de 11 à 15 fr. (art. 479, 480, C. Pén.) qui pourrait leur être infligée en cas de double récidive, les toucherait assurément davantage; mais elle est complètement ignorée en fait. Il serait cependant très désirable qu'aucun enfant ne restât étranger aux bienfaits de l'instruction. Cette instruction élémentaire, en effet, devait être conçue, et l'a été, comme un enseignement destiné à donner à l'enfant, en même temps que les connaissances essentielles nécessaires à tout être humain, des principes de morale et d'éducation assez fermes pour faire de lui un honnête homme.

Le personnel enseignant, à de très rares exceptions

près, a une conception parfaite de son rôle, et s'est rendu digne de tous les éloges. L'instituteur doit être un éducateur, autant et davantage même qu'un professeur. L'article 27 du décret du 18 Janvier 1887 place en première ligne des matières que comprend l'instruction primaire : *l'enseignement moral et civique*. N'est-ce pas dire que cette instruction a surtout pour but de faire de l'enfant un homme honnête et un bon citoyen ? L'instituteur devra développer chez l'enfant les sentiments d'honneur et de droiture, et par là il l'empêchera de devenir plus tard un homme sans foi ni loi ; il devra combattre chez lui les instincts ou les habitudes de paresse, et l'accoutumer à la discipline du travail ; en même temps il devra l'instruire assez pour le mettre en mesure d'aborder sans difficulté le métier ou l'emploi qu'il choisira. L'école primaire a une influence des plus salutaires sur l'avenir de l'enfant ; elle est vraiment l'école de la vie.

Le législateur s'est aussi préoccupé de permettre à l'enfant indigent de fréquenter l'école, et d'en suivre avec profit, l'enseignement. L'article 17 de la loi du 28 Mars 1882 rend obligatoire dans toutes les communes l'établissement de la *Caisse des écoles*, instituée par la loi du 10 Avril 1867. La Caisse des écoles reçoit des cotisations, des dons et des legs, le montant des quêtes faites dans la commune à son profit ; elle est également subventionnée par la commune elle-même, par le département ou par l'Etat. Elle fournit son assistance à tout élève indigent, dans le but de l'encourager et de lui faciliter ses études, elle dé-

livre notamment des fournitures de classe, des vêtements et même du linge pour l'hiver ; dans beaucoup de communes, elle organise une cantine gratuite, des voyages de vacances, des jeux scolaires dont les récompenses sont des objets de première utilité. La Caisse des écoles est donc une véritable œuvre d'assistance, en même temps qu'une œuvre de protection pour l'enfant pauvre, à qui elle assure l'instruction qu'il ne pourrait recevoir sans elle.

La santé des enfants qui suivent les cours de l'enseignement primaire n'a pas été négligée. D'après l'article 3 de l'arrêté ministériel du 18 Janvier 1887, un médecin nommé par le maire visite une fois par semaine les écoles maternelles et inscrit ses observations sur un registre particulier. Cette pratique de l'inspection médicale s'est généralisée dans beaucoup de communes à toutes les écoles. Le médecin devra s'assurer si les prescriptions de salubrité et d'hygiène sont toujours bien observées, s'il n'y a dans l'établissement aucun danger de contamination, et si aucun enfant ne présente les symptômes d'une maladie contagieuse, auquel cas il devrait l'éloigner immédiatement de ses camarades. Cette inspection médicale est pour ainsi dire indispensable, et a déjà conjuré dans bien des circonstances de graves épidémies.

La sollicitude des pouvoirs publics ne s'étend pas seulement aux enfants qui se trouvent dans des conditions de vie normales, mais encore à ceux que quelque infirmité rend inaptes à suivre les cours de l'école primaire. Elle a fondé des institutions pour les

jeunes aveugles, à Paris et ailleurs ; pour les sourds-muets et les sourdes-muettes, à Paris, à Bordeaux, etc. Les enfants arriérés sont reçus et instruits, autant que cela est possible, dans le service créé par le docteur Bourneville qui leur est réservé à Bicêtre ; les jeunes teigneux, exclus des écoles de la ville à cause des dangers de contamination qu'ils présentent, sont admis à Paris à l'Ecole Lailler, annexe de l'Hôpital Saint-Louis. D'autre part, de nombreuses écoles professionnelles et d'apprentissage ont été fondées, qui permettent à l'enfant d'acquérir, tout en s'instruisant, les connaissances nécessaires au métier auquel il se destine.

Lorsque l'enfant a atteint l'âge de treize ans, ou lorsqu'il a passé avec succès les examens du certificat d'études, la société ne l'abandonne pas encore à ses seules forces, s'il désire augmenter et perfectionner son instruction primaire. Elle a créé des écoles primaires supérieures et des cours complémentaires, où l'enseignement théorique est largement complété par un enseignement pratique se rapportant plus particulièrement à l'industrie de la contrée. L'aide vraiment utile que l'on peut donner à l'enfant n'est-elle pas, en effet, de le mettre en mesure, non seulement de gagner sa vie, mais de la gagner le mieux possible, et de se procurer la plus grande somme de bonheur justement et moralement possible ? L'école primaire supérieure contribue puissamment à lui faire atteindre ce but, et les *Comités de patronage* créés et organisés par le décret et l'arrêté du 18 janvier 1887 sont

une institution des plus salutaires pour l'enfant et des plus propices à ses intérêts. Chaque école primaire supérieure possède un comité de patronage, qui veille aux intérêts matériels des élèves, et se préoccupe surtout de leur avenir, en consacrant ses soins à leur instruction technique, et en les pourvoyant souvent d'un emploi à leur sortie de l'école.

Grâce à cet ensemble de dispositions législatives, l'enfant, lorsque cela est nécessaire, est pris encore au berceau, et placé sous la protection des pouvoirs publics jusqu'à l'adolescence ; il est instruit et dirigé jusqu'au moment où il peut, par ses propres forces, commencer à subvenir à ses besoins.

Mais ces lois excellentes qui ont constitué chez nous l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel ne sont pas suffisantes, dans la majorité des cas, pour assurer d'une façon absolue le développement moral de l'enfant. Cela tient à ce que l'enfant n'est ainsi protégé et mis à l'abri de toute mauvaise influence que certains jours et à certaines heures. L'école vaque le dimanche et les jours de fête, le jeudi même ; les cours sont interrompus pendant presque deux mois en été ; même les jours de classe, l'enfant est libre le soir à quatre heures, à cinq heures au plus tard (1). Que fera-t-il après quatre ou cinq heures, le dimanche et les jours de fête, et durant les vacances ? Que deviendra-t-il aussi à certaines

(1) Depuis un certain nombre d'années, à Paris et dans quelques grandes villes tout au moins, les enfants peuvent être maintenus à l'école jusqu'à sept heures du soir, sur la demande des parents.

heures lorsque, après l'école, il commencera de fréquenter l'atelier ? L'enfant devrait trouver dans son foyer même la surveillance dont il a besoin. A côté de l'école, et en dehors des heures de l'école, le père ou la mère de famille doivent aider à l'instruction de l'enfant et surveiller de près ses actes et ses fréquentations. Malheureusement, ce devoir est mal rempli, ou n'est pas rempli par un grand nombre de parents. Il est juste aussi de dire que ceux-ci ne le peuvent pas dans la majorité des cas ; quoiqu'il en soit, l'enfant des grandes villes principalement, l'enfant d'ouvriers est trop souvent abandonné sans aucune surveillance dès qu'il a quitté l'école.

Plus tard aussi, lorsque l'enfant commence son apprentissage, et cherche la voie qu'il doit suivre, les bons conseils, une direction intelligente lui font trop souvent défaut. C'est alors que se manifeste le rôle bienfaisant des comités de patronage et des sociétés de protection de toutes sortes. En cette matière, l'initiative privée a fait preuve d'une grande activité, et cela se conçoit aisément. Il s'agit de créer des centres, des foyers où le jeune enfant trouve un emploi agréable de son temps et des distractions honnêtes et instructives, de manière à suppléer l'insuffisance morale du foyer familial, ou à remplacer en quelque sorte les parents trop longtemps absents de ce foyer. Il s'agit d'empêcher l'enfant de se perdre, tout en le maintenant dans sa famille ; il s'agit aussi de le relever et de l'arracher au mal, s'il est déjà tombé. Ces centres doivent donc être tout intimes ; ils doivent présenter

l'image de la famille, et tout caractère officiel doit en être banni.

De nombreuses œuvres ont été fondées dans ce sens (1). Certaines sont des patronages professionnels, qui s'occupent du sort de tout enfant se destinant à tel ou tel métier, tâchent de le placer dans les conditions les plus avantageuses, et lui donnent entre temps des distractions utiles et agréables; d'autres sont des cercles ayant un caractère religieux, ou ne présentant pas ce caractère, qui réunissent les enfants le soir, les dimanches et jours de fête, et organisent entre eux des jeux ou des lectures. De nombreuses bibliothèques ont été fondées où l'enfant trouve des ouvrages amusants ou d'instruction pratique. La *Société générale de protection de l'enfance abandonnée*, fondée par M. Bonjean en 1880, indique dans ses statuts le but de sa création : C'est : « la protection efficace et paternelle des enfants délaissés des deux sexes. A cet effet, elle recueille les enfants délaissés âgés de moins de 16 ans qui lui sont signalés par un de ses membres, ainsi que par l'autorité administrative ou judiciaire ; elle les fait élever, sous sa surveillance, soit dans les établissements modèles qu'elle crée et administre elle-même, soit dans les établissements privés déjà créés ; elle crée ou patronne des établissements spéciaux des-

(1) On peut citer la *Société de patronage de l'enfance et de l'adolescence* dirigée par M. Rollet ; — le *Patronage familial* — l'*Orphelinat de la bijouterie*, qui s'intéresse aux enfants pauvres dont les parents faisaient partie de cette branche d'industrie, et s'efforce de leur conserver les bienfaits de la vie de famille.

« tinés aux jeunes détenus, organise le patronage
« efficace de ses pupilles quand ils ont terminé leurs
« études ; étend son action sur toute la France et sur
« les colonies ».

M. Bonjean vit son entreprise couronnée de succès, et la prospérité de la Société montre sans conteste l'utilité de l'institution, son efficacité et son but moral.

La société, qui avait débuté en 1882 avec 3.053 adhérents, en comptait 5.200 l'année suivante pour atteindre en 1896 le chiffre de 54.298. Les adoptés de la Société réellement incorporés à cette date, s'élevaient à 4.727 (1).

Elle s'occupe de l'instruction et de l'éducation de ses pupilles jusqu'à l'âge de 12 ans pour, à cette époque, leur faire commencer un apprentissage agricole ou industriel.

Parmi ces enfants, beaucoup ont encore leur famille, et vivent même habituellement dans leur famille ; c'est ainsi que cette Société s'occupe des enfants mineurs de seize ans que leurs parents, pour un motif quelconque, ne peuvent surveiller ou pourvoir d'un état ; — de ceux qui ont été arrêtés pour délit ou vagabondage ; — de ceux dont les parents ont été condamnés pour plus de six mois à des peines afflictives, et qui se trouvent de ce fait momentanément privés de la vie du foyer.

Plus ancienne que la précédente, l'*Œuvre de l'Adoption*, fondée en 1859 par M. l'abbé Mai-trias, et reconnue d'utilité publique en 1870, est

(1) Discours de M. Bonjean à l'assemblée générale d'avril 1896.

dirigée par un comité mixte de 25 membres laïques ou ecclésiastiques et a dans les départements des représentants, des directeurs diocésains.

Elle recueille dans toute la France, et plus particulièrement dans les pays industriels, des orphelins des deux sexes, des enfants dont le père ou la mère survivants ont disparu depuis 2 ans ou ont été condamnés à un emprisonnement qui dépasse deux années. Peu importe que ces enfants soient légitimes ou naturels, elle les adopte et leur apprend les travaux agricoles plus spécialement. Les garçons sont gardés jusqu'à l'âge de 18 ans, les filles jusqu'à 21 ans, et confiés à des familles honnêtes ou des orphelinats par les soins de l'œuvre.

Cette tutelle, ou mieux cette adoption n'a fait que progresser. Modeste à ses débuts, elle avait, en 1896, recueilli depuis sa fondation 4.586 enfants.

La Société d'encouragement au bien, en 1890, après avoir accordé une distinction à son directeur l'abbé Outhenin-Chalandre disait, dans son rapport :

« Plus de 3.000 petits malheureux lui doivent la
« vie, et le nombre des enfants qu'elle assiste s'accroît
« sans cesse » (1).

Ce nombre s'est si bien accru qu'il a actuellement dépassé 6.000 adoptés !

Des sociétés ont été fondées pour réhabiliter par le travail les enfants coupables, pour redresser les enfants difficiles et les empêcher de se perdre irrémédiablement, telles que l'*Union française pour le sau-*

1) Rapport de 1890, Société d'encouragement au bien.

vetage de l'enfance. Cette société, fondée en 1888 par M^{mes} Pauline Kergomard et Caroline de Barreau, et reconnue d'utilité publique en 1891, s'occupe des enfants maltraités, c'est-à-dire délaissés par leurs parents, mendiants ou vagabonds, ou employés à des métiers dangereux. Elle s'occupe aussi et surtout, dirons-nous, des enfants moralement abandonnés. Les dons ont afflué dans ses caisses et son capital dépasse 1 million et demi. Sa sollicitude a embrassé, jusqu'en 1896, 3.500 enfants : elle a atteint aujourd'hui plus de 5.000 protégés. Enfin le *Comité de défense des enfants traduits en justice* s'efforce de faire interroger l'enfant coupable le plus vite possible par le juge d'instruction, afin de le faire relaxer et de lui éviter les dégradantes promiscuités de la prison, si la faute est très légère, d'atténuer autant que possible le délit, s'il est condamné, de l'arracher à la maison de correction pour le confier, ainsi que la loi y autorise, à une œuvre de protection de l'enfance, qui pourra sauver et rendre bon ce petit malheureux que la colonie pénitentiaire aurait perdu.

On peut et on doit placer de pair avec les œuvres précédentes le *Patronage familial* dont le président est M. Albanel, juge d'instruction au Tribunal de la Seine. Son but (1) est la « tutelle morale dans la fa-
« mille et sur la demande de celle-ci, des enfants en
« danger moral âgés de moins de 18 ans, avant toute
« arrestation.

« Elle patronne également, dans leur famille, les

(1) Art. 2 des statuts.

« garçons âgés de moins de 18 ans, arrêtés et remis
« à leurs parents par les autorités administratives ou
« judiciaires, par les cours et par les tribunaux ».

C'est ce qu'exprime en ces termes M. Albanel dans un de ses articles (1) : « Nous avons voulu essayer de
« relever l'enfant dans sa famille, par sa famille, et
« nous pensons que, dans l'immense majorité des cas,
« celle-ci ne peut être considérée comme la cause de
« la mauvaise conduite de l'enfant ».

*
* *

L'article 4 de la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique punit d'une amende de 1 à 5 francs tout débitant prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur de seize ans. Mais personne n'ignore qu'en France, comme du reste en beaucoup d'autres pays, rien n'est moins observé que les lois qui sont prétendues destinées à réprimer l'extension de l'alcoolisme ; que partout, dans le plus petit village comme dans la plus grande ville, les débiteurs peuvent impunément intoxiquer leurs nombreux clients sans distinction d'âge, et au mépris de toutes les lois. La répression, en ce qui les concerne, ne pourrait être trop sévère. Il s'est fondé, il est vrai, des sociétés de tempérance qui essaient d'enrayer le mal, et d'un autre côté on tend de plus en plus à vulgariser la connaissance des ravages causés par l'alcool. Il y aurait à ce mal un remède : il réside dans l'intervention de la

(1) *Bulletin du patronage familial*, 20^e année n° 2.

loi, qui devrait aviser aux moyens à prendre pour arrêter les progrès de l'alcoolisme, soit en frappant l'alcool de droits plus élevés, soit en rendant plus difficile l'ouverture des débits et cabarets, soit même en établissant le monopole de la rectification de l'alcool.

*
**

S'il faut rendre hommage à l'œuvre accomplie en faveur de l'enfance par les diverses sociétés dont je viens de dire quelques mots, il ne faut pas oublier une autre association de création nouvelle, la *Ligue fraternelle des enfants de France*, fondée il y a quelques années, et due à l'initiative de M^{lle} Lucie Félix Faure, qui en est la présidente. Cette ligue, qui rayonne en sections par toute la France, met en pratique de la manière la plus heureuse les principes de la mutualité. Elle rapproche et met en rapport les enfants pauvres et les enfants aisés ; ceux-ci font bénéficier les jeunes déshérités de leur instruction, de leurs connaissances, de leur éducation. Ils les habituent à vivre dans une société de bon ton, à avoir de bonnes manières ; ils leur inculquent de sains principes dans la conversation même, en partageant leurs travaux et leurs jeux.

On a souvent parlé de l'éducation préventive de l'enfant. La Ligue fraternelle des enfants de France constitue un excellent moyen de la lui donner. C'est une école de l'exemple, où le pauvre n'a qu'à gagner dans les rapports qu'on lui facilite : ces relations, à mon avis, sont pour lui une sauvegarde et une garantie

d'honnêteté pour l'avenir. Il faut reconnaître que cette ligue est une œuvre salubre de préservation sociale.

Grâce à ces diverses institutions, on a souvent évité l'application de la loi du 24 juillet 1889, qui aboutit le plus souvent à confier l'enfant maltraité ou moralement abandonné à l'assistance publique. L'abandon où il se trouve de la part des parents peut provenir non de leur indignité, mais seulement de leur faiblesse ou de leur négligence; l'enfant victime de cette situation pourra trouver la sollicitude et la direction morale qui lui faisaient défaut auprès d'une société de protection ou d'un comité de patronage, sans qu'il soit besoin d'en faire un enfant assisté.

Il est remarquable qu'une œuvre aussi utile soit presque complètement accomplie par des associations privées. Le législateur a institué des comités de patronage auprès des écoles primaires supérieures et des écoles professionnelles; pourquoi n'en existe-t-il pas auprès de l'école primaire proprement dite? La question a été soulevée au Congrès d'assistance de 1900 par M. Gaufrès (1), membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, au sujet de ce qu'il appelle les *demi-orphelins*. Ce sont les enfants dont la famille est incomplète de quelque manière, soit que le père ou la mère restent seuls par suite du décès de leur conjoint, soit qu'il s'agisse d'un enfant élevé par sa mère non mariée, ou même par des parents

(1) M. Gaufrès est le Président de la Société de l'orphelinat de la Seine pour l'assistance et l'apprentissage des orphelins et des enfants abandonnés.

qui ont bien voulu le prendre à leur charge, tels qu'aïeul, oncle, tante, cousins ou cousines, etc. La situation de ces enfants, surtout des derniers, sera en général bien plus périlleuse que celle des enfants élevés dans une famille constituée sur des bases normales. Les parents ont d'autant moins d'autorité et accordent une sollicitude d'autant moindre à l'enfant que celui-ci est plus éloigné d'eux par les liens du sang ; d'ailleurs, ils ont eux-mêmes le plus souvent des enfants, et ceux-ci seront naturellement le premier objet de leurs soins. Le demi-orphelin sera donc trop souvent quelque peu abandonné à lui-même ; et néanmoins, du fait même qu'il possède une famille, quelque mutilée qu'elle soit, résulte pour lui la conséquence qu'il ne saurait bénéficier aussi facilement de l'assistance accordée aux orphelins complets.

Afin d'aider et de soutenir ces jeunes enfants si intéressants, M. Gaufres propose la création, auprès de toutes les écoles primaires, d'un Comité de patronage qui serait en quelque sorte pour eux un *Conseil de famille*. Les élèves nécessiteux et insuffisamment protégés seraient assurés d'une assistance éducative au moyen de ce comité, qui serait composé de l'inspecteur primaire de l'arrondissement, président, du directeur ou de la directrice d'école, du délégué cantonal, du délégué de la Caisse des écoles, d'un médecin inspecteur, d'un délégué du Bureau de bienfaisance, etc. La présence de dames, de mères de famille surtout, dans le Comité serait pour l'enfant la garantie qu'il y trouverait une sollicitude presque ma-

ternelle, et que la partie absente de sa famille serait remplacée du mieux possible. Destiné à veiller constamment sur l'enfant, le Comité l'assisterait en cas d'indigence ou de maladie, l'occuperait en lui fournissant d'utiles distractions en dehors des heures de classe toutes les fois que cela serait nécessaire ; consacrerait surtout ses soins aux enfants disposés au vice, ou simplement d'un caractère difficile, les redresserait et les protégerait contre eux-mêmes ; pourrait enfin se préoccuper du sort de tous à la sortie de l'école, en leur facilitant le placement dans de bonnes maisons d'apprentissage ou dans des écoles professionnelles ; en un mot, remplirait à leur égard le rôle de parents intelligents et soucieux de l'avenir de leurs enfants.

Cette protection de l'enfant à l'école même, plus spécialement utile aux *demi-orphelins*, pourrait s'appliquer naturellement à tous les enfants fréquentant l'école, car bien souvent, ainsi que nous l'avons vu, ceux dont la famille est complète ne trouvent pas dans leurs parents des protecteurs et des soutiens suffisants. L'assistance matérielle est donnée à l'école primaire par la Caisse des écoles, qui existe partout et remplit partout son rôle d'une manière très satisfaisante ; l'assistance éducative et morale peut et doit aussi être donnée partout, à l'école même, au moyen des Comités de patronage ; et je suis convaincu que, grâce à ces comités, les plus heureux résultats seraient obtenus. Cette institution ne toucherait en rien aux attributions de tant d'excellentes sociétés qui s'intéressent au sort

de l'enfant, et n'affaiblirait en rien la grandeur de leur dévouement. Il est seulement permis de souhaiter que se développe de plus en plus la belle œuvre de l' « assistance de la jeunesse par la jeunesse ».

CHAPITRE VI

Protection des enfants employés dans l'industrie

Lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900

**Protection des enfants employés dans les professions
ambulantes et à la mendicité**

Regrettable inobservation de la loi du 7 décembre 1874

La loi du 19 avril 1898

Le travail de l'enfant est-il normal? Dans une société bien organisée, l'être humain devrait-il être astreint au travail avant d'être parvenu à un suffisant développement physique, et un labeur prématuré ne conduit-il pas les races à l'abâtardissement? C'est là un grand problème que nous ne devons pas chercher à résoudre dans cette étude, étant donné son but, pour ne considérer que les faits. Or, dans les faits, l'enfant des familles indigentes ou simplement peu aisées est la plupart du temps envoyé par ses parents à l'usine ou à l'atelier, pour diminuer d'un côté les charges du ménage, et de l'autre en augmenter les ressources.

La société, qui protège l'enfant, ainsi que nous l'a-

vons vu, dès l'âge le plus tendre et jusqu'à sa sortie de l'école, va-t-elle l'abandonner sans appui lorsqu'il commence de se trouver vraiment aux prises avec les difficultés de l'existence? Le travail de l'enfant étant un fait, ce fait ne doit-il pas entrer tout particulièrement dans le domaine des lois, et faire l'objet d'une réglementation?

L'enfant est de moins en moins aujourd'hui, comme il l'était autrefois, engagé comme apprenti. Tout jeune, il est déjà ouvrier. Cela tient aux progrès du machinisme, qui exige beaucoup moins de connaissances techniques, et supprime presque tout apprentissage; cela tient aussi à ce que les parents considèrent l'enfant comme une source de revenus; ouvrier, il est payé; apprenti, il n'était pas rémunéré, souvent même l'apprentissage n'était pas gratuit. Le législateur se trouve donc en présence de la situation suivante : d'une part des patrons qui, dans de nombreuses branches d'industrie, cherchent à employer des enfants auxquels ils donnent un salaire très faible, tout en exigeant d'eux un travail considérable; — de l'autre des parents, qui poussent leurs enfants à s'embaucher très jeunes et à rapporter le plus d'argent possible à la maison; entre les deux parties, l'enfant, qui doit obéir à ses parents, qui n'ose rien refuser à son patron, qui, en un mot, sera exploité. C'est pour empêcher cette exploitation que les lois sont intervenues, pour protéger l'enfant, pour le préserver d'un travail trop fatigant, trop prématuré ou trop prolongé.

La loi du 24 Mars 1841 réglementait déjà les conditions du travail des enfants. La loi des 19 Mai — 3 Juin 1874, beaucoup plus conforme aux exigences de la vie industrielle contemporaine, parut encore insuffisante, et fût remplacée par la loi du 2 Novembre 1892, qui, quelque peu modifiée par celle du 30 Mars 1900, est actuellement en vigueur.

Une protection spéciale est donc accordée aux enfants employés dans l'industrie. Des lois protectrices s'imposaient de plus en plus, à mesure du développement presque effrayant de l'industrie dans ces dernières années. Cependant des objections ont été faites contre l'intervention du législateur en cette matière. On a dit qu'elle portait atteinte d'une part à la liberté du travail, et de l'autre aux droits de la puissance paternelle. Mais peut-on parler de liberté du travail lorsqu'il s'agit d'un enfant? L'enfant n'a pas le raisonnement assez formé pour bien discerner en toute choses ce qui lui est bon de ce qui lui est nuisible; par définition même, l'enfant ne peut agir en être libre, puisqu'il est en tutelle. Reste la puissance paternelle. C'est au père, dit-on, qui exerce précisément cette tutelle, de raisonner pour son enfant, de décider de ce qu'il doit faire, d'agir pour lui. Mais — ainsi que nous aurons l'occasion de le voir dans un chapitre suivant, où nous parlerons plus longuement de la puissance paternelle — celle-ci est surtout instituée dans l'intérêt de l'enfant. Les dispositions législatives prises dans l'intérêt de l'enfant ne battent donc pas en brèche la puissance paternelle, mais bien au con-

traire la complètent, en édictant certaines prescriptions que le père, détenteur de cette puissance, devra observer et faire respecter à l'égal de celles contenues dans le Code civil lui-même.

D'ailleurs, les nouvelles lois qui nous intéressent protègent l'enfant à l'usine, à l'atelier etc, c'est-à-dire hors du foyer paternel. Elles font partie de l'ensemble des dispositions législatives qui ont pour but de veiller sur l'enfant élevé dans la famille, mais de remplir ce rôle à côté de la famille, aux heures où il est absent du foyer ; en un mot, d'exercer sur lui une sorte de tutelle aux moments où les parents sont empêchés de le faire. Ce rôle, la société le joue à l'égard de l'enfant dans maintes circonstances que nous avons examinées ; il est bien légitime qu'elle le joue encore en présence des dangers dont il peut se trouver menacé du fait d'un travail précoce, accablant, ou trop prolongé.

L'intervention du législateur se justifie par des raisons sociales et par des motifs d'humanité. Il a été constaté que les races qui se livraient trop jeunes à un travail pénible se débilitaient avant l'âge et s'abâtardissaient. C'est là une loi économique en conformité avec les lois naturelles. Il importe donc, dans l'intérêt de la société, qu'un labeur prématuré soit prohibé. Quant aux raisons d'humanité, elles s'imposent. Il est inadmissible que des enfants de huit ans (la loi de 1841 permettait d'employer les enfants à huit ans !) travaillent pendant une journée entière, s'épuisent, et se débilitent complètement ! Combien

d'enfants, bien plus âgés même, sont-ils soumis à cette nécessité du travail dans des ateliers, des usines ou des manufactures, dans des conditions qui doivent attirer davantage encore l'attention du législateur ? L'humanité commande que tout ce qui est possible soit fait du moins pour qu'ils n'en pâtissent pas trop dans le présent, et qu'ils n'aient pas lieu d'en trop souffrir dans l'avenir.

La loi du 2 Novembre 1892 a tenté de réaliser ce double but : que l'enfant ne travaille pas trop jeune, et qu'on ne lui impose pas un travail trop fatigant, soit par sa durée, soit par sa nature, soit à cause des mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles il est effectué.

Quels sont les enfants protégés par cette loi ? Ce sont les garçons jusqu'à l'âge de dix huit ans et les filles mineures, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de vingt et un ans, (art. 3). Pour que les dispositions édictées en leur faveur leur soient applicables, il faut qu'ils soient employés dans les usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et dépendances, ainsi que dans tous les établissements privés ou publics d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, (art. 1). Telle est la double condition : être âgé de moins de 18 ans pour les garçons et de moins de 21 ans pour les filles, — être employé, pour les deux sexes, dans un des établissements énumérés à l'article premier.

Les enfants sont autorisés à travailler à l'âge de reize ans s'ils ne possèdent pas le certificat d'études

primaires, à celui de douze ans s'ils en sont possesseurs. La loi de 1892 est ainsi d'accord avec la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire, qui oblige les enfants à rester à l'école jusqu'à l'âge de treize ans, à moins qu'ils n'aient obtenu le certificat d'études.

Il est évident que cette exception a été introduite dans la loi de 1892 dans la pensée de mettre en harmonie la loi sur le travail et celle relative à l'instruction scolaire. Or, il n'échappe pas à l'examen que l'harmonie entre ces deux lois n'est pas complètement établie, car il peut arriver que l'enfant obtienne son certificat dès l'âge de 11 ans. On n'a pas voulu admettre cependant l'âge de 11 ans pour l'entrée à l'atelier. On se demande, dès lors, pourquoi le législateur n'a pas maintenu l'âge de 13 ans.

A ce propos, il est bon de relater l'opinion de M. Raoul Jay, professée dans son cours de législation industrielle, et qui constate que « c'est une étrange « récompense que celle qui consiste à permettre à « l'enfant qui a bien travaillé d'entrer à l'atelier, où « il compromet sa santé. »

Néanmoins, les enfants âgés de moins de treize ans sont tenus, pour être admis à travailler dans les établissements visés par la loi, d'être munis d'un certificat d'aptitude délivré par un médecin ; celui-ci devra donc le refuser s'il juge l'enfant trop faible pour effectuer le travail qu'il se propose de faire.

En ce qui concerne le certificat d'aptitude physique, il y a lieu de lui faire la même critique : il n'est pas une garantie. Le fait est constaté dans le rapport de

l'inspecteur du travail de la 6^e circonscription (Rouen) qui dit : « Il est bien rare que ce certificat ne soit pas accordé » ; Il l'est aussi par l'inspecteur de Paris qui est plus explicite : « Il n'y a pas d'exemple, dit-il, qu'un médecin ait refusé le certificat d'aptitude physique. Si l'un d'eux le refusait on irait en trouver un autre. Le médecin n'y trouve qu'un surcroît de besogne dont il se débarrasse au plus tôt ».

Il faut ajouter que la loi de 1892, dans son art. 2, parag. 4, donne aux inspecteurs du travail le droit de requérir, à toute époque, la visite médicale des enfants âgés de moins de 13 ans, qui est destinée à se rendre compte si le travail auquel ils sont soumis n'exécède pas leurs forces. Dans l'affirmative on peut ou faire changer la nature du travail, ou empêcher la continuation du travail. Or, cette prescription, s'il faut en croire le rapport de la commission supérieure du travail de 1900, « n'a pas été une seule fois invoquée » par aucun inspecteur pendant toute l'année ».

Ces deux dispositions n'ont donc pas joué le rôle de garanties (1).

En aucuncas l'enfant ne pourra travailler avant l'âge de douze ans révolus, si ce n'est dans les institutions de bienfaisance et les établissements d'enseignement professionnel, et à la triple condition que l'instruction primaire lui soit donnée, que le travail ne soit pas rémunéré, et qu'il ne travaille pas plus de trois heures par jour.

(1) Opinion professée par M. Jay (cours de 1901-1902).

La durée du travail journalier n'a pas moins d'importance, car c'est là un des points où les patrons ont le plus abusé, en faisant travailler des jeunes garçons et des jeunes filles jusqu'à 15 et 18 heures. La loi de 1892 établissait plusieurs catégories : les enfants de moins de 16 ans ne devaient pas travailler plus de dix heures par jour ; ceux de 16 à 18 ans, pas plus de 60 heures par semaine, à la condition qu'en aucun cas le travail ne dépassât onze heures dans une journée ; enfin le travail des jeunes filles de 18 à 21 ans était fixé à un maximum de 11 heures par jour. Le travail devait être coupé de un ou plusieurs repos d'une durée totale de une heure au moins ; enfin, un jour de repos par semaine était obligatoire.

A l'époque de la discussion de la loi, M. Dron avait déposé un amendement tendant à ce que tous les enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans, ainsi que les filles mineures, ne fussent pas astreints à un travail effectif de plus de dix heures par jour. Cette réforme était peut-être impossible à réaliser en pratique à une époque où, presque partout, les enfants travaillaient douze heures ; et le rapporteur de la loi, M. Maurice Sibille, fit remarquer que la journée de onze heures était un acheminement vers une journée de dix heures pour tous.

Cependant, ce système assez compliqué de la loi de 1892, qui créait plusieurs catégories de travailleurs ayant des durées de travail différentes, ne donna pas d'heureux résultats. Il permit tout simplement, en beaucoup d'endroits, de tourner la loi, car le con-

trôle était presque impossible pour les inspecteurs du travail. L'unification s'imposait ; avec les mêmes heures de travail pour tous, le contrôle devenait très facile, et la loi pouvait être vraiment appliquée. Ce fût le rôle de la loi du 30 mars 1900 de réaliser cette unification. Mais cette loi donna lieu à une discussion très vive, car le gouvernement ne crut pas pouvoir encore établir la journée de travail générale de dix heures pour tout le monde, dans plus de 157.000 établissements industriels. L'unification se fit donc à onze heures, ce qui était un recul pour les enfants de 13 à 16 ans qui, sous l'empire de la loi de 1892, ne devaient travailler que dix heures par jour. Il est juste de dire que, presque partout, ils travaillaient en fait au moins onze heures, souvent même 12, 13, 14 ou 15 heures, grâce au système des équipes tournantes, qui les obligeait en outre à rester hors de l'atelier, et par conséquent dans la rue et loin de toute surveillance, pendant les heures où ils attendaient leur tour de reprendre le travail.

La loi du 30 Mars 1900 consacre donc pour les enfants de 13 à 16 ans ce qui existait presque partout en fait, établit l'unification des heures de travail qui permet de faire appliquer strictement la loi, et achemine vers un travail de dix heures et demie seulement, puis de dix heures, réformes qui doivent être réalisées la première au bout de deux ans, à partir du premier avril 1902 (cette loi est donc usuellement en vigueur et tout porte à croire, malgré les mouvements, les grèves, les menaces qui ont surgi, qu'elle

produira un effet salulaire), et la seconde au bout d'une nouvelle période de deux années, à partir du 1^{er} avril 1904. Peut-être eût-il été préférable, ainsi que le demandait M. Vaillant, de faire appliquer la loi de 1892 en ce qui concerne les enfants de 13 à 16 ans, plutôt que de tolérer pour eux un travail de onze heures, qui semble excessif. Ce résultat aurait pu être obtenu grâce à l'autre réforme importante de la loi du 30 Mars 1900, qui consiste à interdire — sauf exception pour les usines à feu continu et pour certains établissements déterminés par un règlement d'administration publique — les équipes tournantes et le travail par relais, et à fixer les heures de repos au même moment de la journée pour tous les ouvriers d'un établissement. Les enfants de 13 à 16 ans, ne devant travailler que dix heures, seraient par exemple entrés à l'atelier une heure plus tard que leurs camarades, et auraient pu ainsi prendre des repos indéniables, tout en travaillant une heure de moins.

La loi de 1892 interdisait le travail de nuit aux enfants dans le paragraphe premier de son article 4, mais l'autorisait sous certaines conditions dans les autres paragraphes du même article. La loi du 30 Mars 1900 a laissé subsister ces dérogations regrettables, qui permettent à certains industriels d'imposer à des enfants et surtout à des jeunes filles (dans la couture et dans la mode, par exemple) des veilles prolongées et quotidiennes pendant des périodes assez longues pour les anémier complètement.

Le travail de nuit est également toléré dans les

entreprises souterraines, qui comportent des règlements spéciaux, En effet, d'après le décret du 3 Mai 1893, les enfants du sexe masculin qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans (car les filles ne sont pas autorisées à travailler dans les mines) ne doivent pas fournir un travail effectif de plus de 8 heures par 24 heures, et ceux de 16 à 18 ans un travail de plus de 10 heures pendant le même temps ; règlement qui permet donc le travail de nuit, ainsi que dans les usines à feu continu (art. 6 de la loi du 2 Novembre 1892).

L'âge auquel les enfants sont admis à travailler et la durée de leur travail quotidien étant ainsi déterminés, le législateur s'est préoccupé d'assurer la plus grande sécurité aux jeunes travailleurs, tant au point de vue de l'hygiène que des accidents dont ils pourraient être victimes. Sous ces deux rapports, l'enfant mérite en effet d'être particulièrement surveillé, puisque sa nature est moins résistante que celle de l'adulte, et que la légèreté de son caractère le pousse à prendre beaucoup moins de précautions. Les enfants ne sont pas admis à travailler dans certains établissements déterminés par des règlements d'administration publique, où ils seraient exposés à de graves dangers, soit du fait de l'insalubrité des objets qui s'y manipulent, soit parce que le travail y excéderait leurs forces. Toutes les usines, tous les ateliers où sont employés des enfants doivent être tenus dans un constant état de propreté, être aérés et ventilés convenablement, avoir toutes leurs trappes et ouvertures soigneusement cloturées, présenter en un

mot toutes les conditions de salubrité et de sécurité nécessaires.

Les enfants sont, d'autre part, soumis à une surveillance particulière. Ils doivent être munis d'un livret, délivré gratuitement par le maire, et sur lequel les chefs d'industrie inscrivent la date d'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ces derniers sont également tenus d'afficher dans leur établissement le texte même de la loi, ainsi que les règlements d'administration publique relatifs à leur industrie, les jours et heures de travail et de repos ; — et de tenir un registre nominatif de tous les jeunes ouvriers qu'ils emploient, registre qui doit porter la date et le lieu de leur naissance, leur domicile, ainsi que les différentes indications contenues au livret individuel. Ces dispositions ont pour but de permettre un contrôle constant sur tous les enfants et les filles mineures employés dans l'industrie.

Ce rôle de surveillance est dévolu aux inspecteurs du travail, dont le corps, institué d'une manière stable seulement par la loi du 19 mai 1874, a été complètement réorganisé par celle du 2 novembre 1892. Ils se divisent aujourd'hui en deux catégories : les inspecteurs divisionnaires et les inspecteurs départementaux. La nécessité d'une inspection apparaissait comme évidente pour l'application d'une loi qui menaçait de couper court aux abus auxquels se livrent si facilement les chefs d'industrie à l'égard d'êtres sans défense. Il fallait s'attendre à une opposition non clairement manifestée, mais sourde, et capable de dé-

couvrir les moyens les plus ingénieux pour tourner les principes posés par la loi. La durée du travail notamment, grâce aux équipes tournantes reprenant place tour à tour à l'atelier, était facilement portée à treize, quatorze heures et même plus ; le travail de nuit imposé aux jeunes filles principalement se prolongeait (et se prolonge encore souvent, malgré les dispositions de l'article 4 de la loi) jusqu'à une ou deux heures du matin, et pendant des périodes d'une durée bien supérieure à soixante jours.

L'inspecteur est en quelque sorte un agent d'exécution de la loi. Il doit pénétrer partout, vérifier les registres, s'assurer qu'il n'est pas employé d'enfants âgés de moins de 13 ans ou de 12 ans, dans les conditions déterminées déjà, et surtout qu'on n'abuse pas de leurs forces en les soumettant à un travail trop pénible ou trop prolongé. Dans ce cas, il ne doit pas hésiter à user des prérogatives que lui confère la loi dans son article 2, en exigeant le renvoi immédiat de tout enfant âgé de moins de 16 ans que le travail auquel il est astreint débilite d'une manière certaine. Rôle délicat, assurément, mais profondément humanitaire, et qu'il doit remplir sans négligence comme sans défaillance.

Le contrôle de l'application de la loi et des résultats qu'elle obtient, l'étude des améliorations dont elle est susceptible, sont plus spécialement dévolus aux Commissions locales et à la Commission supérieure du travail instituées par la loi. Les Commissions locales sont créées par les conseils généraux ; elles reçoivent

les rapports des inspecteurs, les étudient, et transmettent elles-mêmes leur rapport à la Commission supérieure qui fonctionne auprès du ministre du commerce. Celle-ci exerce le contrôle suprême et est chargée de veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi dans toute la France.

La loi du 2 novembre 1892 comporte des sanctions, que l'on peut considérer comme beaucoup trop faibles. C'est une simple amende de 5 à 15 francs, appliquée à tout industriel qui emploie des personnes contrairement aux dispositions de la loi. Il est vrai que l'amende est infligée autant de fois qu'il y a d'enfants occupés irrégulièrement. Mais le patron peut escompter le peu de fréquence des visites d'un inspecteur qui, malgré tout son bon vouloir, ne peut procéder dans chaque établissement qu'à des visites très rares. Il emploiera pendant des mois entiers des enfants trop jeunes, ou surtout les fera travailler trop longtemps; réalisera de ce fait un bénéfice considérable, en leur donnant un salaire à la journée d'autant plus faible qu'ils seront plus jeunes, et pourra s'en tirer (s'il est pris en flagrant délit) avec une amende dérisoire de 100 francs, s'ils sont vingt. Pour avoir accablé vingt enfants d'un travail qui excède leurs forces et peut compromettre leur santé d'une manière irrémédiable, il est permis de trouver que c'est peu ! Au cas de récidive dans les douze mois, l'amende est portée de 16 à 100 francs ; mais combien rarement prendra-t-on un industriel en état de récidive, ou même en état de première contravention à la loi ? Des visiteurs désin-

téressés et au courant des dispositions de la loi s'apercevront souvent des infractions commises ; si un inspecteur passe — même disposé à remplir son devoir sans compromission — on s'arrangera de mille manières pour qu'il ne puisse constater, malgré ses soupçons, aucune infraction.

En une matière aussi grave, cependant, et dans laquelle l'avenir des races industrielles est engagé, ne faudrait-il pas sévir sévèrement ? Pour cela, il importerait, d'une part, d'observer sans faiblesse les dispositions de la loi en s'efforçant de constater autant que possible toutes les infractions commises, et en dressant chaque fois contravention ; d'autre part, de relever considérablement les pénalités, soit en infligeant l'emprisonnement en vertu de l'article 465 du Code pénal, soit bien plutôt en qualifiant sans hésiter de *crime* ou de *délit*, toutes les fois qu'il pourrait revêtir ce caractère, un fait qui peut avoir de si graves conséquences sur la santé et la vie même de l'enfant, et en rendant en pareil cas applicables, par une logique assimilation à la blessure de la maladie ou de l'affaiblissement consécutifs à un travail forcé exécuté en violation de la loi, les articles 319 et 320 du Code pénal, qui punissent expressément « l'inobservation des règlements » (1).

En dehors même des règles spécialement édictées par la loi en ce qui concerne l'âge des enfants, la du-

(1) Emprisonnement de trois mois à deux ans et amende de 50 à 600 francs, s'il y a mort ; au cas contraire, emprisonnement de 6 jours à 2 mois et amende de 16 à 100 francs.

rée du travail etc., et lors même que ces dispositions seraient appliquées à la lettre, n'y a-t-il pas obligation morale pour le patron de n'employer un enfant que si le travail auquel il est soumis ne lui est pas manifestement nuisible? A ce sujet, il y a peut-être lieu de regretter que l'examen médical ne soit pas exigé de tout enfant, quel que soit son âge, et du moment qu'il n'a pas atteint 18 ans. Puisque l'inspecteur du travail a le droit de requérir un examen médical pour tout enfant âgé de moins de 16 ans qu'il juge accomplir un travail excédant ses forces, et de le faire sortir immédiatement de l'établissement, il en résulte que cet enfant n'aurait pas dû continuer à y travailler, c'est-à-dire que le patron, directeur matériel et moral de l'entreprise, n'aurait pas dû continuer à l'employer. Pourquoi ne pas rendre obligatoires pour celui-ci la requête d'un examen médical pour tout enfant qu'il emploie et dont la santé s'altère, et le renvoi immédiat dans ses foyers si cela est nécessaire, sans qu'il y ait lieu d'attendre la visite souvent très lointaine d'un inspecteur? et pourquoi ne pas consacrer législativement la responsabilité du patron en pareille matière?

En ce qui concerne les accidents dont peuvent être victimes les enfants pendant leur travail, la loi du 2 novembre 1892 avait imposé au patron l'obligation de faire la déclaration à la mairie dans les *quarante-huit* heures, et d'y joindre un certificat médical indiquant la nature de la blessure, sa gravité et les conséquences qui en pourraient résulter. Cette obligation

est devenue générale pour tous les accidents du travail depuis la loi du 9 avril 1898, qui a consacré le principe des indemnités forfaitaires qui doivent être allouées aux ouvriers suivant la nature et la durée de l'incapacité subie ; elle est la base de toute la procédure servant à établir le taux de la compensation due par le patron à l'ouvrier. C'est donc dans la loi de 1892 qu'ont été puisées ces dispositions, appliquées tout d'abord aux jeunes ouvriers que leur faiblesse et leur inexpérience exposaient à de plus graves dangers, appliquées aujourd'hui à tous avec le principe nouveau des indemnités fixées législativement.

La loi du 2 novembre 1892 est assurément susceptible de grandes améliorations, qui pourront se produire successivement au fur et à mesure des progrès réalisés en matière de protection de l'enfance et de législation industrielle. Les enfants sont admis à travailler trop jeunes, et à faire des journées trop longues. Pour le premier point, il est constant que les parents ne peuvent guère chercher de bénéfice dans le travail d'un enfant avant qu'il ait atteint l'âge de 16 ans environ. A treize, quatorze, quinze ans l'enfant ne gagne guère (lorsqu'il gagne) que 0.75, 1 fr., 1 fr. 25 au plus par jour ; ce salaire minime est presque toujours complètement absorbé par la nécessité du déjeuner au dehors, ou par les vêtements de travail qu'il faut renouveler sans cesse, ou par l'achat des outils nécessaires. Ce que les parents visent essentiellement, c'est un emploi qui occupe l'enfant, qui l'empêche de traîner par les rues aux heures où ils ne peuvent le

surveiller, et qui lui permette de se créer plus tard une situation dans l'établissement où il a débuté jeune. Or, il est mauvais pour l'enfant, au point de vue physique comme au point de vue moral, de travailler dans une usine ou dans un atelier avant 16 ans au moins.

Lors de la discussion de la loi du 30 mars 1900, M. Edouard Vaillant déposa un amendement tendant à ce que les enfants ne fussent admis à travailler dans les établissements industriels qu'à l'âge de 16 ans révolus. C'est là une réforme impraticable en l'état actuel des choses ; car que deviendraient un grand nombre d'enfants qui quittent l'école à 13 ans, sur qui les parents ne peuvent veiller à la maison, et qui ont besoin, sinon de gagner leur vie, du moins de se mettre en mesure de la gagner plus tard. C'est ici qu'apparaît le rôle bienfaisant au premier chef de ces comités de patronage et de protection de l'enfance que tant de bons esprits voudraient voir instituer officiellement, et aussi avec le concours des initiatives privées, dès l'école primaire et dans toutes ces écoles. Tout enfant serait pris sous l'égide de ce comité qui, lorsque serait venu le moment de quitter l'école primaire, le placerait dans une école d'enseignement professionnel. Le développement de ces écoles professionnelles serait concurrent avec celui des comités, dont ce serait un des rôles principaux d'organiser partout cet enseignement. Là, l'enfant recevrait une instruction un peu supérieure à celle de l'école primaire, et en même temps les principes du métier au-

quel il se destinerait. Un travail de deux ou trois heures par jour, à côté de trois ou quatre heures de classe, des repos, des récréations mêlées d'exercices physiques; un enseignement dirigé surtout vers la morale et de sains principes sociaux : voilà les bienfaits que l'enfant trouverait dans ces écoles professionnelles, où il serait conservé jusqu'à 16 ans au moins.

A ce moment l'enfant, déjà vigoureux et mieux instruit sous tous les rapports, pourrait devenir un ouvrier robuste et habile, sans aucun danger pour sa santé physique ni morale. Il nous semble que c'est dans ces conditions seulement qu'on pourrait poser le principe de l'interdiction du travail des enfants avant 16 ans révolus.

Des comités de patronage ont bien été institués par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892. Créés par les conseils généraux, leurs attributions consistent dans la protection des enfants employés dans l'industrie, et dans le développement de leur instruction professionnelle. Ces comités ont évidemment pu rendre des services et empêcher des abus ; mais ils ne remédient en rien aux imperfections de la loi, et sont impuissants contre le double mal du travail de l'enfant non encore suffisamment développé, et d'un travail trop prolongé.

Nous venons d'examiner comment il serait possible de n'autoriser l'enfant à travailler comme ouvrier que lorsqu'il commence déjà à être un adolescent. Quant à la durée du travail, la journée de 11 heures à la-

quelle il est actuellement soumis sous l'empire de la loi du 30 mars 1900, est assurément beaucoup trop longue. Dans tous les pays, l'ouvrier demande une réduction de son labeur journalier ; la réduction ne devrait-elle pas être octroyée tout d'abord à l'enfant ; en raison de sa faiblesse et de la nécessité où il se trouve de prendre des repos et surtout un sommeil plus prolongés que l'adulte ? La loi du 30 mars 1900 a été promulguée dans le but d'unifier les heures de travail de tous les ouvriers, enfants ou adultes, d'un même établissement. Était-ce indispensable pour les besoins de la surveillance et du contrôle, et n'existe-t-il donc pas d'autres moyens de faire appliquer une loi ?

En tous cas, la diminution des heures de travail s'accomplira pour tous avec le temps ; et la durée de la journée de travail qui a été réduite à 10 h. 1/2 le 1^{er} avril dernier et sera réduite à 10 heures le 1^{er} avril 1904, en vertu des dispositions mêmes de la loi de 1900, atteindra plus tard neuf heures et probablement huit heures. S'il est permis à des esprits raisonnables de trouver qu'une journée de travail de huit heures est vraiment bien courte pour l'homme fait, souhaitons qu'elle soit accordée le plus tôt possible à l'enfant.

*
* *

Il est nécessaire, pour être complet, d'envisager, à la suite de l'étude que nous venons de faire,

une situation particulièrement intéressante qui touche par plus d'un point à la protection légale des enfants employés dans l'industrie. Nous faisons allusion à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et dans les théâtres, et qui sont exploités par des saltimbanques, forains, mendiants de profession, etc.

Il me paraît utile d'insister sur les vices d'une législation qui existe à l'état de lettre morte. C'est peut-être de toutes nos dispositions protectrices celle qui mériterait le plus d'attention de la part des parquets et c'est, à coup sûr, celle qui est le moins respectée.

Voyons d'abord l'emploi des enfants dans les professions ambulantes.

Il y a, pour l'enfant un double péril : un péril physique, en raison des exercices auxquels on l'astreint ; un péril moral, en raison du milieu dans lequel il est appelé à se développer.

A cela vient s'ajouter une véritable exploitation. La plupart des enfants employés par les directeurs de théâtres forains ne sont pas leurs propres enfants, mais des enfants qui leur ont été cédés par les parents contre le gré même des intéressés, et qu'ils accablent d'un travail au-dessus de leurs forces, qu'ils brutalisent presque toujours. Lors même que ce sont ses propres enfants qu'il occupe, et en dépit de l'affection qu'il a pour eux, le forain se laissera entraîner par la cupidité ou par le besoin et la misère à exiger d'eux des exercices trop pénibles, qu'il ne peut obtenir que par l'emploi de la violence.

Le Code pénal était impuissant à réprimer de pareils abus. L'article 309 punit bien de la prison et de l'amende tout individu qui a fait des blessures ou porté des coups ayant occasionné une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours ; l'article 311 sévit dans le cas où les coups ou blessures n'ont causé aucune incapacité de travail, et les articles 319 et 320 lorsque l'homicide, les coups ou les blessures sont purement involontaires, et ne résultent que d'une maladresse, d'une imprudence, ou de l'inobservation des règlements. Mais ces articles ne sont applicables que pour les délits qu'ils prévoient expressément, c'est-à-dire l'homicide, les coups et les blessures donnés volontairement ou involontairement. Dans toutes les circonstances, bien plus nombreuses, où aucun de ces délits n'était commis, mais où l'enfant pâtissait et souffrait des exercices violents auxquels il était soumis, exercices le plus souvent accompagnés de brutalités, il n'était l'objet d'aucune protection.

Il faut observer que, quand même un délit serait commis, il resterait le plus souvent impuni. La cause tient à ce que l'enfant n'ose se plaindre, par crainte de celui qui l'exploite.

Dans ce métier de saltimbanque ou d'acrobate, c'est le métier en lui-même qui est un danger pour l'enfant, et qu'il faut viser, sans qu'il soit besoin d'aucun autre élément. Aussi la loi du 7 décembre 1874 est-elle intervenue pour punir tout individu qui ferait exécuter des tours de force périlleux ou des exercices de dis-

location à des enfants de moins de seize ans, ou qui exhiberait dans des représentations publiques des enfants n'ayant pas encore atteint cet âge. Ainsi la loi prend sous sa protection l'enfant de moins de seize ans, et interdit formellement de l'employer avant cet âge aux métiers qu'elle vise.

« Il est légitime de protéger l'enfant contre tout ce qui le détourne de la voie morale, utile et laborieuse qui est tracée en ce monde à tout être pensant et libre. Il n'entre pas dans la pensée du législateur de proscrire, comme le faisait le moyen-âge, les nomades et les bohémiens ; elle ne veut pas déclarer la guerre aux professions ambulantes, si peu dignes d'intérêt qu'elles puissent être. Libre à chaque homme disposant de sa personne, arrivé à l'âge de raison, de choisir un métier qui flatte sa paresse ou ses vices. Mais il ne faut pas que l'on puisse disposer, pour le jeter dans cette voie funeste, de la liberté de celui qui ne s'appartient point encore ; il ne faut pas qu'avant l'âge du discernement on tente d'y pousser l'enfant par une immorale éducation ». Ainsi s'exprimait excellemment M. Schœlcher. C'est alors qu'intervint la loi de 1874, qui, disons-le tout de suite, est pratiquement dépourvue d'application. Une seule exception était faite, en faveur des parents qui emploient leurs propres enfants, et qui peuvent les faire s'exercer et paraître dans des représentations publiques dès qu'ils ont atteint l'âge de douze ans.

Il ne suffisait pas d'empêcher les directeurs de théâtres forains, de cirques, etc., d'employer des en-

fants ; il fallait encore et surtout mettre un terme au véritable *trafic* qui se pratiquait d'enfants procurés, livrés à ces individus moyennant rétribution. La loi du 7 décembre 1874, dans son article 2, punit à l'égal de ceux qui les emploient les parents, les tuteurs ou patrons qui auront cédé dans ce but des enfants de moins de seize ans. La loi du 19 avril 1898, dans son article 3, complète sur ce point les dispositions de la loi du 7 décembre 1874 ; elle ne se borne plus à sévir contre le père ou la mère, les tuteurs ou patrons, mais elle embrasse dans la même répression toutes les personnes qui ont autorité sur l'enfant, ou qui en ont la garde. La loi de 1874 était trop limitative dans son énumération. Toute personne qui a autorité sur l'enfant, et qui s'est rendue coupable du délit visé par la loi, doit être également punissable, quelle qu'elle soit : il ne faut pas qu'après avoir livré un enfant, le coupable se retranche derrière le prétexte qu'il n'en est ni le père, ni la mère, ni le tuteur ou le patron ; du moment qu'il avait une action quelconque sur l'enfant, il doit être responsable de ses actes à l'égard de celui-ci, et l'objet des sévérités de la loi.

Une réforme encore plus utile dans la pratique a été introduite par le même article de la loi du 19 avril 1898. C'est celle qui punit « les intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer lesdits enfants ». C'est assurément ceux-là qu'il importait de ne pas oublier dans la répression. La loi de 1898, comblant en cela une lacune de la loi de 1874, punit de l'amende et de la prison ce genre d'exploitation.

Il est regrettable, ici encore, de noter que la loi n'est pas appliquée.

Il peut arriver aussi que des enfants de moins de seize ans soient enlevés à leurs parents. L'article 354 du code pénal punit de la réclusion ceux ou celles qui se sont rendus coupables de ce crime. L'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 vise des circonstances que ne prévoyait pas le Code pénal. Lorsqu'il ne s'agit pas d'un enlèvement par violence ou par fraude, du fait matériel et brutal d'un « détournement, d'un entraînement ou d'un déplacement » mais d'une simple persuasion morale ayant déterminé le mineur à quitter ses parents pour s'attacher à un acrobate ou à un saltinbanque, elle dispose qu'il y a là un délit spécial, qu'elle réprime des mêmes peines que celles édictées dans les cas précédents. Il n'y a plus ici attentat contre la personne physique du mineur, ni même contre la volonté de ses parents. Quand bien même ceux-ci auraient consenti à son engagement dans une troupe ambulante, les individus qui auraient déterminé le mineur à s'engager n'en sont pas moins soumis aux peines infligées par la loi.

La pénalité consiste, dans les différents cas prévus par la loi, en un emprisonnement de 6 mois à 2 ans, et en une amende de 16 à 200 francs. Les parents ou les tuteurs de l'enfant encourent en outre la peine morale des indignes : le tuteur est destitué de la tutelle, et les parents peuvent être déchus de la puissance paternelle. La déchéance n'est pas obligatoire,

parce que le législateur a jugé qu'il y avait des cas où l'ignorance, l'incapacité à concevoir les vrais intérêts de l'enfant, étaient les principaux facteurs de l'acte répréhensible, et où, pour le bien de l'enfant il était préférable qu'il restât confié aux soins de parents trop faibles, mais suffisamment punis par l'amende et la prison. Mais, dans bien des circonstances, la déchéance pourra être prononcée en vertu de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889, et l'enfant enlevé à des parents indignes.

Les mesures de protection édictées par la loi sont complétées par des mesures de surveillance et de police destinées à en assurer l'observation. Tout directeur de théâtre forain ou de cirque, tout saltimbanque ou acrobate est tenu de posséder un extrait de l'acte de naissance de chaque enfant qu'il emploie, et de justifier de son identité et de son origine au moyen d'un livret portant les indications nécessaires pour les établir. Les autorités municipales sont chargées, dans chaque commune, de veiller à l'exécution de la loi en exigeant des renseignements détaillés sur chaque enfant employé dans les troupes foraines qui viennent donner des représentations. S'il est occupé des enfants en violation des dispositions de la loi, toute autorisation doit être retirée, les représentations doivent être interdites, et le maire doit immédiatement aviser l'autorité judiciaire.

Malheureusement les autorités municipales apportent généralement la plus coupable négligence à l'observation de ces prescriptions; et la loi du 7 dé-

cembre 1874 comme tant d'autres, reste presque toujours lettre morte. A qui n'a-t-il pas été donné de voir des enfants de huit à dix ans, parfois plus jeunes encore, exhibés dans des spectacles forains ? On ne saurait demander aux magistrats municipaux d'être des juristes, et combien ils en sont éloignés ! Le prétexte le plus fréquemment invoqué par les entrepreneurs de ce genre de spectacles est qu'ils ne soumettent les enfants à aucun exercice de dislocation, qu'ils ne leur font exécuter aucun tour de force périlleux, que ces enfants ne sont là que pour faire nombre, mais non comme véritables acteurs de la représentation, qu'en un mot ils ne sont pas *employés* par eux. Le maire, même consciencieux, et qui se préoccupe d'accomplir son devoir, hésite, se demande s'il y a là matière à appliquer la loi, n'ose rien dire de peur de se tromper, et laisse se commettre de véritables abus sur des enfants dont l'origine et l'identité sont le plus souvent douteuses. Une très sévère observation de la loi, dans tous les cas où des enfants de moins de seize ans paraîtraient en public, pourrait seule leur assurer une protection efficace.

En résumé, et sur ce point important de la protection légale, quelle est la portée de la loi de 1874 ?

L'article 1^{er} précise les représentations auxquelles on ne peut employer des enfants de moins de 16 ans. Chaque mot à sa valeur. Ce sont les représentations de saltimbanques, acrobates, charlatans, montreurs d'animaux, directeur de cirques, (y compris les cirques sédentaires.)

La loi de 1874 ne prévoyait pas les théâtres. Cette lacune a été heureusement comblée par l'art 8 de la loi de 1892 qui prescrit que « les enfants des deux sexes ne peuvent être employés comme acteurs, figurants etc., et aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts *sédentaires*. »

Notons que ni la loi de 1874, ni celle de 1890 ne s'applique aux théâtres forains. Il y a là une lacune à combler.

Les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les commissaires de police, de veiller à l'exécution de la loi de 1874. Nous avons dit déjà qu'elle n'est pas appliquée : la preuve peut en résulter de la conclusion des rapports dressés par l'inspection du travail. On est étonné de n'y voir portée aucune contravention en violation de la loi de 1874.

La déclaration de l'inspecteur de la 2^e circonscription est particulièrement frappante. Voici son témoignage (1) : « La loi de 1874 charge les commissaires de police de veiller à l'exécution de la loi et, *ceux-ci ne disant rien*, nous nous abstenons, d'autant que la sévérité des peines donne à réfléchir. Il faut laisser ce soin à la charge de la police locale. »

Les inspecteurs sont d'autant plus impuissants à agir que la loi de 1892 ne leur reconnaît pas le droit de pénétrer dans les établissements, à moins de payer leur place. S'ils déclinent leur qualité de fonction-

(1) Rapport de l'inspecteur de 1899.

naires, on soulève des difficultés, on les empêche d'entrer, et pendant que l'inspecteur discute à la porte, on change le programme de la représentation.

C'est donc une impossibilité qui se dresse devant l'inspection.

Il convient de rapprocher des dispositions de la loi de 1874 sur les enfants occupés dans les troupes foraines celles de la loi du 2 Novembre 1892 sur les enfants employés dans les théâtres ou concerts sédentaires. La question des enfants au théâtre a été discutée depuis fort longtemps, et les bons esprits s'accordent pour reconnaître que leur présence dans ces lieux ne peut que leur être funeste. En ce qui concerne l'emploi des enfants dans les théâtres, l'emploi en est formellement interdit s'ils ont moins de 13 ans, sauf une exception qui résulte de l'art. 8 de la loi de 1892. « Le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-arts et les préfets dans les départements pourront exceptionnellement autoriser la figuration des enfants dans des pièces déterminées ». Cet article a été respecté dans sa lettre, mais l'esprit du texte a été oublié d'une façon facheuse. On a abusé de ces autorisations, au point que, en 1896, le Ministre du commerce a, dans une lettre du 7 Novembre (1) déclaré que. « Les autorisations doivent être données en connaissance de cause et exceptionnellement ».

— M. Jay, dans ses leçons de Droit industriel, s'élève contre ces abus. « On voit, dit-il, beaucoup

(1) Bulletin de l'Inspection du Travail de 1896, p. 176.

« de gens qui ne voudraient pas faire perdre à l'enfant une heure de sommeil et qui se désintéressent d'un texte de loi qui pourrait sauver la vie de centaines d'enfants. »

On le voit, tous les avis sont concordants pour critiquer l'inapplication de mesures protectrices qui ont autant d'intérêt que la question de l'emploi des enfants dans les usines et manufactures.

*
* *

Disons maintenant quelques mots sur la mendicité et ses abus.

La mendicité est un moyen dégradant de gagner sa vie en s'évitant tout travail. C'est une plaie sociale qu'il est bien difficile de guérir, d'autant plus qu'un grand nombre de misérables s'ingénient à découvrir de nouveaux moyens de l'exploiter. Un de ces moyens consiste dans le *dressage* des enfants à la mendicité. La loi du 7 décembre 1874 a voulu mettre un terme à cette odieuse pratique en disposant que tout individu qui emploierait des enfants de moins de seize ans à la mendicité serait considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion, prévu à l'article 276 du Code pénal, et puni d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans.

La peine est sévère, mais elle est juste, eu égard aux conséquences fâcheuses qu'a cette pratique sur la moralité de l'enfant. N'est-ce pas le pousser pour

l'avenir vers le vol et vers tous les crimes ? Les parents indignes qui se rendent coupables de ce délit peuvent en outre être déchus de la puissance paternelle, en vertu de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889.

CHAPITRE VII

Protection de l'enfant contre les mauvais traitements, et contre les abus de la puissance paternelle

La loi du 24 juillet 1889 et la loi du 19 avril 1898

La loi pénale accorde une protection spéciale à l'enfant, en raison de sa faiblesse et de son incapacité à se défendre soi-même. Plusieurs articles du Code pénal étaient déjà consacrés à punir les atteintes portées à la personne de l'enfant, soit à sa personne physique, soit à sa personnalité civile ou sociale. C'est ainsi que l'article 317 réprime l'avortement, et l'article 302 l'infanticide ; c'est ainsi que les articles 345 à 357, compris sous la rubrique de « crimes et délits envers l'enfant, et d'enlèvement de mineurs » punissent tout acte qui aurait pour but de détruire l'état civil d'un enfant, ou de le faire disparaître ; de l'arracher à sa famille ou de le détourner et de le soustraire à l'autorité des personnes dont il dépend, c'est-à-dire les crimes ou délits d'enlèvement, recel, suppression,

substitution d'enfant; de défaut de déclarations ou de présentation, abandon, exposition et délaissement; enfin d'enlèvement ou de détournement de mineurs.

Mais c'est là tout, et l'on chercherait vainement dans ce code la moindre disposition visant *spécialement* les coups et blessures portés à l'enfant, ou les actes de violence et de brutalité dont il pourrait être victime. L'enfant, c'est un fait, est plus exposé que l'adulte. Le caractère odieux que présentent les mauvais traitements infligés à l'enfant n'arrête pas certaines natures brutales; et il n'est pas suffisamment protégé par sa propre faiblesse. Il y a bien, pourrait-on objecter, les articles 309 et suivants du Code pénal, qui punissent les blessures et coups volontaires d'une manière générale, et qui s'appliquent par conséquent à ceux portés à l'enfant. Mais, précisément, la peine est exactement la même, que la victime soit un adulte ou un enfant; et le Code pénal n'accordait ici aucune protection spéciale à l'enfant, malgré les raisons qui l'exigeaient. Bien mieux, lorsqu'une répression particulière est instituée, c'est pour frapper l'enfant, aggraver la pénalité lorsqu'il s'est rendu coupable de coups ou de blessures à l'égard de ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou de ses ascendants. (Art. 312).

Le motif de l'aggravation est assurément bien légitime, et l'enfant capable de frapper ses parents ne saurait être puni trop sévèrement. Mais le Code pénal a oublié que ceux-ci pouvaient également frapper, blesser ou maltraiter leurs enfants, et que la

faute était du moins aussi grande, sinon pire.

En dehors de tout acte brutal susceptible d'être qualifié coup ou blessure, il y a toute une catégorie d'actes, ou simplement toute une manière d'agir à l'égard de l'enfant, qui n'étaient réprimées par aucune disposition pénale, et qui cependant pouvaient lui causer le plus grand préjudice, lui occasionner de graves maladies ou même le conduire à la mort. L'enfant est à la merci de ses parents, ou de son tuteur, ou de ses maîtres, ou de toute personne qui a autorité sur lui : il est la victime désignée entre les mains de parents peu consciencieux ou indignes. Il n'y aura pas toujours — il n'y a pas dans la plupart des cas — de coups ou de blessures assez graves pour encourir, s'ils sont connus, les pénalités infligées par le Code. Il s'agit simplement de ce qu'on peut appeler, d'une manière générale, les mauvais traitements, c'est-à-dire, en outre des corrections corporelles trop fréquentes, une complète absence de soins, un manque de nourriture, une séquestration dans une pièce exiguë et sale, sans air et sans lumière (1). Chaque acte pourra ne pas être très grave en lui-même; mais la gravité de la faute résidera dans la répétition incessante des actes, dans les mauvais traitements consécutifs subis par l'enfant, en un mot dans l'habitude. Ce sont des abus

(1) « Par les mots *mauvais traitements*, dit M. Goguillot dans son excellent ouvrage sur les *Lois pénales protectrices de l'enfance* j'entends tout ce qui porte atteinte dans le sens le plus large aussi bien au corps de l'enfant qu'à son esprit, et sous quelque forme que ce soit. Le défaut de soins, de nourriture, la séquestration sont de mauvais traitements ».

d'autorité; c'est un abus de la puissance paternelle.

Pendant longtemps, sans parler de l'antiquité romaine où le père avait le droit de vie et de mort sur l'enfant, l'autorité paternelle s'est exercée comme un véritable despotisme; et des traces de ce despotisme subsistent encore aujourd'hui dans certaines familles. Le Code civil consacre les droits de la puissance paternelle, qui vont jusqu'à pouvoir faire emprisonner l'enfant; et la conception de cette puissance qui se manifeste clairement dans tous les écrits des jurisconsultes de l'époque consiste en ceci : que le père a des droits sur l'enfant, et l'enfant des devoirs à l'égard du père. Assurément l'influence des philosophes du XVIII^e siècle, ainsi que celle de l'ancien droit germanique se font néanmoins sentir; il ne s'agit plus d'un droit arbitraire et absolu, et l'idée de l'intérêt de l'enfant apparaît bien dans cette définition donnée par Réal dans l'exposé des motifs : « la puissance paternelle est un droit fondé sur la nature et confirmé par la loi, qui donne au père et à la mère, pendant un temps limité et sous certaines conditions, la surveillance de la personne, l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants ».

Mais les rédacteurs du Code civil n'en considèrent pas moins la puissance paternelle comme conférant des droits, et des droits de nature. Cette conception n'est certainement pas puisée dans les écrits de certains philosophes (1), qui considéraient que le seul

(1) Grotius. — *Du droit de la guerre et de la paix*.

fait de la création engendrait pour le créateur, c'est-à-dire le père ou la mère, un droit de propriété sur la chose créée, c'est-à-dire l'enfant; cette manière de voir donnerait aux parents un droit illimité, que le Code civil est bien loin de leur accorder. Mais je ne vois pas sur quoi il se fonde pour affirmer que le père possède des droits de nature sur l'enfant. Le seul fait de la génération n'implique-t-il pas, au contraire, des devoirs à l'égard de l'être engendré? La volonté de créer entraîne nécessairement pour le créateur l'obligation de continuer en quelque sorte au créé la vie qu'il a commencé de lui donner, et cette obligation se résoud en devoirs d'entretien, de nourriture et d'éducation. Le Code civil lui-même a consacré cette obligation dans son article 203. Il s'agit ici de *devoirs* pour les parents; pour qu'ils puissent remplir ces devoirs, il était nécessaire de leur conférer certains pouvoirs, qui constituent une autorité; cette autorité elle-même, considérée dans son ensemble, est un devoir, et je me range à l'avis de Laurent, qui estime que le véritable possesseur des droits, c'est l'enfant.

Le grand jurisconsulte Laurent s'exprime de la manière suivante : « Le droit de l'enfant, et son droit sacré, inaliénable, c'est de développer ses facultés intellectuelles et morales. Dieu lui donne un protecteur, un guide pour diriger ses premiers pas dans la rude voie de l'éducation. Voilà le droit du père; disons mieux : voilà son devoir. Car, de droit proprement dit, il n'en a pas. Le vrai droit est à l'enfant, le père n'a que des devoirs. Si nos lois, à l'exemple des cou-

tumes, lui donnent une certaine autorité sur l'enfant, c'est parce que cette autorité lui est nécessaire pour qu'il puisse remplir son devoir (1) ».

Ainsi, l'ancienne conception de la puissance paternelle, droit arbitraire, absolu et illimité, après avoir passé par l'idée transitoire de droit mitigé d'obligations, tend de plus en plus vers celle d'autorité morale uniquement destinée à assurer l'exercice d'un devoir essentiel et primordial. Ceux mêmes qui n'admettent pas cette conception de la puissance paternelle, entièrement l'opposée de l'ancienne, s'accordent à reconnaître que les droits qu'ils estiment appartenir aux parents sont, en tout cas, corrélatifs de devoirs, qu'ils sont limités et justifiés par l'intérêt de l'enfant, et que, par conséquent, l'exercice peut en être surveillé (2). C'est ainsi que la Cour de cassation disait déjà, dans un arrêt du 27 janvier 1879 : « Attendu que la puissance paternelle, établie *surtout* dans l'*intérêt* de l'enfant... » et que M. Gaston Drucker (3) pense que si la puissance paternelle est exercée en vue du bien, elle doit être respectée et protégée, mais qu'elle doit être combattue quand on en méconnaît les obligations, et enlevée si on en mésuse.

La nécessité de surveiller l'exercice de la puissance paternelle paraît donc aujourd'hui évidente pour tous ; et pour nous, qui la considérons surtout comme un

(1) Laurent, *Droit civil*, tome IV, p. 346.

(2) Voy. Henri Duméril. *De la puissance paternelle et de la protection légale de l'enfance*.

(3) *Protection des enfants maltraités et moralement abandonnés*.

ensemble de devoirs, il nous semble qu'il faut sévir sans faiblesse dans tous les cas où ce devoir est mal rempli.

Si l'on entre maintenant dans le domaine des faits, cette nécessité s'impose d'une manière absolue. Les faits ont démontré que les abus de la puissance paternelle étaient fréquents et terribles, et que des parents trop nombreux, invoquant le prétendu droit de correction corporelle, faisaient subir à leurs enfants un véritable martyre. Ce droit n'existe ni dans les textes, ni dans la pensée du législateur. L'article 203 du Code civil impose seulement aux parents le devoir d'élever leurs enfants, devoir d'éducation qui ne comporte nullement le droit de leur infliger des châtimens corporels ; il ne se trouve pas davantage dans les articles 372 et suivans, et M. Laurent dit excellemment : « Le père n'a pas ce droit, parce que la loi ne le lui donne pas ; et certes il ne le tient pas davantage de la nature. Le père n'a qu'un droit d'éducation ; or, qui dit éducation exclut les châtimens corporels ». Les parents n'ont donc pas le droit moral, puisqu'ils n'ont pas le droit légal d'appliquer des peines matérielles à leurs enfants. Cependant, c'est une idée presque universellement admise que ce droit existe ; déplorable erreur, ancrée dans nos mœurs, et qui entraîne trop facilement la conséquence, chez des parents grossiers et brutaux, que les enfants sont l'objet de mauvais traitemens presque incessans.

La répression de ces coupables pratiques était devenue une nécessité ; mais les droits de la puissance

paternelle étaient considérés depuis si longtemps comme intangibles qu'il a fallu que se manifestât l'évolution que j'ai signalée tout à l'heure pour que le législateur se décidât à leur porter atteinte. Il est vrai que le Code pénal lui-même avait jugé (art. 335) que cette puissance ne pouvait être conservée aux parents assez indignes pour exciter leurs propres enfants à la débauche ; mais, en dehors de ce seul cas monstrueux, aucun fait, si grave fût-il, ne pouvait autoriser les tribunaux à toucher en rien aux droits de la puissance paternelle. Les premiers coups lui furent véritablement portés par la loi du 24 juillet 1889, qui déclarait déchu de cette puissance les parents qui en avaient par trop mésusé ou que le législateur estimait, d'une manière générale et pour une cause quelconque, incapables d'en exercer les droits et les devoirs.

La déchéance peut être encourue soit de plein droit, soit facultativement, suivant les circonstances, à la suite d'une ou plusieurs condamnations subies par les parents ; en dehors même de toute condamnation, les père et mère « qui par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire ou scandaleuse ou par de mauvais traitements compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants » peuvent se voir frapper de la même déchéance. Les droits de puissance paternelle étant retirés aux parents, il fallait organiser la tutelle des enfants. On a justement observé que la loi du 24 juillet 1889 présentait le caractère d'une loi administrative, et que, dans la grande majorité des cas, elle substituait à l'autorité pater-

nelle la puissance administrative. Le plus souvent en effet, cette loi a pour résultat de confier les enfants à l'assistance publique, de les enlever à la famille ; et, par conséquent, lorsque tels sont les effets de son application, nous n'avons pas à nous en occuper dans cette étude. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Après déchéance du père, les tribunaux peuvent conférer les droits de la puissance paternelle à la mère ; celle-ci, qui peut n'être elle-même qu'une victime, semble toute désignée pour être munie de ces droits, lorsque les circonstances le permettent. Mais je crois qu'elles le permettent rarement. A supposer même que la mère ne soit pas aussi indigne que le père, elle subira fatalement l'influence de celui-ci, et ne pourra assurer aucune protection à l'enfant. Il faut donc que le père soit absent, par suite de la condamnation qu'il a subie par exemple, ou que la mère soit divorcée ou séparée de corps : dans ce cas, l'enfant pourra être maintenu au foyer maternel, sous la puissance de la mère.

Si la mère est prédécédée, si elle est elle-même déchue, ou si n'est elle pas jugée digne ou capable d'exercer la puissance paternelle, la tutelle devra être organisée suivant les règles du droit commun. Mais cette tutelle, qui ne peut être que la tutelle dative, sera rarement possible, étant données les conditions d'existence, de milieu et de famille où se trouve la grande majorité des parents frappés de déchéance. Je crois que la tutelle officieuse, que tout particulier peut réclamer aux tribunaux, ne sera que bien peu souvent demandée ; restent donc les associations de

bienfaisance privée, reste surtout l'Assistance publique, à qui l'enfant sera presque toujours confié. Si, du reste, aucune tutelle n'a été régulièrement organisée, l'enfant tombe *ipso facto* sous celle de l'Assistance publique. Une controverse s'est élevée sur le point de savoir si la mère contre laquelle la déchéance n'a pas été prononcée entre de plein droit en possession de la puissance paternelle après le prédécès du père déchu; l'affirmative est généralement admise, conformément au droit commun. Toute tutelle organisée prend donc fin, et la mère recouvre les droits qu'elle avait sur l'enfant, et exerce en outre ceux qu'elle ne possédait pas auparavant. Il en résulte que si la mère se montre elle-même indigne ou incapable, un nouveau jugement sera nécessaire pour la frapper à son tour de déchéance.

L'enfant ne restera donc dans la famille, après déchéance du père, que s'il est confié à la mère, ou si celle-ci le reprend à la suite de la mort du père; il pourra demeurer, non point dans sa propre famille, mais au foyer d'un tuteur datif ou officieux dans quelques cas fort rares; le plus souvent, il sera remis à l'Assistance publique.

Au point de vue particulier des sévices et des violences exercés sur des enfants, cette loi de 1889 était insuffisante. La déchéance était encourue, ou pouvait l'être, lorsque les parents avaient été condamnés pour crime ou délit commis sur l'enfant. Dans les cas bien spécifiés de crime ou de délit, le Code pénal édictait déjà des pénalités générales; ces peines n'existaient

plus s'il n'y avait ni crime ni délit. La loi du 24 Juillet 1889, ainsi que nous venons de le voir, prévint le cas, et disposa que même en l'absence de toute condamnation, et par conséquent en l'absence de tout crime ou délit, les parents pouvaient néanmoins être déchus de la puissance paternelle, s'ils s'étaient rendus coupables des faits spécifiés par le §. 6 de l'article 2. Mais cette loi, qui édictait ainsi une sanction civile, n'instituait dans ce cas aucune sanction pénale. Ce fût le rôle de la loi du 19 Avril 1898.

Cette loi, dûe à l'initiative de MM. Henri Cochin, O. Barrot, J. Goujon et Georges Berry, crée un délit ou un crime nouveau, suivant les circonstances, et édicte des peines spéciales contre « quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé ». La loi dit « quiconque », mais il est évident qu'elle s'applique presque exclusivement aux parents de l'enfant, ou aux personnes — parents adoptifs, tuteurs etc — qui ont autorité sur lui ; car, lorsqu'il s'agit d'étrangers, les parents ou les témoins quelconques de brutalités avaient assez de moyens d'action contre eux sous l'empire de l'ancienne législation. La loi de 1898 a été provoqué par des faits révoltants dont les parents étaient les auteurs, par l'affaire Grégoire, par l'affaire Borlet, etc. ; elle vise essentiellement les parents ; elle a pour but de mettre un terme aux abus de la puissance paternelle, et por-

te atteinte au droit abusif de correction corporelle. Voilà pourquoi j'ai cru devoir montrer qu'on s'est fait pendant trop longtemps une conception erronée de la puissance paternelle; et voilà pourquoi aussi cette loi n'a pu venir qu'après qu'une évolution radicale fût accomplie dans cette conception, quoiqu'il y ait malheureusement des enfants martyrs depuis bien longtemps.

« C'est dans l'intérieur des domiciles privés que la
« férocité se donne cours, là-même où l'enfant de-
« vrait trouver protection contre les dangers de la vie,
« et, ce qui devrait lui assurer le plus de tendresse
« et le plus de pitié, sa faiblesse et sa débilité, lui
« attirent justement au contraire les pires traitements.
« Car il n'est souvent que trop vrai que l'enfant ma-
« lade ou infirme est celui sur lequel pleuvent de
« préférence les coups..... Des misérables, qui n'o-
« seraient pas le tuer par crainte du châtiment, s'ef-
« forcent de le faire mourir lentement avec les ap-
« parences d'une maladie naturelle; et, lorsque ces
« lâches meurtriers sont enfin saisis par le hasard
« et livrés à la justice, *ils s'abritent derrière une*
« *constante excuse, celle de l'autorité des parents et*
« *des droits de correction paternelle* (1) ». J'ajoute-
rai que c'est une loi qui rentre essentiellement dans
le cadre de cette étude, puisqu'elle a pour objet la
protection de l'enfant mineur de quinze ans au sein
même de la famille, et contre sa propre famille.

(1) M. Henri Cochin. *Discours à la Chambre des Députés.*

La loi crée un délit nouveau de tous « mauvais traitements » infligés à l'enfant, et nous avons vu que par ces termes il faut entendre en outre des violences ou des coups, toute pratique habituelle, séquestration, privation de nourriture, etc., qui pourrait compromettre la santé physique ou intellectuelle de l'enfant. Ces fautes ne constituaient pas de délit auparavant ; et là était la cause de l'insuffisance d'une proposition de loi, déposée le 17 décembre 1891 par MM. Engerand et Leydet, et qui tendait à assimiler la protection due aux enfants et descendants à celle que le Code pénal accordait aux ascendants dans son article 312. Les coups et blessures portés par les parents légitimes à leurs enfants auraient été qualifiés crimes, et auraient donné lieu à une poursuite en Cour d'assises ; la peine aurait été au moins celle de la réclusion, et n'aurait jamais pu être abaissée, même au cas de circonstances atténuantes, au-dessous de deux ans de prison.

C'eût bien été accorder une protection spéciale aux enfants, mais seulement dans le cas de coups et de blessures, déjà punis d'une manière générale comme délits par le Code pénal. La protection était donc trop restreinte en ce qui concerne la nature de la faute commise, et aussi en ce qu'elle ne s'étendait qu'aux enfants ou descendants légitimes. D'autre part, les pénalités encourues étaient si fortes qu'elles ne pouvaient s'appliquer qu'à des faits d'une gravité exceptionnelle ; tous les autres faits moins importants, mais néanmoins coupables, restaient impunis.

Le délit nouveau de « mauvais traitements » créé par la loi de 1898 n'existe évidemment que si ceux-ci ont été assez fréquents et assez graves pour causer un tort certain à l'enfant. « La commission n'a pas voulu, disait le rapporteur de la loi, M. de Folleville, qu'un fait peu grave et parfois excusable d'emportement entraînat pour les ascendants, père, mère ou tuteur, l'application des peines. Cette loi vise les parents barbares ou dénaturés ; elle ne saurait atteindre les parents coupables de simple vivacité ». Ces paroles fixent et précisent parfaitement l'intention du législateur : les mauvais traitements ne sont punis que s'ils compromettent la santé de l'enfant ; santé physique ou intellectuelle assurément, car une séquestration prolongée, par exemple, pourra troubler ses facultés mentales.

Ils peuvent constituer un délit ou un crime.

Il y a simple délit si le coupable est un étranger, et s'il n'y a pas eu de mutilation, d'amputation, de perte d'un œil, d'infirmité permanente quelconque ; ou, si le coupable est un parent de l'enfant, lorsqu'il n'y a eu de complication d'aucune sorte. Il y a crime, lorsque le coupable est un étranger et qu'il y a eu mutilation, amputation, etc. ; ou, si le coupable est un parent, quand il s'est produit une complication quelconque : soit préméditation ou guet-apens de la part de l'auteur du crime ; soit incapacité de travail de plus de vingt jours chez la victime ; soit circonstance aggravante de mutilation, cécité, ou infirmité. Les peines sont : au cas de délit, l'emprisonnement de un à

trois ans et l'amende de 16 à 1000 francs, ou l'emprisonnement de deux à cinq ans et l'amende de 16 à 2.000 francs s'il existe une complication ; — au cas de crime, la réclusion, les travaux forcés à temps ou à perpétuité, la mort même, lorsque des sévices ont été pratiqués avec intention de donner la mort, ce qui implique assassinat ou tentative d'assassinat.

Il est à remarquer que les peines qui frappent les parents coupables de mauvais traitements à l'égard de leurs enfants sont sensiblement plus fortes que celles encourues par les étrangers. L'emprisonnement ne peut pas être pour eux, lorsqu'il y a simple délit, inférieur à deux ans, et peut aller jusqu'à cinq ans ; l'amende peut être portée jusqu'à 2.000 francs ; enfin, lorsqu'il existe une complication quelconque, par exemple le simple fait de la préméditation, il y a crime, et la peine est au moins celle de la réclusion.

Cette sévérité s'explique par le caractère particulièrement odieux que revêtent les actes des parents dénaturés qui ont la volonté de martyriser leurs propres enfants, volonté qui implique parfois même la préméditation. Ces dispositions rigoureuses ne s'appliquent pas seulement aux parents légitimes, mais encore aux parents naturels ou adoptifs, aux ascendants, au tuteur, en un mot à toute personne ayant autorité sur l'enfant ou en ayant la garde ; l'abus de la puissance paternelle est donc spécialement visé, puisque des peines plus graves sont encourues par tous ceux qui l'ont en quelque sorte reçue en délégation, qui ont été chargés de l'exercer sur l'enfant, au

même titre que par ceux qui en sont les détenteurs légaux ou naturels.

Lorsque la loi vint en discussion devant le Sénat, les termes de « violences quelconques » figuraient dans l'article 1^{er} à la suite des coups et blessures. Ces mots furent supprimés, afin de ne pas porter atteinte au droit de correction « qui doit rester l'un des attributs incontestables de la puissance paternelle ». Telles sont les propres expressions de M. Bérenger. Même en se plaçant sur le même terrain que lui, même pour ceux qui admettent ce droit de correction corporel que nous ne saurions admettre, peut-on concevoir qu'il comporte la faculté d'exercer des *violences* ? Les petites corrections infligées par la plupart des parents à leurs enfants ne sont pas des violences ; ou, si elles vont jusqu'à la violence, elles sont odieuses, et je ne comprends pas qu'on puisse hésiter à les réprimer et à les punir. Je regrette donc que les termes de « violences quelconques » n'aient pas été maintenus dans la loi, car ils précisaient d'une manière très juste, à mon avis, les intentions du législateur.

Ces intentions ont-elles pu être bien réalisées ? et la sévérité des peines infligées suffit-elle à empêcher les parents barbares de continuer leurs déplorables pratiques ? Hélas non ! L'enfant est insuffisamment protégé par une pareille loi, parce que, pour pouvoir réprimer les forfaits accomplis, il faut les connaître, et que, le plus souvent, on ne les connaîtra pas, soit à cause du mutisme de l'enfant, soit à cause du

silence des voisins. Sans doute les voisins finiront bien par s'apercevoir de quelque chose : mais parleront-ils ? Il est toujours bien délicat de s'immiscer dans les affaires d'autrui. Notons, en outre, qu'en une pareille matière la démarcation peut être difficile à établir entre les mauvais traitements qui tombent sous le coup de la loi et les actes de brutalité et de violence légères, inexcusables à mon sens, mais que le législateur absout, et qu'il ne pouvait guère atteindre dans un article de loi.

On a vu, mais on craint d'avoir mal vu, de s'être exagéré les faits, de s'être trompé. Alors même qu'on serait sûr, sait-on si la personne qu'on accuse sera seulement poursuivie, et, si elle est poursuivie, si elle ne sera pas acquittée ? Il y a là une série d'obstacles à la dénonciation. Les voisins ne verront rien, ou fermeront les yeux pour ne pas voir ; et si, malgré tout, ils voient, ils ne parleront pas, parce que ce sont de « braves gens » qui aiment par dessus tout leur tranquillité, et qui se disent que, si l'on maltraite ou l'on séquestre à côté d'eux un pauvre enfant, ils n'y sont pour rien, et qu'après tout « cela ne les regarde pas ».

Voilà le raisonnement que se fait l'égoïsme humain. Pour dénoncer, il faut avoir l'esprit libéré de la vaine crainte du ridicule et de la peur de se compromettre ; il faut être un courageux et un fort ; il faut même parfois être un Don-Quichotte, suivant l'image originale de M. Berthélemy. « L'enfant ne peut pas se défendre lui-même, dit-il éloquemment, qui chargera-t-on de le protéger ? Le père, la mère, le tuteur ?

Cela suffit heureusement presque toujours. Mais qui encore, si ce père est un ivrogne sans moralité, si cette mère est une débauchée, si ce tuteur est une brute ? Sur qui comptera-t-on ? Sur le Procureur ? Mais il est trop loin ! Sur les voisins ? Quel cas peut-on faire du contrôle anodin, passager, indifférent que peut exercer le voisinage sur l'abus de la puissance paternelle ? Les voisins dénonceront-ils ? Mais, pour dénoncer, encore faut-il qu'ils sachent, qu'ils soient sûrs, qu'ils aient vu, qu'ils aient entendu les cris ou constaté les violences !..... Si de pareils faits ne se révèlent, les voisins se tairont (1) ».

La loi restera vaine si les crimes ne sont connus, et nous venons de voir qu'il y a beaucoup de motifs pour qu'ils demeurent ignorés. Il semble donc qu'il faille surtout s'attacher à la recherche des moyens propres à faciliter la révélation des forfaits commis par les parents dénaturés sur leurs enfants. S'il est souvent délicat pour un particulier de dénoncer des faits coupables qu'il a cru constater, retenu qu'il est par la crainte de se compromettre et de devenir l'objet de la haine de gens grossiers et brutaux, ce rôle ne pourra-t-il être rempli par les sociétés qui ont été fondées en vue de la protection de l'enfance, et ne leur appartient-il même pas en propre ? L'association n'a rien à craindre ; elle forme un ensemble, compact et puissant ; elle est revêtue d'une autorité incontestable, grâce à la haute situation des membres qui la com-

(1) *La répression des violences commises envers les enfants*. Revue Pédagogique du 15 avril 1898.

posent ou la dirigent, et au caractère d'utilité publique qu'elle possède généralement, et qui lui a été conféré par une décision des pouvoirs publics. Si elle dénonce, on l'écouterà et on poursuivra ; si elle juge une condamnation nécessaire, elle usera de son autorité auprès des magistrats et elle l'obtiendra. Elle est formée d'ailleurs de membres actifs et dévoués au bien de l'enfance, qui feront des investigations ou des enquêtes pour leur propre compte, qui chercheront le mal et le découvriront ; elle possède en un mot les moyens nécessaires pour mettre les forfaits au jour, et pour en faire poursuivre et condamner les auteurs.

S'inspirant de ces idées, le *Comité de défense des enfants traduits en justice*, dans sa séance du 5 mars 1898, c'est-à-dire tandis que la loi était en discussion devant le Sénat, étudia, sur la proposition de M. Paul Nourrisson, la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'accorder à certaines associations le droit de porter elles-mêmes directement devant les tribunaux la poursuite des délits commis contre les enfants, s'il ne convenait pas de donner à ces associations le droit de mettre elles-mêmes l'action publique en mouvement.

Il s'agissait donc de conférer à ces sociétés un droit très important, et qui parut avoir le grave inconvénient d'être en désaccord avec les principes de notre législation.

La poursuite, en effet, ne peut être exercée en France que de deux manières : soit par le ministère public, soit par le particulier qui a été lésé, qui a souffert personnellement un préjudice du fait déli-

tueux ou criminel commis. Le droit d'accusation privée n'existe donc pas, comme en Angleterre ou aux Etats-Unis. Dans ces deux pays, les sociétés protectrices de l'enfance citent elles-mêmes très fréquemment devant les tribunaux des parents coupables de mauvais traitements à l'égard de leurs enfants, et elles ont obtenu un très grand nombre de condamnations. Résultat très désirable assurément ; mais elles ne font qu'exercer un droit qui appartient à tout citoyen, et agissent en conformité avec les lois nationales. Comment nos associations, considérées dans leur entité, pourraient-elles posséder un droit qui n'appartient pas à chacun de leurs membres en particulier ? Pour donner une solution à ce problème, M. Tommy Martin proposa tout simplement d'établir en France le droit d'accusation privée ; mais c'est là une réforme essentielle de la législation, qui pourrait être étudiée à part et par une commission spéciale, mais ne saurait être greffée sur une question de protection de l'enfance.

Se bornant à ses attributions propres, la majorité du Comité formula une proposition ayant trait seulement aux sociétés consacrées à la défense des intérêts de l'enfant, et qui fût présentée sous la même forme au Sénat par MM. Paul Strauss et Théophile Roussel : « Le droit de poursuivre et de se porter partie civile, dans les termes des articles 63 et 182 du Code d'instruction criminelle, peut être concédé par décret spécial, après avis du tribunal de première instance, aux associations protectrices de l'enfance reconnues d'utilité publique, en ce qui touche

les violences et les attentats contre les enfants. Ce droit sera exercé pour chaque association par un de ses membres spécialement désigné par elle, agréé par le Garde des sceaux, et assermenté. » Cette proposition fût adoptée en première lecture au Sénat, mais définitivement repoussée. M. de Sal s'en était déjà montré l'adversaire résolu à la Chambre, en déclarant que cette réforme porterait une trop grande atteinte aux principes de notre législation, et surtout qu'elle constituait une dérogation à la vindicte publique.

Les motifs du rejet ont été indiqués d'une manière très juste par M. Berthélemy (1). D'après lui, ils procèdent de deux causes. La première est la crainte de la partialité. Toutes les sociétés protectrices de l'enfance ont plus ou moins d'attaches avec tel ou tel parti politique ou religieux, sont plus ou moins colorées de telle ou telle nuance. Pourront-elles éviter absolument un certain parti pris contre leurs adversaires ? et une société catholique, par exemple, n'aura-t-elle pas tendance à poursuivre avec plus d'ardeur la condamnation d'un père qu'elle suppose coupable, et à l'accabler davantage, s'il appartient à une loge maçonnique ? Cela est bien humain, et la proposition contraire pourrait être formulée avec une égale apparence de vérité. Puis, quelles seront les associations désignées ? Auxquelles confèrera-t-on ce pouvoir si considérable de poursuivre ? Le gouvernement sera accusé lui aussi de partialité dans son choix, et voilà

(1) *Op. et loc. cit.*

les poursuites viciées à la base. N'accuse-t-on pas aujourd'hui la magistrature elle-même de manquer d'indépendance ? Que sera-ce s'il s'agit d'une association privée ?

La deuxième cause réside dans ce fait qu'en France la poursuite seule est une chose très grave. Toute personne poursuivie est décriée, tout inculpé est un coupable pour le vulgaire ; et malgré l'acquittement, le soupçon reste. L'association, dont le but est de défendre l'enfant, qui consacre ses efforts à cet objet, pourra se laisser entraîner par excès de zèle à poursuivre dans des cas où le tribunal ou le jury n'estiment pas une condamnation nécessaire. Voilà le discrédit jeté sur un homme, bien qu'il soit absous. Dans une matière aussi grave, il ne faudrait poursuivre qu'à coup sûr.

Je regrette néanmoins le rejet de la proposition de MM. Strauss et Roussel. Toutes les précautions étaient prises ; la société devait être reconnue d'utilité publique, et désignée par décret comme disposant du droit de poursuivre ; la poursuite était exercée par un des membres de la société choisi avec le plus grand soin, agréé par le Garde des sceaux et assermenté ; quelles plus fortes garanties pouvait-on exiger ? Sans doute les dangers de partialité ou de zèle excessif subsistent ; mais où pourrait-on rencontrer plus d'indépendance et plus de poids que dans ces associations constituées uniquement en vue du bien, et composées d'hommes du caractère le plus élevé ? Et ces défauts, qui ne peuvent manquer d'exis-

ter ici comme dans toute œuvre humaine, ne doivent-ils pas disparaître devant la nécessité primordiale de défendre l'enfant contre ses bourreaux, et de sauver des vies humaines ?

Tous les principes comportent des exceptions ; et le droit d'accusation privée concédé à ces associations serait une exception introduite dans notre législation, en raison de la gravité des périls qui menacent l'enfant et du mystère qui les entoure. Serait-ce même vraiment une exception ? et l'exception dans le droit de poursuite n'est-elle pas faite au contraire au détriment de l'enfant ?

Deux personnes peuvent poursuivre : le Ministère public et le particulier lésé. Dans le cas de brutalités exercées sur l'enfant par ses parents, le Procureur ne poursuivra presque jamais, parce qu'il ignore, parce qu'il ne peut pas savoir ; quand au particulier lésé, qui est l'enfant, il ne pourra naturellement pas poursuivre lui-même, et ceux qui sont chargés de la défense de ses intérêts, c'est-à-dire les parents, sont précisément eux-mêmes les coupables. Personne ne poursuivra donc, et le droit de poursuite est de ce fait dénié à l'enfant. A la place des parents qui manquent à tous leurs devoirs, les sociétés protectrices de l'enfance sont moralement chargées des intérêts de l'enfant. Si elles sont reconnues d'utilité publique, ce rôle leur est officiellement dévolu par l'Etat, c'est-à-dire par la société elle-même ; et, si elles poursuivent, elles ne font qu'exercer un droit dont ne peut user la victime

elle-même en raison des circonstances, dont se sont privés les parents coupables, et dont la possession semble revenir naturellement à ceux qui sont en quelque sorte les tuteurs moraux de l'enfant. On pourrait donc dire qu'il n'y a plus une exception au droit commun, mais presque une application du droit commun dans ce droit de poursuite accordé aux sociétés protectrices de l'enfance. Est-ce appliquer les principes du droit que de dénier un droit ? Est-ce les violer que de l'accorder à ceux qui s'en trouvent être, en raison des faits, les détenteurs naturels ?

Quoi qu'il en soit, ni la Chambre des députés ni le Sénat n'ont jugé possible, en l'état actuel des choses, la concession du droit de poursuite aux sociétés de protection de l'enfance. Sans qu'il soit rien ajouté aux prérogatives qu'elles tiennent aujourd'hui de la loi, le rôle de ces associations n'en est pas moins très important et peut devenir très efficace. La loi du 19 avril 1898, pour être bonne, n'a qu'à pouvoir être appliquée, et l'application de la loi dépend uniquement de la connaissance des faits délictueux ou criminels. Est-ce une disposition législative, quelle qu'elle soit, qui mettra ces faits sous les yeux du ministère public ? et n'est-ce pas plutôt l'activité et le dévouement des particuliers qui fera la lumière sur des faits qui se passent dans l'ombre. Le particulier, en cette matière, nous avons vu que c'est bien difficilement l'individu isolé, ou même un groupe d'individus qui n'ont entre eux d'autres liens que des relations de voisinage. C'est aux sociétés protectrices de remplir ce

rôle bienfaisant; et, dans ce but, il faut souhaiter qu'elles se développent, qu'elles étendent de tous côtés leur action et leur initiative, qu'elles usent plus largement des droits qu'elles possèdent.

Ces sociétés peuvent être organisées en sections répandues sur tout le territoire, se livrer à des observations, faire des enquêtes; en observant elles apprendront beaucoup, et pourront révéler tout ce qu'elles auront appris. Suivant M. Berthélemy, les instituteurs pourraient mettre toute leur activité au service de ces sociétés, et s'en faire les zélés agents de renseignements. Bien informées par leurs soins, elles se feraient les « dénonciatrices obstinées » de tous les faits répréhensibles, et seraient ainsi un précieux auxiliaire de la justice. Mais qu'elles ne craignent pas de donner libre cours à leur initiative et à leur activité. « Ce qui nous manque, c'est moins peut-être une règle nouvelle que cette parfaite bonne volonté, que cette énergie éclairée, que cette initiative féconde sans lesquelles les meilleures lois sont vouées à la plus lamentable des impuissances ». Telle est la solution intermédiaire proposée par M. Berthélemy, et qui consiste à se reposer sur les associations de sauvetage de l'enfance du soin de découvrir les actes criminels, et à agir d'après leurs dénonciations.

Peut-être cette solution, excellente si les sociétés dont il s'agit se mettaient à marcher résolument dans la voie qui leur est tracée, pourrait-elle être complétée en s'inspirant d'une idée très juste émise par M. Georges Leloir. M. Leloir fait observer qu'avant

toute action devant les tribunaux il y a un examen préalable fait par le juge d'instruction, et qu'il serait en conséquence possible et plus conforme à la procédure criminelle de donner à certaines associations un droit d'action, non point pour citer directement, mais pour requérir le juge d'instruction d'informer. Que ces sociétés emploient donc tout leur zèle à découvrir les faits répréhensibles, et qu'elles s'en fassent les « dénonciatrices obstinées » ; mais que ce fait de la dénonciation ait pour sanction le droit de requérir le juge d'instruction de procéder à un examen préalable ; que ce droit soit accordé par décret, avec toutes garanties désirables, à certaines associations déterminées, suivant la formule émise par MM. Strauss et Roussel dans leur proposition de loi ; mais que, lorsqu'elles possèdent ce droit, le juge soit tenu d'informer chaque fois qu'une dénonciation sera faite. Ce droit à une instruction obligatoire encouragerait l'initiative des sociétés dans la révélation des forfaits commis sur les enfants.

La loi du 19 avril 1898 s'efforce de frapper les parents coupables de sévices ou de mauvais traitements à l'égard de leurs enfants. Si elle atteint son but, voilà le père, ou la mère, et souvent tous les deux emprisonnés préventivement en attendant le jugement. Que deviendra l'enfant pendant ce temps ? Ses parents ne sont plus là pour le martyriser, mais ils ne sont plus là non plus pour le surveiller et pour le nourrir. Aussi le législateur, en créant un délit nouveau ou un crime nouveau, a-t-il conféré des

pouvoirs nouveaux au juge d'instruction, afin de parer aux éventualités qui naissent de l'application de la loi. Ces pouvoirs consistent dans l'organisation d'une garde provisoire de l'enfant pendant la détention préventive des parents. L'article 4 décide que le juge d'instruction pourra confier l'enfant à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ou enfin à l'Assistance publique. Mesure essentiellement provisoire, et qui ne durera que jusqu'à l'instant du jugement ; à ce moment, le tribunal statuera d'une manière définitive.

L'importance de ces droits conférés au juge d'instruction est très grande ; lui seul, pendant toute la durée de l'instruction de l'affaire, décide du sort de l'enfant, sauf recours par voie d'opposition des parents jusqu'au cinquième degré, du tuteur ou du ministère public. Il devra donc choisir avec le plus grand soin la personne à qui sera confié l'enfant ; s'il est saisi d'une demande, prendre toutes les informations nécessaires ; le remettre enfin à une institution charitable ou à l'Assistance publique, s'il ne se présente aucun parent offrant des garanties suffisantes. Mais en général, lorsqu'un enfant a été victime de mauvais traitements, il se rencontrera des parents ou des personnes charitables qui ne refuseront pas de le prendre pour l'entretenir et l'élever ; j'estime que le juge d'instruction devra les choisir de préférence, et user de ses pouvoirs pour leur confier l'enfant dès l'arrestation des parents. Celui-ci se trouvera donc maintenu dans une famille, où il trou-

vera plus de sollicitude et plus d'affection que dans la sienne propre. Lors du jugement définitif, le tribunal confirmera dans la plupart des cas la décision provisoire prise par le juge d'instruction à la suite de sérieuses informations; et cette mesure pourra empêcher l'enfant de devenir un enfant sans famille, un enfant assisté.

Cette disposition des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, bien que complétant les prescriptions de cette loi relatives aux enfants victimes de mauvais traitements, ne s'applique pas seulement à ces enfants, mais d'une manière générale à tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants. Ce n'est donc pas seulement lorsque les parents sont arrêtés, mais aussi lorsque l'enfant lui-même s'est rendu coupable de quelque faute que le juge d'instruction dispose de pouvoirs nouveaux. Il pourra décider que l'enfant ne sera plus soumis à la détention préventive, mais confié à quelque personne, à quelque institution charitable, ou à l'Assistance publique (1).

(1) Dans sa séance du 15 juin 1898, le Comité de défense des enfants traduits en justice émit le vœu que les obligations pouvant résulter pour l'Assistance publique de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898 fussent examinées par l'autorité compétente, et que des mesures fussent prises pour assurer au plus tôt l'exécution de ces obligations.

M. Adolphe Guillot, secrétaire général de ce comité, en transmettant le procès-verbal de cette séance au Directeur de l'Assistance publique, lui fit remarquer qu'il ne s'agissait plus de recevoir à l'Asile temporaire de l'Hospice des Enfants-Assistés à titre d'observation un enfant inculpé, sauf à le rendre à la jus-

La plupart du temps, le malheureux enfant a agi sans discernement; il n'est que la victime déplorable du mauvais exemple, de l'abandon où il est laissé, de l'absence de toute éducation morale, ou même des conseils de perversion ou de débauche qui lui sont journellement donnés. S'il commet une faute, est-ce lui le coupable? Et pourtant, c'était lui qui était le puni; il était arrêté, détenu préventivement, et, même lorsqu'il avait agi sans discernement et qu'il était ac-

tice s'il se conduisait mal, mais à le garder comme un véritable détenu, quelle que soit sa conduite, pendant toute la durée de l'instruction.

L'Asile temporaire avait été installé à l'Hospice des Enfants-assistés, 74 rue Denfert-Rochereau, au mois de novembre 1892, pour les enfants coupables que les juges d'instruction désiraient tenir en observation avant de prendre une ordonnance définitive à leur égard. Un quartier distinct a été aménagé pour chaque sexe; ces quartiers contiennent chacun 20 lits, des chambres d'isolement, réfectoire, office, chambres pour gardiens, etc. Le nombre des enfants envoyés à cet asile a été en 1893, dès la première année de sa fondation, de 281; sur ce nombre, 194 ont été admis dans le service des moralement abandonnés, après qu'on eût constaté que leur amendement, si désirable, était possible; 37 ont pu être remis aux parents; 17 seulement ont été rendus aux magistrats comme absolument pervers et ingouvernables. Les résultats obtenus sont donc excellents, puisque cette observation à l'Asile a permis de soustraire à la maison de correction plus des deux tiers des enfants envoyés. — Depuis la loi du 19 avril 1898, les juges d'instruction peuvent, en tout état de cause, requérir l'Assistance publique de recevoir à l'Asile temporaire tout enfant coupable d'un crime ou d'un délit, et cela jusqu'à ce qu'une solution définitive soit intervenue. Cette réquisition, qui semble obligatoire, n'a pas été sans créer à cette Administration d'assez grandes difficultés. Il a été nécessaire de prendre de nouvelles mesures d'organisation, et les précautions les plus minutieuses sont indispensables pour éviter des contacts dangereux entre les enfants.

quitté, presque toujours conduit dans une maison de correction, où il était retenu jusqu'à la vingtième année. Telles étaient les mesures de protection prises par le Code pénal à l'égard de l'enfant ! Etrange acquittement, qui punissait l'enfant de la manière la plus odieuse, pour un méfait qu'il avait commis sans savoir qu'il faisait mal.

La loi de 1898 permet désormais au juge d'instruction d'éviter la détention préventive à l'enfant, dans les cas où il a agi sans discernement. L'enfant pourra ne pas passer en correctionnelle ; les hontes d'un jugement immérité lui seront épargnées, et il pourra être maintenu définitivement chez des personnes ou chez des œuvres charitables qui se consacreront à son relèvement moral, au lieu d'être envoyé en correction dans une de ces trop célèbres maisons qui ne sont le plus souvent pour lui que l'école du crime. Enfin, grâce à cette nouvelle organisation du droit de garde, la déchéance de la puissance paternelle pourra être évitée et l'enfant malheureux ne sera plus en outre un enfant sans parents, dans tous les cas où cette déchéance n'est pas obligatoire, mais seulement facultative.

Dans une circulaire du 31 mai 1898, le Ministre recommandait aux juges d'instruction de ne prendre les mesures de bienveillance que leur permettent les pouvoirs nouveaux qui leur sont conférés, qu'à l'égard des enfants victimes, ou en tout cas des enfants coupables seulement d'une erreur passagère, et susceptibles de s'amender promptement ; mais de ne pas

hésiter à soumettre à la détention préventive tout enfant perverti ou corrompu. La détention est-elle donc un moyen de réformer les caractères, de remettre les égarés dans le chemin du bien, de relever ceux qui sont tombés ? Elle est déjà, avant tout jugement, la mesure de préservation sociale prise à l'égard d'un présumé coupable, et un acheminement vers la punition qui suivra le jugement. Ni cette mesure, ni la punition, qui est ici la maison de correction, ne sont bonnes ni justes pour l'enfant. Lors même qu'on se trouve en présence de cas exceptionnels de perversion ou de corruption, qui se produisent malgré tous les soins des parents, est-on sûr que l'enfant est irrémédiablement perdu ? Nous ne le pensons pas.

Eviter de l'emprisonner, de lui imposer le contact des maisons de correction qui sont l'école du vice ; le confier au contraire à des particuliers ou à des œuvres charitables qui le patronneront et l'amenderont, tel est le but à atteindre.

Nous avons pu constater, au cours de cette étude que le législateur a paré, depuis un demi siècle, à bien des imperfections en ce qui concerne l'assistance de l'enfance et les mesures protectrices qui s'y rattachent. Nous avons vu que, malgré les progrès réalisés, il reste encore bien du chemin à parcourir.

Ce qui ressort de nos observations, c'est que les imperfections législatives, relevées par notre critique, ne trouvent qu'une seule compensation efficace, compensation qui se rencontre dans le rôle de l'assistance privée. Il est difficile de faire prendre corps, dans

une disposition législative, à une mesure d'assistance et de protection de l'enfance : la diversité des opinions des membres de nos chambres, et, celle-ci mise à part, les exigences budgétaires, s'opposent souvent à l'adoption de projets de lois d'une incontestable nécessité.

Que faire alors, si ce n'est laisser à l'initiative privée, au concours des bonnes volontés et des dévouement particuliers, le soin d'appliquer des moyens de protection que la loi ne saurait mettre en vigueur?

Il est à souhaiter, dans l'intérêt social bien entendu, que les pouvoirs publics mettent le moins d'obstacles possibles à l'exercice de l'action individuelle, qu'ils protègent et encouragent les œuvres de bienfaisance, d'assistance, de relèvement de l'enfance, sous toutes leurs formes et quel que soit le caractère qu'elles revêtent, laïque ou confessionnel.

Ils faciliteront ainsi le rôle de la société dans l'œuvre de l'assistance, en attendant que les circonstances permettent d'établir officiellement une assistance large et générale de l'enfance malheureuse, abandonnée ou coupable, suivant le thème que nous avons développé et qui serait l'idéal social : la protection, l'assistance et le relèvement obligatoires de l'enfance !

Vu : Le Doyen,
GLASSON.

Vu : Le Président,
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Répertoires

BÉQUET.
DALLOZ.
FUZIER-HERMANN.
GRANDE ENCYCLOPÉDIE.
PANDECTES FRANÇAISES.
SIREY.

Thèses

BERNIS (de). — *Protection de la première enfance.* (1898. Province).
DUBOIS. — *Protection de l'enfance.* (1880. Paris).
DUMONT. — *Protection des enfants maltraités et moralement abandonnés. Loi du 24 juillet 1889.* (1898. Paris).
GALLOIS. — *L'enfance maltraitée, etc.* (1899. Paris).
GOGUILLOT. — *Lois pénales protectrices de l'enfance.* (1895. Province).

GOUCHET. — *Les enfants maltraités et moralement abandonnés.* (1895. Province).

GUÉNY. — *Protection des enfants maltraités et moralement abandonnés.* (1893. Province).

Revue et Périodiques

Annales de l'Œuvre de l'Adoption.

Annuaire de Législation française.

Annuaire de la Société philanthropique.

Annuaire statistique de la Ville de Paris.

Bulletin de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Bulletin de l'Inspection du Travail.

Bulletin du Patronage familial.

Bulletin de la Société des Crèches.

Bulletin trimestriel de l'Union française pour le Sauvetage de l'enfance.

Congrès de l'Assistance familiale.

L'Economiste français.

L'Enfant.

La France Judiciaire.

Journal l'Assistance Publique.

Journal officiel.

Rapports sur le Service des Enfants-Assistés et moralement abandonnés.

Rapports de l'Œuvre de l'Orphelinat de l'Enseignement primaire.

Rapports de la Société de l'Orphelinat de la Seine.

Revue des établissements de bienfaisance.

Revue générale d'Administration.

Revue de Législation et de bienfaisance.

Revue philanthropique.

Ouvrages

Administration générale de l'Assistance publique à Paris (Recueil des Lois et Décrets).

BLACHE. — *Protection de l'enfance dans le département de la Seine.*

BLANCHE et YMBERT. — *Dictionnaire de l'Administration.*

BÉQUET. — *Régime et législation de l'Assistance publique en France.*

BERTHÉLEMY. — *Droit administratif.*

— *De la répression des violences exercées contre les enfants.*

Congrès international d'Assistance. Paris, 1889.

Congrès national d'Assistance. Rouen et le Havre, 1897.

DEROUIN, GORY et WORMS. — *Traité théorique et pratique d'Assistance publique.*

DU CAMP (Maxime). — *Paris.*

DUMÉRIL (Henri). — *De la puissance paternelle et de la protection légale de l'enfance.*

FEILLET. — *L'Assistance publique à Paris.*

GÉRANDO (de). — *De la Bienfaisance publique.*

HAUSSONVILLE (d'). — *L'enfance à Paris.*

LALLEMAND. — *Histoire des enfants abandonnés et délaissés.*

La Question des enfants abandonnés.

Notes et notices sur la loi du 24 juillet 1889.

La Révolution et les Pauvres.

LECOUR. — *La Charité à Paris.*

MONOD. — *Administration et l'hygiène publique en France et à l'étranger.*

Les Enfants-Assistés de France.

Statistique des dépenses d'Assistance. 1885.

NAPIAS et MARTIN. — *Hygiène et médecine publiques en France.*

X. — *Paris charitable. — Paris charitable et prévoyant.*

PÉCHART. — *Rapport sur l'exécution de la loi du 23 décembre 1874.*

LE POITTEVIN. — *Protection des Enfants du premier âge; la loi du 23 décembre 1874.*

ROUSSEL (Th.). — *Rapport sur la loi du 23 décembre 1874.*

Ouvrages de STRAUSS.

THULIÉ. — *Les Enfants-Assistés de la Seine.*

VÈZES (Léon). — *Les lois en préparation concernant la protection de l'enfance.*

WATTEVILLE (de). — *La législation charitable.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE I ^{er} . — Assistance à la mère, dans l'intérêt de l'enfant, avant la naissance et au moment de la naissance.....	7
CHAPITRE II. — Assistance à la première enfance. — Les secours aux nouveau-nés indigents....	19
CHAPITRE III. — Assistance à la première enfance. — Les Sociétés maternelles. — Les crèches....	36
CHAPITRE IV. — Protection des enfants du premier âge. — La loi du 23 décembre 1874.....	61
CHAPITRE V. — Assistance et protection matérielles, intellectuelles et morales de la seconde enfance.....	98
CHAPITRE VI. — Protection des enfants employés dans l'industrie. Lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900. — Protection des enfants employés dans les professions ambulantes et à la mendicité. — Regrettable inobservation de la loi du 7 décembre 1874. La loi du 19 Avril 1898....	122
CHAPITRE VII. — Protection de l'enfant contre les mauvais traitements, et contre les abus de la puissance paternelle. — La loi du 24 juillet 1889 et la loi du 19 avril 1898..	153
BIBLIOGRAPHIE.....	185

PILLU-ROLAND, IMPRIMEUR

40, RUE SAINT-PHILBERT, DIJON
